

Service de Protection de la Communauté Juive



2018

Rapport sur l'antisémitisme en France

Source éléments statistiques : Ministère de l'Intérieur et SPCJ



Disponible au téléchargement,
en français et en anglais sur

This report can be downloaded
in French and English at

www.antisemitisme.fr

**Ce rapport a été réalisé avec le soutien
de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah (FMS)**



Crif



Le rapport sur l'antisémitisme en France en 2018 est dédié à la mémoire de Mireille Knoll (z'l), 85 ans, assassinée le 23 mars 2018 à son domicile. Onze coups de couteau aux cris de "Allah akbar" lui ont été portés et son corps a été retrouvé en partie calciné.

À l'âge de 9 ans, elle avait échappé de justesse à la rafle du Vél'd'Hiv.

**À la mémoire des 12 personnes tuées en France
depuis le début des années 2000, parce que juives**



**Sébastien Selam
(z'l) (23 ans)*
2003**



**Ilan Halimi (z'l)
(23 ans)
2006**



**Jonathan Sandler
(z'l) (30 ans)
2012**



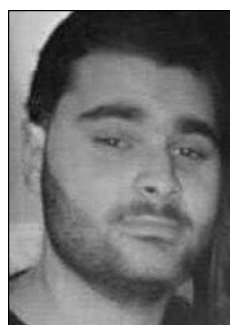
**Gabriel Sandler
(z'l) (4 ans)
2012**



**Arié Sandler (z'l)
(5 ans)
2012**



**Myriam Monsonego
(z'l) (7 ans)
2012**



**Yohan Cohen (z'l)
(20 ans)
2015**



**Philippe Braham
(z'l) (45 ans)
2015**



**François-Michel
Saada (z'l) (64 ans)
2015**



**Yoav Hattab (z'l)
(21 ans)
2015**



**Sarah Halimi (z'l)
(65 ans)
2017**



**Mireille Knoll (z'l)
(85 ans)
2018**

***caractère antisémite reconnu par le président Emmanuel Macron en mai 2018.**

**RAPPORT SUR
L'ANTISÉMITISME
EN FRANCE
EN 2018**

SOMMAIRE

Sommaire	6
Le SPCJ	9
Eric de Rothschild Président du SPCJ	10
Haim Korsia Grand Rabbin de France	11
Ariel Goldmann Président du Fonds Social Juif Unifié	12
Francis Kalifat Président du Conseil Représentatif des Institutions juives de France	14
Joël Mergui Président des Consistoires	16
La méthodologie utilisée	19
1. Statistiques et analyses	21
1.1 Constats et analyses	23
1.2 Tableau récapitulatif des Actes antisémites recensés en France en 2018	25
1.3 Antisémitisme en France en 2018	26
1.4 Actes antisémites recensés en France de 1998 à 2018	27
1.5 Racisme et antisémitisme en 2018	28
1.6 Répartition géographique des Actes antisémites en 2018	29
2. Extraits de la liste des actes antisémites recensés en 2018	35
3. Extraits de la liste des condamnations prononcées en 2018	55
4. Meurtre de Mireille Knoll (z'l)	63
Feigele s'est envolée	66
Par Allan Knoll, fils de Mireille Knoll	
Lorsque j'étais à Yad Vashem...	67
Par Daniel Knoll, fils de Mireille Knoll	
La France doit marcher pour Mireille Knoll, notre grand-mère assassinée	68
Par Simone Rodan-Benzaquen Huffington Post (27/03/2018)	
Ce que révèle l'enquête sur le meurtre de Mireille Knoll	70
Par Jérémie Pham-Lê et Claire Hache L'Express (30/03/2018)	
5. Meurtre de Sébastien Selam (z'l), quinze ans après	73
Macron reconnaît le caractère antisémite du meurtre de Sébastien Selam	75
Par Anna Breteau Marianne (28/05/2018)	
Soulagement et perplexité sur la reconnaissance d'un mobile antisémite	76
Par AFP Le Point (30/05/2018)	

6. Procès de l'agression de Créteil	79
Agression antisémite de Créteil : « Ils nous ont salis »	81
Par Éric Pelletier Le Parisien (25/06/2018)	
Agression antisémite à Créteil en 2014 : "Ils ont passé 56 minutes à me tabasser"	83
Par Europe 1 et AFP Europe 1 (28/06/2018)	
Agression antisémite à Créteil : des peines de prison ferme de huit à seize ans	84
Par Pascale Robert-Diard Le Monde (06/07/2018)	
7. L'antisémitisme dans les universités françaises	87
L'antisémitisme dans les universités françaises	88
Par Sacha Ghozlan, président de l'UEJF	
Quand l'antisémitisme surgit à bas bruit en faculté de médecine	90
Par la rédaction L'Obs (05/11/2018)	
8. Ils en parlent...	95
Les chiffres de l'enquête de la FRA sur l'antisémitisme commentés par Francis Kalifat	97
Par Francis Kalifat Le CRIF (13/12/2018)	
Quand antisémitisme et racisme s'infiltrent chez les "gilets jaunes"	99
Par Marc Knobel L'Obs (07/01/2019)	
Nouveau terrain d'influence de la nébuleuse complotiste et antisémite	103
Par Lucie Soullier Le Monde (19/01/2019)	
L'antisémitisme, "clignotant" d'un système "en faillite" par la Rabbin Delphine Horvilleur	106
Par AFP La Croix (20/01/2019)	
Pourquoi l'antisémitisme explose en France ?	108
Par Nicolas Bove, entretien avec Jean-Yves Camus Les Inroks (11/11/2018)	
En France, les différents visages d'une haine insidieuse et banalisée	113
Par Louise Couvelaire Le Monde (12/02/2019)	
Le prix Ilan Halimi	119

LE SPCJ

Le SPCJ, Service de Protection de la Communauté Juive a été créé en 1980, au lendemain de l'attentat de la rue Copernic à Paris.

Le SPCJ est la concrétisation d'une volonté commune du CRIF – Conseil Représentatif des Institutions juives de France –, du FSJU – Fonds Social Juif Unifié – et des Consistoires, de protéger la Communauté juive dans son ensemble. Les membres du Bureau Exécutif du SPCJ sont désignés par ces institutions fondatrices. Le Président du SPCJ est Monsieur Eric de Rothschild.

L'existence du SPCJ depuis les années 80 se justifie par les menaces terroriste et antisémite qui perdurent sur le territoire depuis 38 ans et - de fait - par la nécessité d'œuvrer à l'épanouissement de la Communauté juive en France, en garantissant l'intégrité et la libre expression de l'identité juive sous toutes ses formes.

Le SPCJ est une organisation apolitique, à but non lucratif. Sa vocation exclusive est la protection de la vie juive dans toutes ses pluralités.

**ERIC DE ROTHSCHILD
PRÉSIDENT DU SPCJ**

Madame, Monsieur,

C'est avec effroi et angoisse que je vous présente le rapport sur les violences et menaces antisémites recensées en France en 2018, par le Ministère de l'Intérieur et le SPCJ.

L'évolution de ces actes est doublement inquiétante car, si la totalité de ceux-ci augmente considérablement, tant les Actions que les Menaces, ce sont les Actions - actes violents, meurtres, incendies, vandalismes – qui croissent le plus, ayant presque doublé.

Aujourd'hui, ce ne sont plus des insultes, des tracts ou des tags dont sont victimes quotidiennement les Juifs mais des actes violents qui sont perpétrés. Ils reflètent des sentiments de haine et de rejet exacerbés dont elles sont l'objet.

L'éducation à la tolérance de l'autre, l'intégration sont des mesures à long terme pour pallier à cette situation. Le Mémorial de la Shoah, en étroite liaison avec l'Éducation Nationale, s'emploie énergiquement à les développer, ainsi que les formations des enseignants à la difficile tâche qui est aujourd'hui la leur mais, comme le montrent les statistiques, c'est la Communauté juive, qui ne représente que 1% de notre population, qui est victime de près de 50% des actes racistes. Celle-ci doit bénéficier de mesures de protection à la hauteur des violences subies.

Je tiens tout particulièrement à remercier le Ministère de l'Intérieur et les Forces de l'Ordre pour le soutien et l'aide qu'ils apportent au SPCJ dans la réalisation de sa mission et je tiens à remercier très sincèrement l'ensemble des équipes SPCJ, permanents et bénévoles qui, au jour le jour, s'attèle à cette tâche de plus en plus indispensable de protection de la Communauté.



Eric de Rothschild

HAIM KORSIA GRAND RABBIN DE FRANCE

Alors que les statistiques font état d'une hausse inquiétante des actes antisémites depuis un an, nous dédions cette année ce dramatique recensement à la mémoire de Madame Mireille Knoll zal, sauvagement assassinée à son domicile.

Confrontée à un climat social tendu depuis plusieurs mois, la France est malheureusement de nouveau le théâtre d'actes antisémites scandaleux, qui rappellent les heures les plus sombres de notre Histoire et touchent aux plus précieux, la mémoire et le souvenir d'Ilan Halimi et de Simone Veil.

On dit bien trop souvent que l'antisémitisme est le reflet des maux ou des blessures de la société. « La maladie de l'antisémitisme qui ne prend pas sur les peuples robustes s'attaque aux nations malades », a écrit Anatole France. Certains, ayant aujourd'hui l'impression que la France est faible, choisissent et utilisent le « juif » et son image comme bouc-émissaire.

Pour autant, jamais les autorités publiques n'ont été aussi investies dans la lutte contre l'antisémitisme. Le plan pluriannuel de lutte contre le racisme et l'antisémitisme est déployé tous les jours, et notamment dans les écoles de la République, pour éduquer les jeunes générations au respect, à la tolérance et à la connaissance de l'Autre.

Pour lutter contre la violence de la société et rebâtir la société de la parole, il faut également déployer des moyens d'action considérables sur Internet. C'est souvent là en effet que se forment les premières opinions, dans un monde virtuel où l'anonymat est de mise, ce qui ne peut pourtant pas exister pour le monde réel et la justice.

Si le danger réside aujourd'hui dans la banalisation de l'antisémitisme, nous pouvons compter sur l'exemplaire action de nos pouvoirs publics, en particulier du Ministère de l'Intérieur et de la DILCRAH, ou du SPCJ qui veillent au quotidien à la protection et la sécurité de nos écoles et nos lieux de culte.

Puissions-nous retrouver la fraternité qui nous fait tant défaut aujourd'hui et le chemin de l'espérance au sein de la Nation apaisée.

Haim Korsia

ARIEL GOLDMANN PRÉSIDENT DU FONDS SOCIAL JUIF UNIFIÉ

« *Nous sommes très loin d'en avoir fini avec l'antisémitisme.* »

Cette déclaration alarmante émane d'Édouard Philippe, qui a déploré le vendredi 9 novembre 2018 une hausse de 69 % des actes antisémites en France sur les neuf premiers mois de l'année 2018.

« *Je viens de prendre connaissance des chiffres les plus récents sur l'évolution des actes antisémites dans notre pays. Ils sont implacables* », s'est désolé le Premier ministre dans une tribune publiée ce jour-là sur Facebook.

Alors que l'année 2017 avait vu ces chiffres diminuer, 2018 aura été une année terrible, avec au cœur de celle-ci l'assassinat de Mireille KNOLL.

A quoi assiste-t-on ? Je n'ai pas la réponse. Je pose la question parce qu'elle me taraude depuis des années en tant qu'homme, en tant que Juif et en tant que Président du Fonds Social Juif Unifié.

Quelle marche avons-nous manquée ?

Qu'est-ce que nous n'avons pas vu ?

Que ne voyons-nous pas ?

La communauté juive de France est depuis de trop nombreuses années frappée par un antisémitisme que d'aucuns qualifient de « nouveau » et qui n'est autre que celui que connaissons depuis toujours.

Au travers des siècles, il change juste de masque mais son but est toujours le même : éradiquer le Juif, qui cristallise tous ses fantasmes.

Même si les pouvoirs publics sont, depuis plus de dix ans, exemplaires sur cette question, les faits restent ancrés dans les esprits.

Ils sont le martyr d'Ilan Halimi, de Jonathan Sandler et de ses deux enfants Gabriel, 3 ans, et Aryeh 6 ans ; ils sont la jeune Myriam Monsonogo, Sarah Halimi rouée de coup et défenestrée, Mireille Knoll, qui échappa de justesse à la Rafle de Vel d'hiv' et dont le corps sera brûlé par son agresseur, ils sont les cris de haine dans les manifestations qu'a connues la France à compter du mois de novembre 2018.

Les faits sont entêtants et résonnent dans nos têtes les noms des victimes de l'Hyper Cacher de la Porte de Vincennes : Philippe Braham, Yohan Cohen, Yoav Attab, François-Michel Saada.

Le constat est terrible, d'autant plus accablant qu'il s'inscrit dans un contexte européen exécrable de populisme et d'antisémitisme larvé...de moins en moins larvé.

Il restait les Etats-Unis...comme abrités de la tempête !

Bien sûr, rien n'est parfait. Selon les derniers chiffres d'un rapport de l'Anti-Defamation League, 2017 avait enregistré une hausse des attaques à caractère antisémite de 57% par rapport

à 2016, ce qui concrètement donne 1.986 « incidents » : harcèlement, vandalisme, agressions sur des personnes juives mais, précise le rapport, pas d'attaques « violentes ».

Et voilà que le 27 octobre 2018 l'édifice américain s'est effondré dans une synagogue à Pittsburgh. Pennsylvanie, les USA rejoignant ainsi l'Europe dans le triste palmarès des communautés juives subissant un antisémitisme mortel, même si le massacre de Pittsburgh n'avait rien à voir avec l'antisémitisme islamiste qui sévit en Europe.

Notre communauté juive de France ne baisse pas les bras.

Elle reste la tête haute, bien décidée à continuer à jouer son rôle, à défendre les valeurs qui lui sont chères et que résume un mot : démocratie.

C'est à cet égard une source de fierté pour moi de pouvoir redire que depuis 2015 quasiment aucune manifestation ou activité de la vie juive en France, n'a été empêchée ou annulée à cause du contexte sécuritaire.

Cela nous le devons incontestablement au SPCJ, à ses professionnels et bénévoles qui ne ménagent ni leur temps ni leur santé, de jour comme de nuit, été comme hiver !

Je peux affirmer ici que le FSJU (membre Fondateur du SPCJ) et son président continuent et continueront à se battre pour la défense des valeurs de la République : à entretenir une relation constante et constructive avec les pouvoirs publics notamment dans le domaine de la sécurité.

Ariel Goldmann

FRANCIS KALIFAT

PRÉSIDENT DU CONSEIL REPRÉSENTATIF DES INSTITUTIONS JUIVES DE FRANCE

74 ans après la Shoah nous aimerions pouvoir dire que l'antisémitisme est éradiqué, qu'il est définitivement banni de nos sociétés. Pourtant il est toujours présent avec son cortège de préjugés, de haines et de violences.

Il apparait comme la résurgence d'un vieil antisémitisme qui remonte du fond des siècles, mais aussi désormais sous des formes nouvelles, aux premiers rangs desquelles l'islamisme conquérant et fanatisé, l'ultra droite revancharde, l'antisionisme de l'extrême gauche, la haine d'Israël, et l'antisémitisme religieux d'une partie du monde musulman.

L'antisémitisme semble ne jamais cesser de muter, modifiant ses apparences, ses revendications ou ses justifications. Pourtant, il garde en lui cette insatiable soif de violence contre les Juifs, il est avant tout malgré les apparences ou les revendications l'expression d'une haine, la haine des Juifs qui se répand sans barrière sur internet et les réseaux sociaux, à l'abri de l'anonymat ou non.

En ces temps de résurgence des extrémismes et des populismes n'oublions pas que l'antisémitisme tue aujourd'hui encore en France et dans le monde. Les assassinats de Sarah Halimi en 2017 et de Mireille Knoll en 2018, l'attentat contre la synagogue de Pittsburgh démontrent parfaitement que loin d'être relégué aux livres d'histoire, l'antisémitisme reste malheureusement d'une sanglante actualité.

Face à ces menaces contre la sécurité des Juifs de France, nous savons pouvoir compter sur l'engagement et le professionnalisme des forces de l'ordre. Je veux ici une nouvelle fois leur rendre hommage.

La hausse de 74% des actes et violences antisémites en 2018 traduit une inquiétante libération de la haine anti-juive dans notre pays.

Au-delà des actes les plus violents, ces chiffres traduisent la permanence et le développement d'un antisémitisme du quotidien que les plans successifs de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT ne réussissent pas à enrayer.

N'avons-nous pas parfois une démarche trop générale quand il faut être capable de répondre aux ressorts spécifiques de chacune de ces haines ? Ainsi, le négationnisme a par exemple une dynamique spécifique à chaque histoire. L'antisionisme et la haine d'Israël de la même manière doivent faire l'objet d'une attention particulière. Nous ne pouvons plus accepter qu'ils prolifèrent de façon décomplexée, voir admise œuvrant comme des paravents qui masquent et souvent légitime l'antisémitisme. Dans d'autres domaines, les questions de mémoire postcoloniale peuvent intervenir de manière spécifique dans des problématiques de racisme.

Bref, n'est-il pas temps, sans hiérarchiser bien entendu les souffrances et les douleurs, que chaque haine fasse l'objet de réponses particulières et d'un traitement adapté. Il en va de l'efficacité de l'action publique.

Le combat contre l'antisémitisme ne doit pas être l'affaire des Juifs. Il concerne tous les Français. C'est l'affaire de la France dans toutes ses composantes car au-delà d'être une menace pour les Juifs l'antisémitisme constitue un signal de l'affaiblissement démocratique de notre pays et une menace contre l'universalisme républicain.

Le combat contre la haine doit être un combat qui fédère et unit et non pas un combat qui clive et qui divise. Il doit être porteur d'un projet de société qui fait une place à chacun et qui donne à chacun des droits mais aussi des devoirs. C'est le combat de la république tout entière. C'est donc le combat du CRIF et à travers lui le combat des Français juifs. Nous appelons au sursaut salutaire de la société française pour briser le mur de l'indifférence qui entoure l'antisémitisme.

Francis Kalifat

JOËL MERGUI PRÉSIDENT DES CONSISTOIRES

Et tu choisiras la vie ...

Ce texte a été publié dans *Information juive* N°376 du mois d'avril 2018

Le colonel Arnaud Beltrame est tombé sous les coups de couteau et les balles d'un islamiste vendredi 23 mars, après avoir fait le choix d'un juste, d'un héros, celui de sauver la vie d'une innocente, en prenant sa place d'otage.

Enfant, Mireille Knoll (zal) avait échappé aux rafles des Juifs sous l'occupation nazie. Grand-mère, elle a été assassinée sauvagement chez elle, à Paris, aux cris d'Allah Akbar.

C'est une même haine qui a le même jour, exécuté en France, Arnaud Beltrame et Mireille Knoll (zal). Une haine profonde qui trouve sa justification idéologique dans la détestation de l'Occident et des Juifs accusés de tous les maux.

Arnaud Beltrame et Mireille Knoll (zal) avaient fait le choix de la vie et de leur patrie, de ses valeurs démocratiques et universalistes. Leurs assassins vouaient au contraire un culte à la mort et à la destruction. La France semble-t-il l'a enfin compris et nous, Juifs, ne sommes plus si seuls à hurler que l'antisémitisme cache un mal bien plus profond, vecteur d'un rejet viscéral des valeurs démocratiques.

Pourtant un malaise subsiste au sein de notre communauté qui n'a de communautaire que nos valeurs culturelles et culturelles et notre destin commun au sein de la communauté nationale.

Ce malaise, je l'ai touché du doigt lorsque le débat s'est focalisé sur le droit des extrêmes à s'inviter à la Marche blanche en mémoire de Mireille Knoll (zal). Or, la vraie question n'était pas là et j'ai regretté qu'elle soit si peu abordée comme occultée par un faux problème.

Le jour où, en France, ce ne seront plus les Juifs qui appelleront à marcher contre l'antisémitisme mais les musulmans français et nos concitoyens de toutes tendances politiques et de toutes confessions, alors un pas immense aura été accompli contre le terrorisme anti-français, anti-Occident, anti-démocratie, antisémite, parce que ce jour concernera la nation toute entière, debout et unie, contre un même ennemi aux multiples visages.

Autant le dire, même si cela fait mal, je regrette qu'en France certains ne s'intéressent aux Juifs que pour pleurer leur mort violente ou la Shoah, dénoncer leur soutien indéfectible à Israël ou le port de la kippa dans la rue et l'alimentation casher ! Nous ne sommes jamais la nature du problème, nous attirons seulement l'attention sur ses causes. Nous en sommes les révélateurs !

C'est pourquoi, comme la majorité de mes coreligionnaires, je suis meurtri par les atermoiements de ceux qui un jour pleurent nos morts et le lendemain dénoncent dans un même élan l'État d'Israël ou le Judaïsme coupable de tous les maux ! Ne voient-ils pas ce qu'il faut de mauvaise foi et de complicité avec les bourreaux antisémites pour systématiquement diaboliser Israël et appeler au boycott, le seul État juif ? Ne voient-ils pas ce qu'il faut d'incohérence et d'inconstance à ceux qui condamnent les actes antisémites et qui, dans le même mouvement, au nom de la laïcité, refusent aux Juifs de pouvoir vivre leur judaïsme en portant Kippa sur la tête et en mangeant casher s'ils le souhaitent ?

Qu'avons-nous retenu de l'avertissement du Grand Rabbin de France Jacob Kaplan (zal) qui, en 1970, annonçait déjà : « Nous sommes entrés dans une phase de l'histoire où l'antisionisme devient le masque de l'antisémitisme (...) quand on s'habitue à dire du mal des Israéliens qui sont des Juifs, on en arrive qu'on le veuille ou non à dire du mal des Juifs qui ne sont

pas Israéliens. » Où sont les plans de lutte gouvernementaux contre l'antisionisme, grand oublié des combats contre les discriminations ? A quand la fin du déni qui consiste à faire croire que l'antisionisme relève de la liberté d'expression quand il n'est que le nouveau masque de l'antisémitisme ?

Faute d'avoir démasqué à temps l'antisionisme, celui-ci a prospéré et s'est imposé dans les opinions, transformant à moindre frais les mauvaises consciences en bonnes consciences. Dans le même temps, pour lutter contre le fondamentalisme des milieux islamistes, on a montré du doigt le culte juif et les Juifs pratiquants accusés d'entraver la laïcité dans son combat contre l'obscurantisme religieux.

Là est notre profond malaise, notre inquiétude et parfois hélas aussi notre colère.

Voilà pourquoi nombre de Juifs quittent la France : ils s'y sentent autant incompris qu'en insécurité.

Aujourd'hui il ne suffit plus de réaffirmer que les Juifs français sont ici chez eux, en France, et qu'ils ont le droit de vivre en paix, librement, leur vie de Juif français.

Nous, Juifs et citoyens, attendons des femmes et des hommes politiques, des acteurs de la société civile, de nos concitoyens de tous bords politiques et de toutes confessions qu'ils aillent au bout de leur engagement et fassent tomber les masques de ceux qui attisent les haines, qui tuent nos enfants, nos grands-mères, nos soldats.

Contre les islamistes qui font le choix de la mort, nous attendons que les Français fassent résolument le choix de la vie et de ses valeurs en débusquant l'antisémitisme derrière les actes, les mots et les silences. Soyons, comme le prescrit la Loi juive, tous Gardiens de nos frères, de tous nos frères, des sentinelles contre l'indifférence, contre l'hypocrisie qui feint de croire à la fraternité.

Qui osera dire, demain en France, à la famille des prochaines victimes juives, qu'il ne savait pas que l'antisionisme et l'antijudaïsme étaient les masques de l'antisémitisme islamiste ? »

Pour la première fois, les 28 pays du Conseil de l'Europe ont été unanimes le 6 décembre 2018, pour déclarer qu'aucun pays européen ne pourra lutter efficacement contre ce fléau sans une vision commune de l'antisémitisme et de ses moyens de prévention et de lutte notamment au niveau des réseaux sociaux.

J'espère que le Conseil de l'Europe - dont je salue le vote et la détermination -, trouvera les moyens de réaliser sa nouvelle politique pour : « garantir au peuple juif un avenir dans lequel il vivra avec le même sens de la sécurité et de liberté que tous les autres citoyens de l'UE (...) la sécurité du peuple juif est un besoin immédiat nécessitant l'action actuelle des États membres et des institutions de l'Union européennes. »

Fidèle à l'espérance juive, je l'espère pour l'avenir des Juifs français qui appartiennent à l'une des dernières grandes communautés juives d'Europe.

Je l'espère pour tous les Juifs d'Europe que des moyens et des solutions seront trouvés. Je l'espère pour notre pérennité en Europe, où la présence juive est vieille de plus de 2 000 ans d'Histoire. Je l'espère également comme citoyen européen pour la survivance de nos valeurs, que l'antisémitisme cherche à miner pour mieux viser et détruire notre modèle démocratique.

Joël Mergui

LA MÉTHODOLOGIE UTILISÉE

Qui contribue à ce recensement ?

Devant la recrudescence des actes antisémites en septembre 2000, les dirigeants des institutions centrales de la communauté juive ont confié au SPCJ la responsabilité d'assurer le recensement unique et officiel des actes antisémites commis sur le territoire français.

Dans cette vaste et rigoureuse tâche, le SPCJ œuvre en étroite coopération avec le département « Délégation aux Victimes » du Ministère de l'Intérieur. Des échanges précis et réguliers permettent d'assurer un monitoring détaillé et fiable.

Quels actes antisémites sont recensés ?

Le recensement comptabilise les actes antisémites ayant fait l'objet d'une plainte ou d'une main courante auprès des services de Police et Gendarmerie. Il est enrichi et recoupé par les signalements émanant des différents services de Police sur le territoire français et centralisés au Ministère de l'Intérieur.

Cette rigueur méthodologique ne permet pas d'intégrer un certain nombre d'actes portés à la connaissance du SPCJ, mais n'ayant pas fait l'objet d'une plainte et ne pouvant donc apparaître dans les statistiques officielles.

Par ailleurs, les contenus antisémites diffusés sur Internet ne sont pas recensés de façon systématique.

Pour ces raisons, les éléments statistiques exposés dans ce rapport constituent une mise en perspective des principales tendances, mais ne peuvent être qu'en deçà de la réalité antisémite en France en 2018.

La terminologie retenue par le Ministère de l'Intérieur est la suivante :

Les ACTES sont constitués des ACTIONS et des MENACES

Les ACTIONS rassemblent :

- . les attentats ou tentatives
- . les homicides ou tentatives
- . les violences
- . les incendies ou tentatives
- . les dégradations ou vandalisme

Les MENACES rassemblent :

- . les propos, gestes menaçants et démonstrations injurieuses
- . les tracts et courriers
- . les inscriptions

1. STATISTIQUES ET ANALYSES

1.1	Constats et analyses	23
1.2	Tableau récapitulatif des Actes antisémites recensés en France en 2018	25
1.3	Antisémitisme en France en 2018	26
1.4	Actes antisémites recensés en France de 1998 à 2018	27
1.5	Racisme et antisémitisme en 2018	28
1.6	Répartition géographique des Actes antisémites en 2018	29

1.1 CONSTATS ET ANALYSES

L'Antisémitisme en France en 2018 est QUOTIDIEN et VIOLENT

- **Le nombre d'ACTES antisémites (ACTIONS + MENACES) ayant donné lieu à un dépôt de plainte est en hausse de 74% en 2018 comparativement à 2017. Il est passé de 311 à 541.**

= Plus d'un Acte antisémite commis par jour

- **Le nombre d'ACTIONS antisémites (Attentat ou tentative, homicide ou tentative, violence, incendie ou tentative, dégradation ou vandalisme) ayant donné lieu à un dépôt de plainte est en hausse de 89%. Il est passé de 97 à 183 comparativement à 2017.**

Parmi les ACTIONS, **les Violences physiques antisémites ont augmenté de 170% en 2018**, 81 contre 30 en 2017.

= Plus d'une Violence physique antisémite commise par semaine

En mars 2018, 11 mois après le massacre de Sarah Halimi (zal), une grand-mère juive est sauvagement assassinée chez elle. Mireille Knoll (zal) avait échappé enfant à la rafle du Vel d'Hiv.

En 2018, les Français juifs, qui représentent moins de 1% de la population, ont subi 55% des Violences physiques racistes commises en France.

Les adultes et les enfants juifs affrontent un quotidien oppressant, agressif et une violence continue.

- **Le nombre de MENACES antisémites (Propos, geste menaçant ou démonstration injurieuse, tract et courrier, inscription) ayant donné lieu à un dépôt de plainte est en hausse de 67% en 2018 comparativement à 2017. Il est passé de 214 à 358.**

- Précisons que plusieurs facteurs viennent encore majorer ces chiffres déjà dramatiques. La mesure des Actes antisémites est bien inférieure à la réalité car :
 - ▶ La majeure partie des discours et propagandes antisémites a migré vers Internet ces dernières années. Or, la comptabilisation des Menaces n’inclut que quelques faits relevés sur Internet mais pas la pleine activité antisémite qui s’y propage.
 - ▶ Le curseur de l’antisémitisme en France est allé tellement loin, jusqu’au terrorisme, assassinant même des enfants, des vieilles dames, que les témoins ou victimes de « l’antisémitisme du quotidien » manifestent une sorte de résignation et d’habitude. Ils ne déposent plus plainte pour des faits considérés comme « mineurs » comparativement aux violences physiques antisémites. Or leur gravité et conséquences désastreuses restent entières.
 - ▶ De nombreuses victimes d’Actes antisémites disent ne pas porter plainte par peur de représailles.
 - ▶ De nombreuses victimes d’Actes antisémites sont peu confiantes sur l’aboutissement d’une enquête et sur l’issue d’une procédure pénale.
- L’antisionisme et la haine d’Israël prolifèrent de façon décomplexée voire admise. Ils oeuvrent comme des paravents masquant, voire légitimant l’antisémitisme.
- L’opération Sentinelle, engagée en France dès janvier 2015, avait contribué activement et rapidement à une baisse conséquente en 2016 des actes antisémites, passant de 808 en 2015 à 335 en 2016, soit une baisse de 58%. Depuis la levée de son dispositif statique, les Actions antisémites n’ont cessé de croître dans des proportions inquiétantes. Ayant démontré leur efficacité, le retour à des mesures de prévention et de protection dédiées à la communauté juive semble donc urgent et nécessaire.

	2014	2015	2016	2017	2018
ACTIONS	241	207	77	97	183
MENACES	610	601	258	214	358
TOTAL	851	808	335	311	541

ACTIONS = ATTENTAT OU TENTATIVE, HOMICIDE OU TENTATIVE, VIOLENCE, INCENDIE OU TENTATIVE, DÉGRADATION OU VANDALISME

MENACES = PROPOS, GESTE MENAÇANT OU DÉMONSTRATION INJURIEUSE, TRACT ET COURRIER, INSCRIPTION

TOTAL = ACTIONS + MENACES

1.2 TABLEAU RÉCAPITULATIF DES ACTES ANTISÉMITES RECENSÉS EN FRANCE EN 2018

Actes antisémites recensés sur le territoire français du 1er janvier au 31 décembre 2018

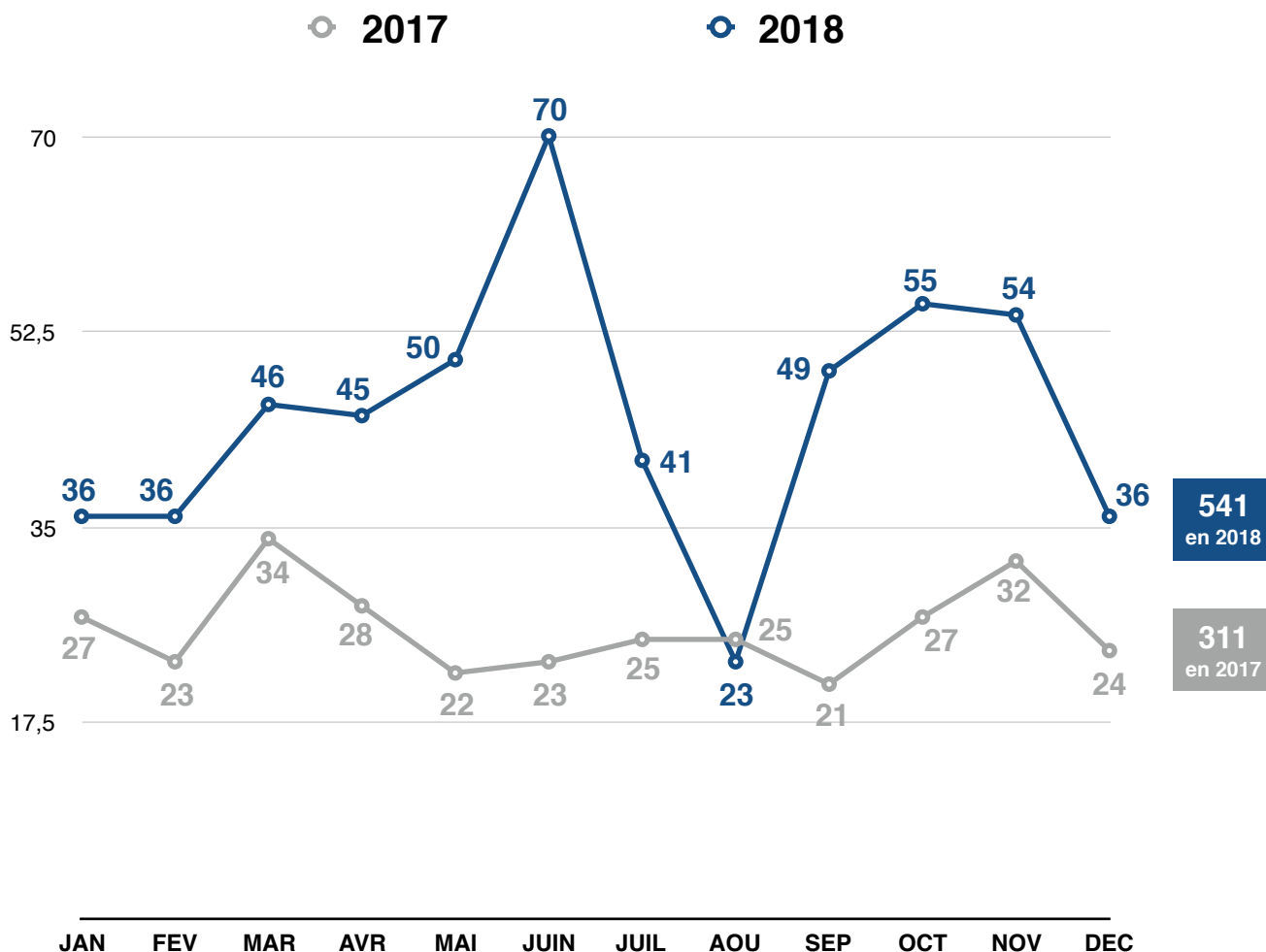
TYPE D'ACTE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	TOTAL PAR TYPE D'ACTE	RAPPEL 2017	COMP. 2017/ 2018 %
ACTIONS															
ATTENTAT OU TENTATIVE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HOMICIDE OU TENTATIVE	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	
VIOLENCE	10	9	5	3	2	6	6	5	7	12	8	7	80	29	
INCENDIE OU TENTATIVE	2	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	3	3	
DÉGRADATION VANDALISME	4	5	10	9	11	10	8	5	11	9	7	10	99	64	
TOTAL ACTIONS	16	14	16	12	13	17	14	10	18	21	15	17	183	97	+89 %
RAPPEL 2017	7	4	9	15	6	7	9	7	9	7	8	9	97		
MENACES															
PROPOS, GESTE MENAÇANT ET DÉMONSTRATION INJURIEUSE	5	6	18	13	17	21	13	4	11	18	14	11	151	94	
TRACT / COURRIER	2	2	3	5	3	12	6	5	7	2	10	5	62	34	
INSCRIPTION	13	14	9	15	17	20	8	4	13	14	15	3	145	86	
TOTAL MENACES	20	22	30	33	37	53	27	13	31	34	39	19	358	214	+67 %
RAPPEL 2017	20	19	25	13	16	16	16	18	12	20	24	15	214		
TOTAL	36	36	46	45	50	70	41	23	49	55	54	36	541	311	+74 %
RAPPEL 2017	27	23	34	28	22	23	25	25	21	27	32	24	311		

source : Ministère de l'Intérieur et SPCJ

1.3 ANTISÉMITISME EN FRANCE EN 2018

- ▶ Le nombre d'ACTES antisémites (ACTIONS + MENACES) ayant donné lieu à un dépôt de plainte est en hausse de 74% en 2018 comparativement à 2017. Il est passé de 311 à 541.
- ▶ Précisons que plusieurs facteurs viennent encore majorer ces chiffres déjà dramatiques. La mesure des Actes antisémites est bien inférieure à la réalité car :
 - La majeure partie des discours et propagandes antisémites a migré vers Internet ces dernières années. Seul un nombre extrêmement faible de ces Menaces est comptabilisé.
 - Les témoins ou victimes d'antisémitisme manifestent une résignation et une habitude. Beaucoup ne déposent plus plainte.
 - De nombreuses victimes d'Actes antisémites disent ne pas porter plainte par peur de représailles.
 - De nombreuses victimes d'Actes antisémites sont peu confiantes sur l'aboutissement d'une enquête et sur l'issue d'une procédure pénale.

Répartition mensuelle des actes antisémites ayant donné lieu à un dépôt de plainte en France en 2017 et 2018

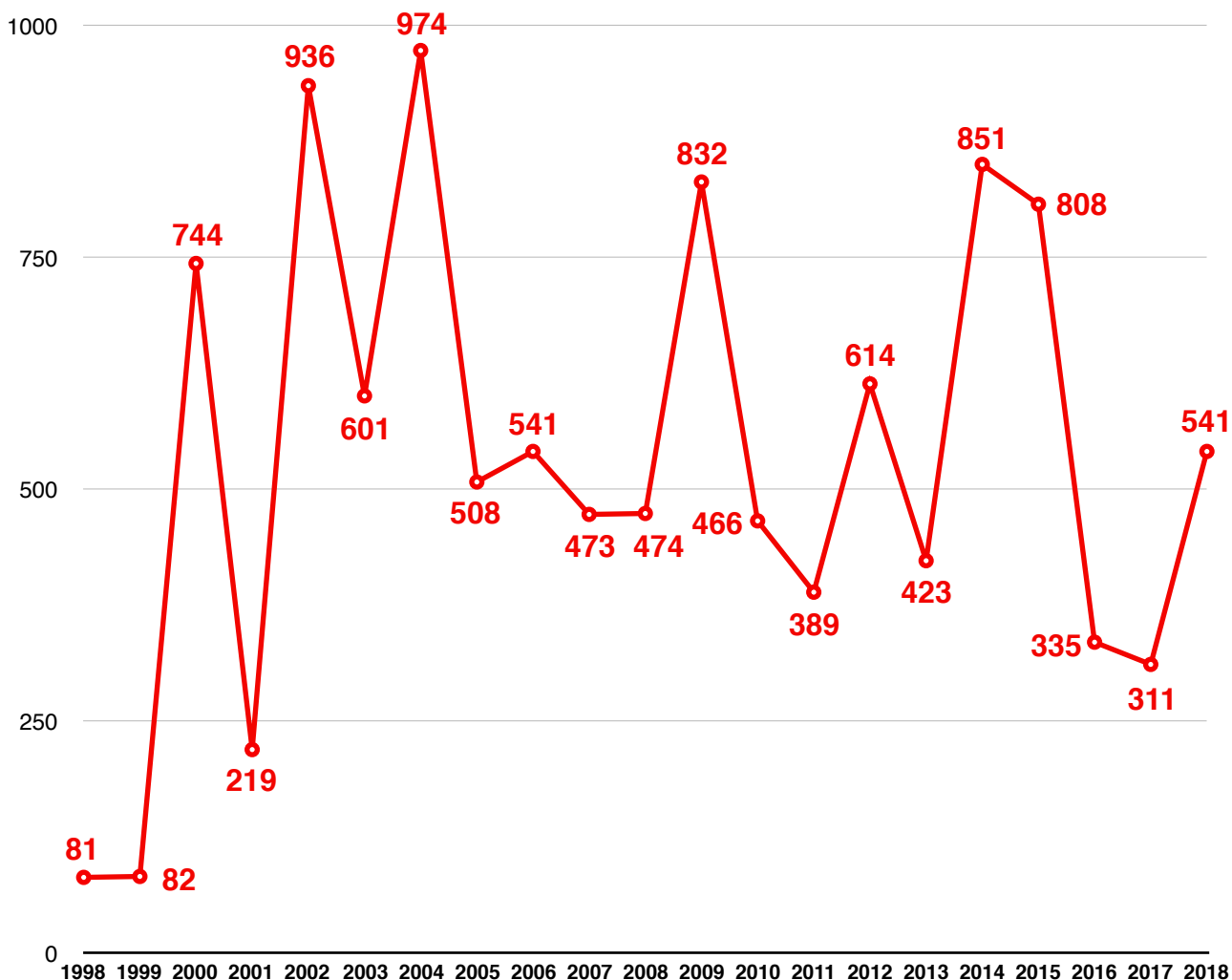


source : Ministère de l'Intérieur et SPCJ

1.4 ACTES ANTISÉMITES RECENSÉS EN FRANCE DE 1998 À 2018

► L'opération Sentinelle, engagée en France dès janvier 2015, avait contribué activement et rapidement à une baisse conséquente en 2016 des actes antisémites, passant de 808 en 2015 à 335 en 2016, soit une baisse de 58%. Depuis la levée de son dispositif statique, les Actions antisémites n'ont cessé de croître dans des proportions inquiétantes. Ayant démontré leur efficacité, le retour à des mesures de prévention et de protection dédiées à la communauté juive semble donc urgent et nécessaire.

Actes antisémites recensés en France de 1998 à 2018

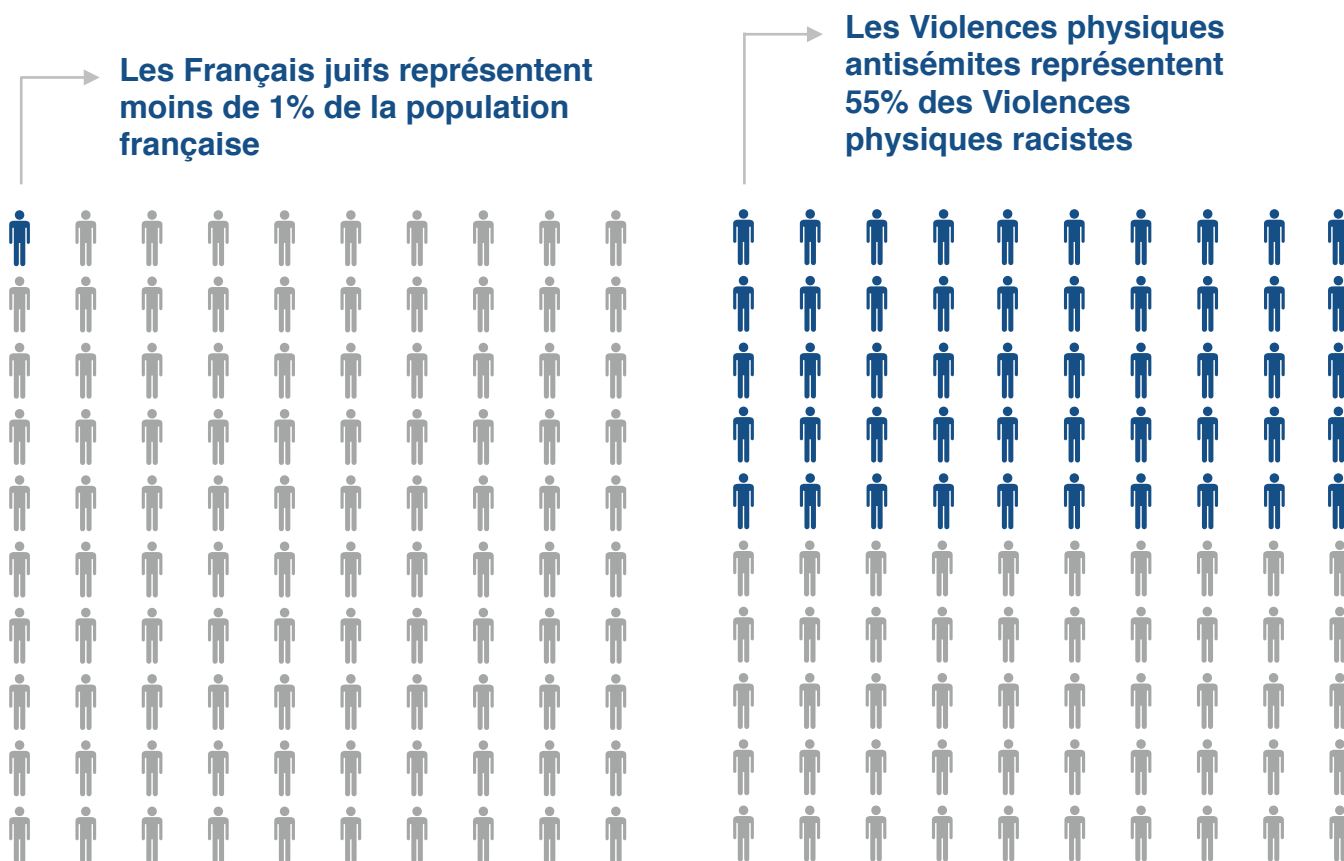


source : Ministère de l'Intérieur et SPCJ

1.5 RACISME ET ANTISÉMITISME EN 2018

- ▶ En 2018, les Français juifs, qui représentent moins de 1% de la population, ont subi 55% des Violences physiques racistes commises en France.

Les adultes et les enfants juifs affrontent un quotidien oppressant, agressif et une violence continue.

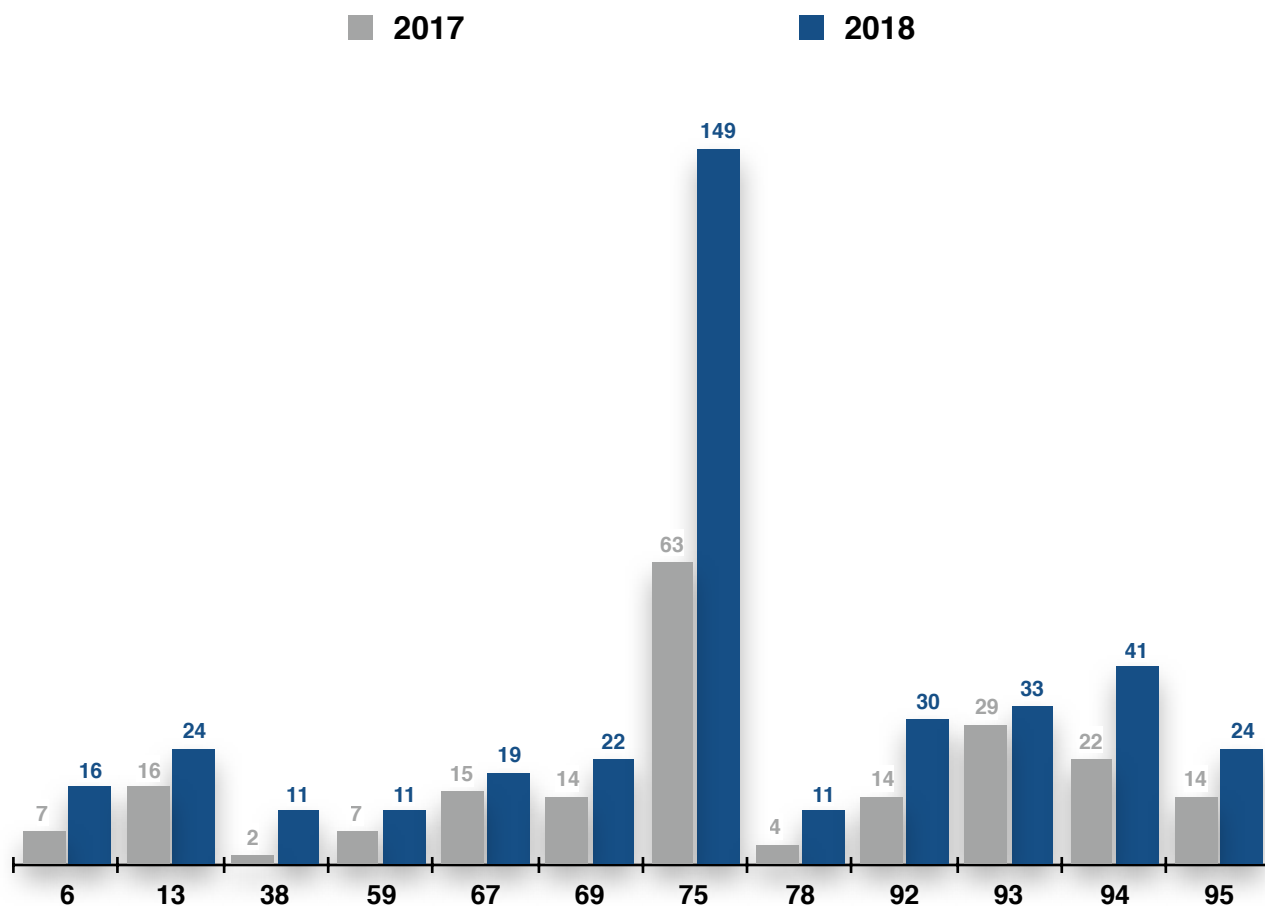


Source : Ministère de l'Intérieur

1.6 RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ACTES ANTISÉMITES EN 2018

► Certains départements sont le théâtre d'un antisémitisme chronique.

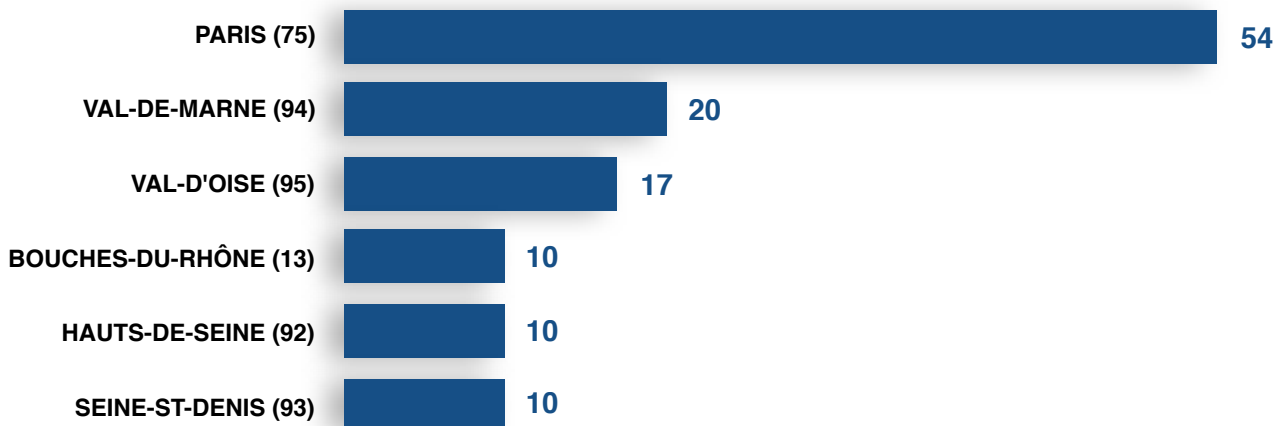
Répartition par département* des ACTIONS et des MENACES ayant donné lieu à un dépôt de plainte en France en 2017 et 2018



*Seuls sont représentés les départements ayant enregistré au moins 10 actes en 2018.

source : Ministère de l'Intérieur et SPCJ

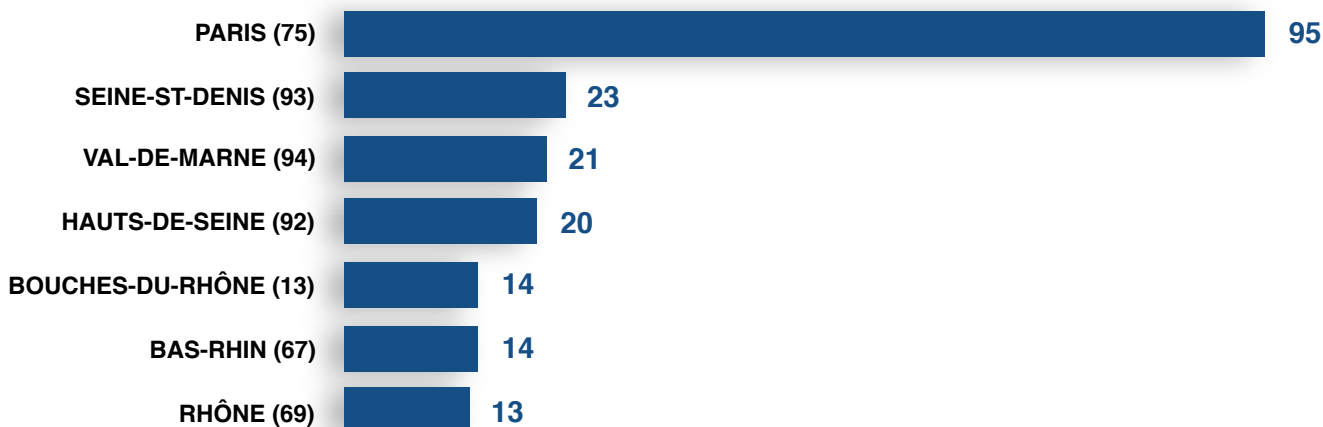
Les 6 départements* les plus touchés par les ACTIONS en 2018



*Seuls sont représentés les départements ayant enregistré au moins 10 ACTIONS en 2018.

source : Ministère de l'Intérieur et SPCJ

Les 7 départements* les plus touchés par les MENACES en 2018

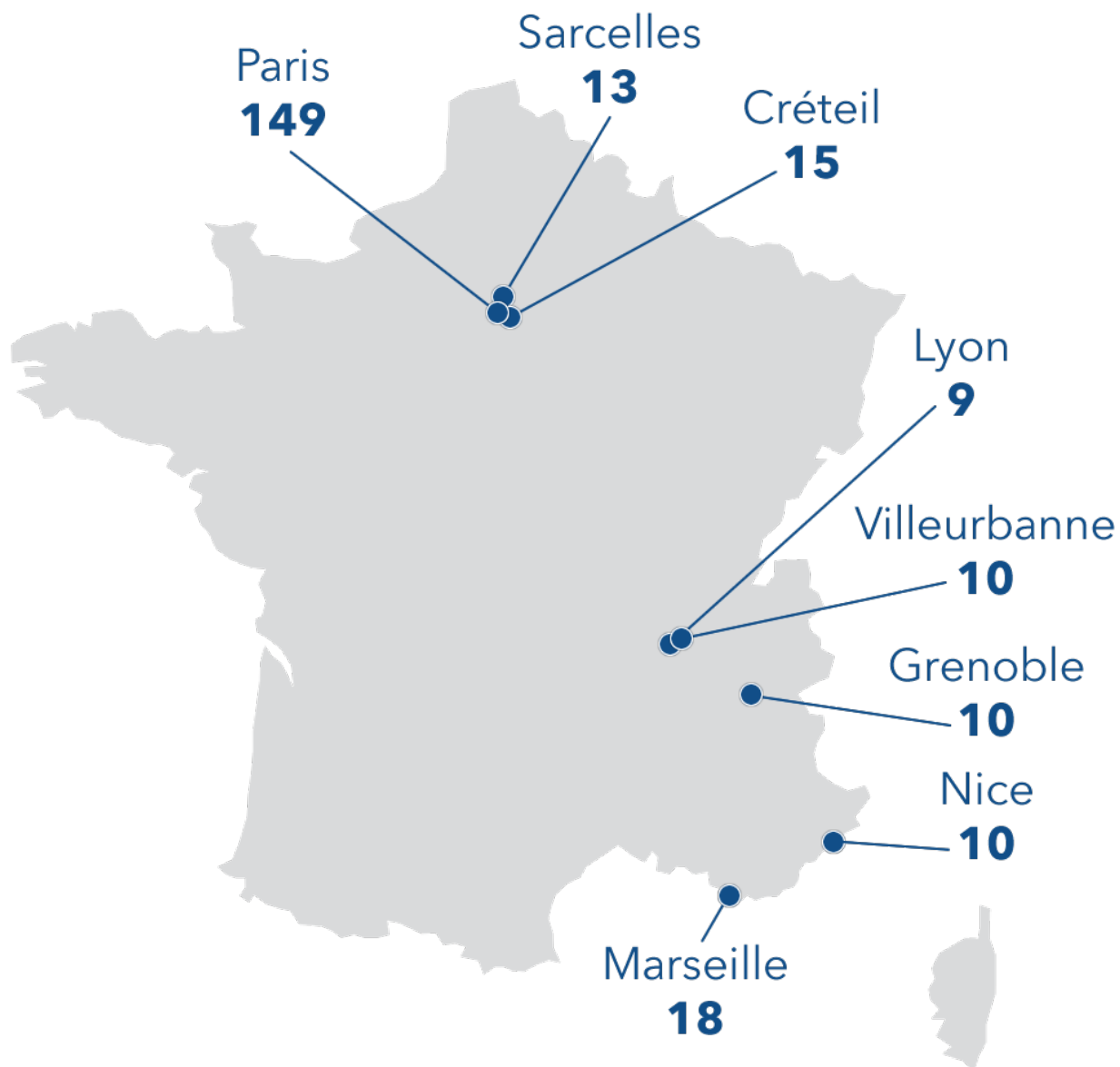


*Seuls sont représentés les départements ayant enregistré plus de 10 MENACES en 2018.

source : Ministère de l'Intérieur et SPCJ

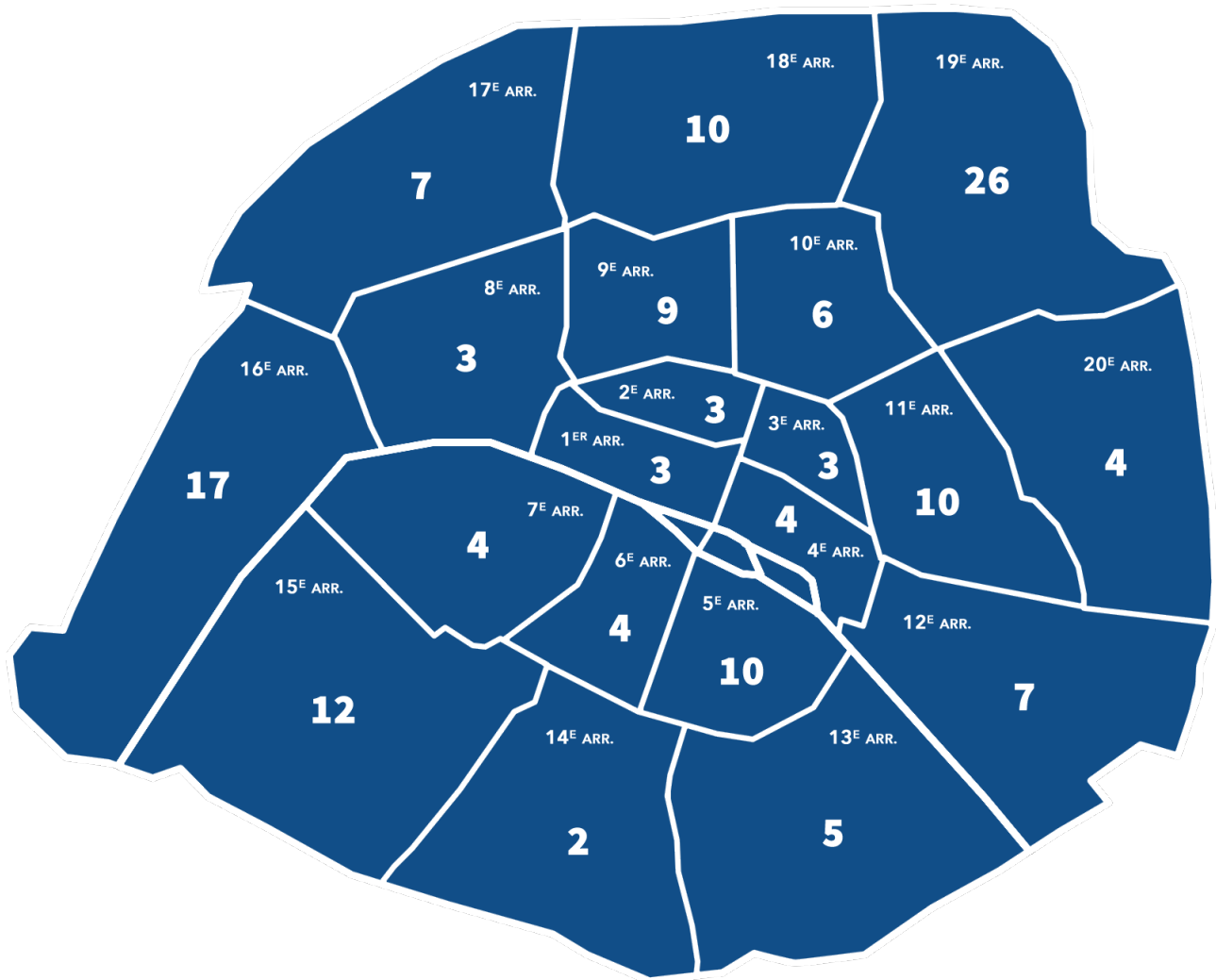
- ▶ Les villes les plus touchées par les actes antisémites en 2018 sont Paris, Marseille, Créteil, Sarcelles, Grenoble, Nice, Villeurbanne et Lyon.

Les 8 villes où le plus grand nombre d'ACTIONS et de MENACES, ayant donné lieu à un dépôt de plainte, a été recensé en 2018



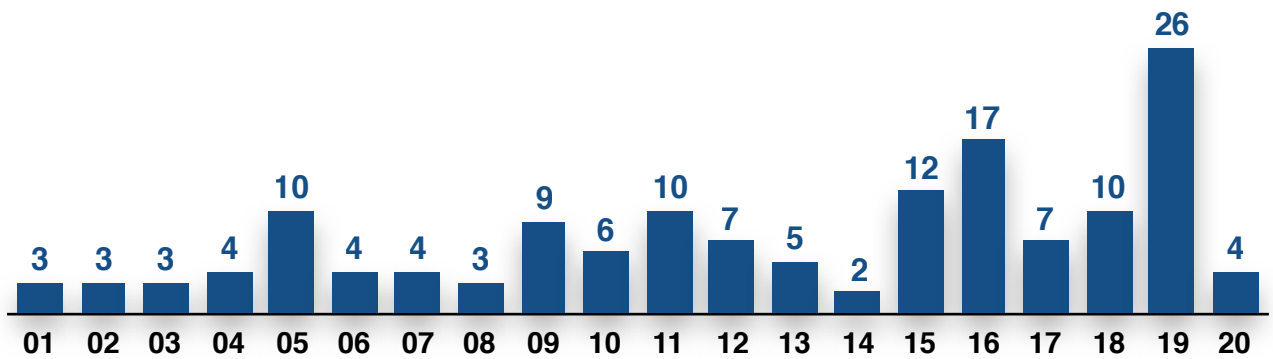
source : Ministère de l'Intérieur et SPCJ

Répartition par arrondissement des actes antisémites ayant donné lieu à un dépôt de plainte à Paris en 2018



Arrondissements de Paris

source : Ministère de l'Intérieur et SPCJ



Arrondissements de Paris

source : Ministère de l'Intérieur et SPCJ

2. EXTRAITS DE LA LISTE DES ACTES ANTISÉMITES RECENSÉS EN 2018

ACTIONS

HOMICIDE OU TENTATIVE

Vendredi 23 mars 2018 - PARIS (75011)

Alertés par des voisins voyant s'échapper de la fumée d'un appartement, les pompiers découvrent le corps de Mireille Knoll, une octogénaire de 85 ans de confession juive, assassinée. Son corps est en partie calciné et lardé de 11 coups de couteau.

VIOLENCE

Jeudi 4 janvier 2018 - SARCELLES (95200)

Un adolescent de 14 ans portant une kippa se trouve devant la synagogue avec un ami quand une quinzaine de jeunes lui porte des coups de poing et des coups de pied en le traitant de "sale juif". La victime parvient à se réfugier dans une boutique.

Lundi 15 janvier 2018 - PARIS (75019)

Un enfant de 11 ans, qui venait de descendre du bus pour se rendre chez sa tante, s'est fait agresser par trois individus. Ces derniers l'ont insulté en ces termes : "sale juif, c..., n... ta mère", avant de le jeter violemment au sol et lui dérober son téléphone portable, tout en lui assénant des coups de pied.

Mardi 16 janvier 2018 - PARIS (75018)

Un lycéen de confession juive a fait l'objet de moqueries sur sa religion de la part d'un autre lycéen. Ce dernier lui a également porté des coups et lui a fait un salut nazi en prononçant les mots "heil Hitler".

Jeudi 1er février 2018 - NANTERRE (92000)

Alors qu'il se trouvait dans une rame de RER, un homme de confession juive a entendu une femme crier "mort aux juifs", "les enfants juifs doivent mourir" et "Israël mort". Alors qu'il lui demande de parler moins fort, cette dernière se jette sur lui, le griffant à plusieurs reprises.

Mercredi 7 février 2018 - PARIS (75011)

Un octogénaire invalide de confession juive, résident dans une maison de retraite, a été victime de violences. Deux soignants ont constaté des lésions sur le haut du bras droit formant une étoile de David. À la demande de la famille et en accord avec la direction de l'établissement, un dermatologue a été consulté et a validé le fait que ces blessures représentaient une étoile de David, réalisée par un tiers à l'aide d'un objet coupant.

Dimanche 18 février 2018 - LES LILAS (93260)

Lors d'un différend pour un véhicule mal garé devant le parking de l'immeuble, deux hommes de confession juive, dont un portant une kippa et des tsitsits, ont été insultés et agressés par un voisin "C'est toujours comme ça avec les gens comme vous". L'une des deux victimes est saisie à la gorge par l'agresseur qui la plaque sur son véhicule lui montrant un canif noir plié. L'autre victime tentant d'intervenir esquivé un coup de poing de l'agresseur et reçoit un coup de pied à la jambe droite. Puis plusieurs individus viennent prêter main-forte à l'agresseur. Deux résidents de l'immeuble interviennent pour les séparer. 8 jours d'ITT ont été délivrés à chacune des victimes.

Lundi 19 février 2018 - BRON (69500)

La poussette d'un bébé de 14 mois, fille de rabbin, a été lacérée et aspergée d'un liquide solvant. La fillette a été conduite aux Urgences. Des brûlures au premier degré ont été constatées à la cuisse, au dos et aux fesses. Une ITT de 8 jours a été délivrée à l'enfant par les UMJ.

Mercredi 28 février 2018 - MONTMAGNY (95360)

Un adolescent de 14 ans, portant une kippa, a été agressé à la sortie d'une synagogue. Une dizaine d'adolescents l'a encerclé et l'a frappé avec une branche d'arbre, cassant ses lunettes et le blessant légèrement. Pendant l'agression, des injures antisémites ont été proférées telles que "sale Juif". Les agresseurs s'enfuient en lui dérobant sa kippa. Une ITT de 2 jours a été délivrée à la victime par les UMJ.

Samedi 10 mars 2018 - MARSEILLE (13000)

Un homme de confession juive a eu une altercation avec sa voisine, avec laquelle il rencontre des problèmes de voisinage récurrents. Alors qu'il se trouve sur le palier de son appartement, cette dernière sort de chez elle, accompagnée de son mari, s'adresse à la victime de manière virulente et lui porte un coup à la tête au niveau de son nez, lui occasionnant une plaie saignante. Le mari s'interpose, mais la voisine continue à proférer des injures antisémites à son encontre le traitant de "sale Juif" avant de le menacer" de lui envoyer du monde pour régler son compte".

Vendredi 30 mars 2018 - ROUBAIX (59170)

Au sein d'un cabinet d'avocats, un client de confession juive intervient lors d'un différend entre un avocat et son client. Ce dernier lui arrache sa kippa et lui lance une chaise en l'insultant en ces termes : "sale Juif, on va te crever". Il s'en prend ensuite à l'avocat.

Vendredi 1er juin 2018 - PARIS (75019)

Suite à son refus d'établir un constat, un homme de confession juive a été frappé et insulté par le conducteur de l'autre véhicule en ces termes : "toi et ton étoile jaune, j'aurai dû te crever les deux yeux..."

Mardi 5 juin 2018 - SARCELLES (95200)

Une collégienne de 15 ans se rendait à son établissement scolaire en compagnie d'une amie lorsqu'elle a été interpellée par trois jeunes filles qui la bousculent et l'insultent en ces termes : "sale p... sur le coran ...ta religion... on va t'arracher les yeux". La victime est parvenue à s'enfuir avec son amie jusqu'à la porte de l'école. Elle est agressée à l'intérieur du collège par deux d'entre elles, tandis que la troisième filme la scène. La victime a reçu plusieurs coups de poing sur le corps. L'agression a pris fin grâce à l'intervention d'un professeur. Les UMJ ont délivré 1 jour d'ITT à la victime.

Vendredi 15 juin 2018 - PARIS (75012)

Un jeune de 14 ans s'est fait arracher sa kippa par un individu accompagné d'un petit groupe. La victime ne s'est pas laissée faire et un début de bagarre a commencé. Les UMJ ont délivré 1 jour d'ITT à la victime.

Mercredi 11 juillet 2018 - TROUVILLE (14360)

Voyant son voisin uriner sur les murs de sa maison, un homme de confession juive l'interpelle. Ce dernier vient cogner fortement à la fenêtre et à la porte insultant la victime "sale juif youpin de m...". Devant l'insistance de l'agresseur, l'épouse sort pour lui demander de cesser. Il s'en prend alors violemment à elle en se ruant sur elle, la saisissant à la gorge et la poussant tout en traitant la famille de "pé..., connards, sales youpins, rentrez chez vous". Un échange de coups s'en est

suivi avec le fils de la victime, venu la défendre. L'agresseur l'a également menacé de le tuer avec son arme. Une ITT de 2 jours a été délivrée par les UMJ à la mère de famille.

Mardi 17 juillet 2018 - PARIS (75020)

Un homme de confession juive, sortant de la synagogue et se dirigeant vers une boulangerie proche, a été pris à partie par un jeune homme de 19 ans qui l'a roué de coups, tiré par les cheveux et battu en criant "Allah ouakbar, Vive Hitler, à mort les Juifs, on vous tuera tous". L'auteur a été interpellé, placé en garde à vue et transféré en infirmerie psychiatrique.

Lundi 24 septembre 2018 - PLESSIS-TREVILLE (94420)

Un homme de confession juive, expert-comptable, a été kidnappé par trois ou quatre individus cagoulés qui ont forcé la porte de son cabinet puis l'ont violenté en lui demandant de les conduire à son domicile. Devant le refus de la victime, les auteurs l'ont abandonné nue dans un bois après l'avoir détroussée. L'un d'eux a déclaré : "on va te brûler vif comme Halimi". La victime a été secourue par un automobiliste qui l'a conduit au domicile de sa famille. Le véhicule de la victime a été retrouvé calciné sur la commune de Ferrières-en-Brie (77).

Mardi 25 septembre 2018 - VILLEURBANNE (69100)

Un jeune homme de confession juive, conversant avec ses amis face à l'entrée de la synagogue, a été abordé par un individu. Ce dernier croyant qu'il se moquait de lui menace le jeune homme : "viens on va dans le garage à côté il n'y a pas de caméra, je vais te frapper et te mettre en sang sale fils de p...e, con...rd. Je vais te retrouver, je vais te tuer », puis il quitte les lieux. L'individu revient dix minutes plus tard avec un autre homme qui insulte les jeunes en ces termes : "sales Juifs, on ne vous aime pas ...". Dans le même temps, le premier individu lui porte un coup de poing au niveau de l'oeil gauche et des claques sur le visage. La jeune victime entre à la synagogue poursuivie par l'individu, mais les fidèles ainsi que son père empêchent l'agresseur d'y entrer.

Lundi 8 octobre 2018 - SARCELLES (95200)

En rentrant de la boulangerie, un octogénaire portant une kippa a été suivi par un individu jusqu'à son immeuble. Une fois dans l'ascenseur, ce dernier a tenté de lui arracher sa chaîne en or. Devant la résistance de la victime, l'agresseur lui a porté des coups pour la lui dérober.

Mardi 16 octobre 2018 - AVIGNON (84000)

Un éducateur de confession juive a été agressé sur son lieu de travail par un individu. Il a perdu connaissance à la suite d'un violent coup reçu à l'arrière de la tête. Il constate à son réveil qu'une croix gammée lui a été dessinée dans le cou avec un stylo et qu'un motif similaire était dessiné sur la porte de son bureau.

Mercredi 31 octobre 2018 - SARCELLES (95200)

Une jeune fille, identifiable en tant que juive de par sa tenue vestimentaire, a été agressée par un groupe d'individus. Elle a été mise au sol et rouée de coups de pied. Les agresseurs l'ont menacée avec un pistolet et lui ont dérobé son passeport et sa carte de crédit.

Mercredi 31 octobre 2018 - PARIS (75019)

En sortant d'une école juive où il est scolarisé, un jeune homme de confession juive a été agressé et frappé par trois individus qui lui ont volé son ordinateur. Des propos antisémites ont été proférés par les agresseurs à l'encontre de la victime.

Mercredi 31 octobre 2018 - SARCELLES (95200)

Deux fillettes de 11 ans ont été agressées dans la rue par un individu. Il les a tout d'abord menacées par des gestes en prononçant un mot en arabe qu'elles n'ont pas compris. L'agresseur leur a ensuite porté des coups dans le dos.

Vendredi 2 novembre 2018 - MONTIGNY-LÈS-CORMEILLES (95370)

Alors qu'il est en train de manœuvrer au volant de son véhicule pour stationner, un homme de confession juive a été agressé par un individu, surgi d'un véhicule stationné derrière lui et qui s'est porté à hauteur de sa portière pour le menacer avec une arme de poing. La victime s'est alors saisie d'une bombe lacrymogène et s'est empressée de sortir de son véhicule. Elle a alors remarqué deux autres individus à proximité. Le premier agresseur l'a mis en joue en lui disant "bouge pas ou sinon on va te faire une halimi bouge pas bouge pas", avant de lui asséner un coup de pied à l'estomac. La victime a alors aspergé de gaz lacrymogène son agresseur et a réussi à s'enfuir.

Vendredi 2 novembre 2018 - CHARENTON-LE-PONT (94220)

Un jeune homme de confession juive portant une kippa sortait de la synagogue et se dirigeait vers le hall de son immeuble, suivi par trois individus qui lui déclaraient "passe-moi ton argent, sale Juif". Devant son refus, les individus l'ont roué de coups avant de prendre la fuite.

Vendredi 9 novembre 2018 - PARIS (75015)

À la suite d'un différend commercial, le neveu d'une cliente mécontente a frappé l'employé du magasin en lui proférant des menaces : "je vais tout brûler ici, des gens comme vous, on devrait les brûler, sales juifs, sale gitans de m....e." Il courait ensuite le fils du commerçant qui lui portait des coups de canne en riposte.

Mardi 13 novembre 2018 - GAGNY (93220)

Un lycéen de confession juive, qui racontait son voyage en Israël, a eu un différend avec un élève qui lui maintenait que ce pays n'existait pas. Un échange de coups s'en est suivi. Le lendemain, le lycéen a été agressé physiquement par un groupe d'amis de l'élève en question. Une ITT de 2 jours a été délivrée à la victime.

Jeudi 22 novembre 2018 - ALBERTVILLE (73200)

Lors d'une altercation dans un hall de gare, un homme de confession juive a reçu plusieurs coups au visage portés par un individu à l'aide d'une plaque d'immatriculation qu'il détenait dans son sac. L'agresseur a également craché sur la victime et jeté au sol la kippa qu'elle portait.

Jeudi 29 novembre 2018 - PARIS (75018)

Lors d'une soirée organisée par l'association "Réfugiés bienvenus", un homme portant autour du cou un pendentif représentant une étoile de David a été insulté puis a reçu un coup de poing. L'individu l'a de nouveau insulté en langue arabe : "sale Juif, sale chien, mécréant, ennemi de Dieu, je vais te casser la gueule."

Mercredi 5 décembre 2018 – MAISONS-ALFORT (94700)

Un jeune garçon, portant une kippa, a été suivi par deux individus. Arrivé dans le hall de sa résidence, les deux hommes l'ont roué de coups, l'ont étranglé et lui ont dérobé son téléphone portable. L'un d'eux lui a tiré les cheveux et a jeté sa kippa au sol.

Mardi 11 décembre 2018 - CHARENTON-LE-PONT (94220)

Un jeune garçon, portant une kippa, a été suivi par quatre individus jusque devant son domicile. Ils l'ont encerclé et l'ont violenté. L'un d'eux l'a giflé et lui a donné un coup de genou dans le ventre.

Ils sont parvenus à lui dérober son téléphone portable en l'insultant de "sale Juif" avant de prendre la fuite.

Lundi 17 décembre 2018 - SARCELLES (95200)

Une jeune fille de 20 ans, de confession juive, s'est fait agresser par deux individus. Le premier l'a jetée à terre pendant que le deuxième faisait le guet. L'agresseur lui a ensuite porté un coup de poing sur le nez, répétant, en continuant de la frapper, "t'as peur, t'as peur". Il a continué à lui porter des coups, lui a volé son téléphone portable et son sac en la traitant de "sale Juif" en riant. La victime souffre d'une fracture du nez. Une ITT de 6 jours lui a été délivrée par les UMJ.

Jeudi 27 décembre 2018 - FONTENAY-SOUS-BOIS (94120)

Alors qu'elle regagne son véhicule après avoir fermé son commerce, une opticienne est agressée par deux individus qui la violentent, lui arrachent son sac à main, avant d'essayer de prendre ses bagues. Devant la résistance de la victime, l'un des agresseurs la menace en ces termes "de toute façon on va te la prendre. sinon on va te faire la peau la juive". Face à leur détermination et leur violence, elle cède et donne son alliance. Les agresseurs prennent la fuite sur un scooter.

Dimanche 30 décembre 2018 - LEVALLOIS-PERRET (92300)

Suite à un différend de voisinage, un homme de confession juive a été giflé par sa voisine qui lui reprochait de parler trop fort au téléphone dans son appartement. Cette même voisine l'a également injurié en ces termes "sale Juif de m...", "les camps de concentration sont bien faits pour vous".

INCENDIE OU TENTATIVE

Mardi 9 janvier 2018 - CRÉTEIL (94000)

Une épicerie casher, déjà ciblée par des croix gammées la semaine précédente, a été incendiée dans la nuit.

Mardi 16 janvier 2018 - STRASBOURG (67000)

Un individu a mis le feu à une plante artificielle située sur le palier d'un centre d'études juives. Des dégâts matériels dans les parties communes et des dégradations des caméras ont été constatés. Grâce à ces dernières, l'individu a pu être identifié et interpellé.

DÉGRADATION / VANDALISME

Mardi 30 janvier 2018 - SAINT-MAURICE (94410)

Une femme de confession juive a constaté des dégradations sur son véhicule, garé dans le parking de son immeuble. Des traces de coups de pied sur l'ensemble de la carrosserie ainsi que l'inscription "sale juif", réalisée à l'aide d'un objet tranchant, ont été retrouvées.

Vendredi 9 février 2018 - ROUBAIX (59100)

Une plaque commémorative à la mémoire des Juifs déportés a été dégradée. Celle-ci a été rayée avec une inscription "NTM".

Vendredi 16 février 2018 - LE POULIGUEN (44510)

La plaque à la mémoire des Juifs déportés, déjà profanée à deux reprises depuis sa pose en 2015, a été volée.

Lundi 12 mars 2018 - PARIS (75010)

Pour la seconde fois en quelques jours, une synagogue a fait l'objet de dégradations. Un pot de fleurs a été projeté contre la porte brisant l'une des vitres.

Mardi 13 mars 2018 - LES PAVILLONS-SOUS-BOIS (93320)

Un sac plastique, contenant des cailloux et des excréments, a été projeté dans l'enceinte d'une école juive. L'impact a fissuré la porte vitrée de l'école sur toute sa longueur.

Mardi 17 avril 2018 - NOISY-LE-SEC (93130)

Sept sépultures ont été dégradées dans le carré juif du cimetière. Des pots de fleurs ont été renversés et des bocaux contenant des bougies ont été brisés.

Mercredi 9 mai 2018 - MONTEREAU-FAULT-YONNE (77130)

La porte d'entrée d'une maison où réside une famille juive a été taguée de quatre croix gammées de 20 cm x 20 cm, réalisées au crayon rouge.

Dimanche 20 mai 2018 - NOISIEL (77186)

Un individu a jeté des tessons de bouteilles sur le portail d'une synagogue. Il a ensuite uriné sur la façade et proféré les propos suivants : "n****les Juifs, moi je fais le ramadan et je pisse sur tous les Juifs".

Jeudi 31 mai 2018 - TOULOUSE (31000)

Plusieurs tags ont été réalisés à l'aide d'une bombe de peinture noire sur une synagogue.

Mercredi 6 juin 2018 - MARSEILLE (13009)

Une femme de confession juive a retrouvé trois étoiles de David gravées sur son véhicule.

Mardi 12 juin 2018 - NEUILLY-SUR-SEINE (92200)

La plaque "Place Joseph Sitruk" du nom de l'ancien Grand Rabbin de France, apposée sur un mur de la ville, a été dérobée.

Mardi 19 juin 2018 - TOULON (83000)

Des inscriptions accompagnées d'une croix gammée et d'une étoile de David, entourée d'une seconde croix gammée, ont été découvertes sur les murs d'enceinte de la synagogue : ... "complices Israël, Juifs fils de p...".

Mercredi 27 juin 2018 - NOUMÉA (98800)

La synagogue a fait l'objet d'une effraction et de dégradations.

Lundi 9 juillet 2018 - NOELLET (49520)

Une stèle à la mémoire des enfants juifs a été arrachée et cassée.

Samedi 28 juillet 2018 - LE HAVRE (76600)

En arrivant le matin à l'office, un rabbin a constaté des tags antisémites, réalisés à la peinture noire, sur toute la longueur du mur de la synagogue : "non aux sionistes" "non à Israël". De plus des drapeaux palestiniens, libanais et français ont été collés sur la porte du lieu de culte.

Lundi 20 août 2018 - NICE (06000)

Une stèle commémorative, située à l'entrée d'un bâtiment communautaire abritant une synagogue, a été souillée par des excréments.

Jeudi 30 août 2018 - PARIS (75019)

Des dégradations ont été commises sur une synagogue : quatre fenêtres brisées et des traces de tentative d'effraction ont été constatées sur la porte principale. Les auteurs ont pénétré dans les lieux, mais aucun vol n'a été signalé. Ensuite, des inscriptions ont été découvertes sur les panneaux posés sur les grilles : "jesuites enfants de satan allez en enfer... priez Jésus Christ l'enfer est a vous... illuminati satn... d... vous maudit".

Dimanche 2 septembre 2018 - PARIS (75005)

Des dégradations ont été commises sur les panneaux d'une exposition en hommage à Simone Veil, installée devant le Panthéon : des croix ont été taguées sur 14 affiches représentant son portrait.

Dimanche 2 septembre 2018 - OLONZAC (34210)

Des dégradations ont été commises sur un caveau du cimetière. Des croix gammées ont été réalisées à l'aide d'un marqueur rouge indélébile sur une sépulture comportant deux étoiles de David.

Jeudi 20 septembre 2018 - TOULOUSE (31000)

De retour à son domicile, une femme de confession juive constate qu'elle a fait l'objet d'un cambriolage. Après avoir dérobé des objets, les auteurs ont tagué "mort feuge... mort juive" et dessiné une étoile de David. Ils ont également marqué d'une croix tous les tableaux de photos de famille.

Samedi 20 octobre 2018 - CREIL (60100)

Un impact de balle (pistolet à billes ou air soft selon la police) d'environ 1 cm a été constaté sur une vitre de l'appartement du rabbin résidant au premier étage de la synagogue.

Lundi 22 octobre 2018 - MANGIENNES (55150)

Deux tombes juives ont subi des dégradations.

Lundi 29 octobre 2018 - NICE (06000)

Une inscription a été retrouvée sur une synagogue "INRI 12 morts et après?". Cette inscription fait suite à la tragédie récente de la synagogue de Pittsburgh (11 morts).

Samedi 3 novembre 2018 - LES LILAS (93260)

Des fidèles de la synagogue ont surpris une femme en train de taguer les murs de l'enceinte du lieu de culte : "Palestine vivra, Juifs Fachos dehors".

Vendredi 7 décembre 2018 - SURESNES (92150)

Un homme de confession juive a trouvé dans sa boîte aux lettres des excréments sur ses courriers ainsi qu'un mot sur lequel était écrit "je vais te brûler sale Juif". Quelques jours plus tard, des

excréments ont été déposés sur son paillason et la mezouza, initialement fixée sur le linteau de la porte d'entrée, était posée sur son paillason.

Mardi 11 décembre 2018 - HERRLISHEIM (67850)

Trente-sept stèles d'un cimetière israélite ont été recouvertes de graffitis antisémites. Des croix gammées ont été dessinées en noir sur des stèles et l'inscription "Macron = anti-France" sur un mur d'enceinte. Le monument des martyrs de la Shoah a également été profané.

Jeudi 27 décembre 2018 - SARCELLES (95200)

Un homme de confession juive a retrouvé son véhicule, garé sur son emplacement de parking, dégradé. La porte ainsi que l'aile arrière gauches ont été rayées. Des sacs de poubelle remplis d'ordures ont été projetés sur le toit du véhicule. Une quantité de sable roux a été jetée sur le pare-brise avant, une mezouza collée à la glu sur la vitre arrière du véhicule et l'essuie-glace rabattu par dessus.

Jeudi 27 décembre 2018 - DINAN (22100)

Pour la deuxième fois, les plaques de rue du Boulevard Simone Veil ont été peintes en blanc. Le Maire a dénoncé un acte antisémite et a déposé plainte.

MENACES

PROPOS, GESTE MENAÇANT ET DÉMONSTRATION INJURIEUSE

Lundi 15 janvier 2018 - CRÉTEIL (94000)

Deux individus, âgés de 14 ans environ, sont entrés dans une boulangerie cachet et ont insulté la gérante de "Sale juive" avant de prendre la fuite.

Mercredi 21 février 2018 - THOLLON-LES-MEMISES (74500)

De retour d'une matinée de ski, des adolescents de confession juive, participant à un séjour en montagne, ont été agressés verbalement par un jeune individu logé dans un chalet voisin, en ces termes : "Ho les Juifs, on va vous gazer bande d'en..."

Lundi 26 février 2018 - INTERNET

La Présidente des Musées de la Résistance Nationale, qui témoigne dans les établissements scolaires sur la déportation à Auschwitz, a fait l'objet d'injures antisémites sur un site internet. Sa photo a été postée, une étoile jaune apposée dessus avec le titre " Lourdes : la youpine fanatique Lucienne Nayet incite à la haine antiblanche dans une école".

Vendredi 2 mars 2018 - INTERNET

Entre le 21 janvier et le 2 mars sur Twitter, un individu incitait à la haine contre les personnes ayant des origines juives ou étrangères. Des tweets injurieux, antisémites et racistes incitant à la violence ont été relevés avec diffusion de photos de camps de concentration, de fours crématoires assortis des commentaires suivants : "camp de vacances pour enfants juifs et tziganes, moitié prix pour les noirs et les autistes... j'entends déjà les crépitements du feu... nous déclarons qu'il faut brûler tous les Juifs jusqu'à 2045... la place des femmes est dans la cuisine et des femmes juives dans le four de la cuisine..."

Lundi 19 mars 2018 - GAILLARD (74240)

Un collégien de confession juive s'est fait insulter de "sale Juif" par un camarade. Ce dernier revient plus tard accompagné d'autres camarades pour le provoquer et l'insulter à nouveau, tenant les mêmes propos.

Samedi 24 mars 2018 - CRÉTEIL (94000)

Alors qu'ils se rendent à l'office, un groupe de fidèles a été insulté et menacé par un individu brandissant un couteau et tenant les propos suivants : "Put..., j'ai envie de les massacrer".

Mercredi 11 avril 2018 - GRENOBLE (38000)

Une personne de confession juive, qui venait de stationner sa voiture face à une école juive, a été agressée verbalement par un individu en ces termes : "les Juifs, il faut tous les exterminer".

Mardi 17 avril 2018 - BONDY (93140)

Un homme de confession juive hospitalisé aux Urgences s'est fait insulter par une infirmière en ces termes "sale Juif, sale youpin" , "relève-toi sinon j'appelle la sécurité" alors qu'il tentait de se remettre d'un évanouissement.

Mercredi 18 avril 2018 - CRÉTEIL (94000)

Une famille de confession juive subit des menaces de mort de la part de ses voisins, en ces termes : "je vais vous détruire vous et votre mari et vos enfants", "vous êtes une sale race maudite", "je vais vous éradiquer toi et ta famille maudite".

Dimanche 20 mai 2018 - BÉZIERS (34500)

Alors que se déroulait une soirée consacrée aux 70 ans de la création de l'État d'Israël, des manifestants se sont rendus sur le lieu de l'événement et ont scandé : "Israël assassin, A... complice" et "les Juifs sont la dernière race de la terre".

Lundi 4 juin 2018 - NOGENT-SUR-MARNE (94130)

Le conducteur d'un scooter, visiblement pressé et gêné pour circuler, a insulté le chauffeur d'un bus scolaire en ces termes "ce sont toujours les mêmes qui f... la m... !". Ce dernier lui expliquant qu'il fait monter les enfants, l'individu lui rétorque "j'en ai rien à f... je vous écrase tous !". Le chauffeur descend pour s'expliquer mais l'individu lui crache au visage et prend la fuite.

Mardi 5 juin 2018 - TOULOUSE (31000)

Un homme a demandé à une bénévoles d'un restaurant si elle était juive. Cette dernière lui a répondu par l'affirmative. L'agresseur l'insulte alors de "sale Juive" et quitte les lieux.

Jeudi 7 juin 2018 - MARSEILLE (13009)

Une famille de confession juive a trouvé dans son jardin un pied de cochon avec une croix gammée gravée au couteau. Le véhicule familial est régulièrement vandalisé.

Samedi 9 juin 2018 - BOULOGNE-BILLANCOURT (92100)

Un conducteur a ralenti devant une synagogue et a crié par la fenêtre "Hitler" avant de continuer sa route. Il a ensuite insulté un jeune fidèle de 15 ans "Juif Heil Hitler" quelques mètres plus loin.

Mardi 19 juin 2018 - BONDY (93140)

Les effectifs de police ont été pris à partie verbalement par un homme fortement alcoolisé qui a menacé le chef de bord du véhicule de police. Sur le trajet, l'agresseur a ajouté "à mort les Juifs quand je sortirai de prison je paierai quelqu'un pour venir te mettre un coup de batte de baseball derrière la tête".

Mercredi 20 juin 2018 - ALLAUCH (13190)

Une famille de confession juive a subi des menaces de mort "Hitler avait raison, je vais te tuer D..., je vais t'égorger sale Juif, fils de p..., je vais te buter sale Juif" de la part d'un voisin habitant le pavillon mitoyen.

Dimanche 24 juin 2018 - BORDEAUX (33000)

Gêné par la musique provenant de l'appartement d'un voisin, un homme de confession juive se manifeste à sa fenêtre. S'ensuit un échange verbal avec ce dernier qui tient les propos suivants : "sale youpin, les Juifs veulent tout commander, retourne chez toi".

Mardi 10 juillet 2018 - SAINT-CLOUD (92210)

Une personne de confession juive a fait l'objet de propos antisémites en ces termes : "tu sais que mon grand-père a brûlé beaucoup de Juifs pendant la guerre, mais pas suffisamment à mon goût... je regrette que mon grand-père n'en ait pas brûlé plus".

Vendredi 20 juillet 2018 - VILLEURBANNE (69100)

En parlant de l'un des clients de l'agence où elle travaille, une assistante de gestion immobilière a proféré les propos suivants : "j'en ai marre de la propriétaire, elle va encore faire traîner la chose, c'est normal, c'est une crevarde de Juive, la vraie Juive à l'état pur, radine", en présence d'une collègue de confession juive.

Samedi 8 septembre 2018 - PERPIGNAN (66000)

Une voisine de la synagogue a diffusé des chants nazis et des extraits de discours d'Adolph Hitler, depuis la fenêtre de son appartement, pour perturber l'office religieux.

Lundi 10 septembre 2018 - VILLEURBANNE (69100)

Une famille de confession juive s'est fait insulter à la sortie de la synagogue en ces termes : "pour vous, c'est bientôt la fin". Il a ensuite proféré les mêmes menaces à une autre personne portant la kippa en mimant un geste d'égorgeage avec la main signifiant "que sa mort était proche."

Mercredi 19 septembre 2018 - LE PRÉ-SAINT-GERVAIS (93310)

En sortant de sa voiture, un jeune rabbin a été menacé par un individu, armé d'un couteau, qui lui demande de le suivre dans le parc.

Jeudi 11 octobre 2018 - PARIS (75005)

Depuis la rentrée, une étudiante à la Sorbonne subit des réflexions et des menaces en ces termes "avant la fin de l'année tu vas crever" de la part d'un autre étudiant. Ce dernier l'insulte régulièrement. Il a réussi à mettre la classe contre elle. Un autre étudiant lui a également tenu les propos suivants "on va tous vous gazer" et une autre étudiante l'a traitée de "sale Juive".

Vendredi 12 octobre 2018 - BOBIGNY (93000)

Une étudiante en deuxième année de médecine a subi un harcèlement antisémite de la part de certains : blagues antisémites, blagues sur la Shoah ainsi que des saluts hitlériens. Lors du week-end d'intégration l'un d'eux se serait déguisé en "D.ieu de l'avarice" jetant et piétinant une kippa à plusieurs reprises.

Samedi 13 octobre 2018 - LE PRÉ-SAINT-GERVAIS (93310)

Un homme portant une kippa a été interpellé par un individu, qui, s'approchant de lui l'a insulté en ces termes : "fils de pute de sale Juif, je vais te n.... toi et ta mère".

Jeudi 15 novembre 2018 - AIX-EN-PROVENCE (13100)

Une personne de confession juive a été interpellée devant la synagogue par un individu qui a proféré, à son encontre et à l'encontre de la communauté juive, les menaces suivantes : "les Juifs tuent les Palestiniens. je vais faire sauter tous les Juifs et les synagogues".

Mercredi 21 novembre 2018 - INTERNET

Un meneur des Gilets Jaunes a posté sur les réseaux sociaux une photo le représentant en train d'effectuer le geste antisémite de la « quenelle » près d'une stèle en hommage aux victimes juives du nazisme, recouverte d'un keffieh palestinien.

Samedi 24 novembre 2018 - SARCELLES (95200)

Un homme de confession juive, porteur d'une kippa, venait de quitter la synagogue, et se rendait au domicile de ses parents quand il a été accosté par trois individus. Après l'avoir encerclé, ils lui ont demandé de vider ses poches. Sans perdre son sang froid, ce dernier a rétorqué : "regarde je porte la kippa, je suis juif, c'est chabbat, donc je n'ai pas le droit d'avoir des objets sur moi".

Lundi 26 novembre 2018 - PARIS (75005)

Lors d'une soirée de commémoration religieuse accueillant un public de confession juive, un individu qui cherchait à entrer dans le bâtiment a menacé les agents de sécurité en ces termes : "tous les Juifs vont mourir avec les mécréants ; la seule façon de ne pas mourir est que vous vous convertissiez à l'Islam".

Dimanche 2 décembre 2018 - PARIS (75017)

Une vidéo, largement diffusée sur les réseaux sociaux montrait un individu, visage dissimulé par un masque et porteur d'un gilet jaune, accuser une association d'être contre le mouvement des Gilets Jaunes, et grâce à son influence, liée aux personnalités juives qui la composent, d'être à l'origine de la politique du gouvernement. Suite à cette vidéo, la secrétaire de l'association en question a reçu deux appels téléphoniques d'un homme tenant les propos suivants : "alors comme ça, vous nous crachez à la gueule ? Vous êtes la franc-maçonnerie juive et vous voulez nous dominer", puis : "T'es une sal... de juive, vous donnez des ordres à Macron. On ne se laissera pas faire".

Lundi 3 décembre 2018 - INTERNET

Un homme de confession juive a été victime de menaces de mort sur une plate forme de jeux en ligne ainsi que sur des réseaux sociaux : "tu vas brûler en enfer", "tu veux une corde, une balle ou la piqûre fils de sal...". Un photomontage était également réalisé montrant le visage de la victime remplaçant celui d'un individu effectuant un salut hitlérien.

Mardi 4 décembre 2018 - VILLEURBANNE (69100)

Alors que le grand rabbin passe devant un collège du centre-ville, des étudiants, manifestant avec fumigènes et gaz lacrymogènes, ont tenu les propos à son encontre : "eh ! Voilà un youpin ! Venez, on se le fait !".

Dimanche 23 décembre 2018 - PARIS (75003)

Dans le métro parisien, trois Gilets Jaunes ont hurlé "Macron démission" et ont fait le geste de la quenelle. Une dame de confession juive leur a demandé d'arrêter ce geste antisémite. L'un d'entre eux l'a alors insultée en ces termes : "dégage la vieille, dégage la vieille, on est chez nous".

Jeudi 27 décembre 2018 - INTERNET

Un tweet dénonce une photo de trois hommes faisant une quenelle devant une photo d'Anne Franck.

TRACT ET COURRIER**Dimanche 14 janvier 2018 - LA VARENNE-SAINT-HILAIRE (94210)**

Un centre communautaire a reçu deux lettres de menaces. Sur l'une, encadrées de croix gammées, on lit "sales Juifs de bâtards Hitler vaincra" et sur l'autre "après Créteil c'est vous bande de bâtards qui allez brûler dans le quartier".

Mercredi 28 mars 2018 - VILLEURBANNE (69100)

Deux familles de confession juive, résidant dans le même immeuble, ont découvert une étiquette portant la mention "mort au Juif" collée sur leur boîte aux lettres.

Mercredi 28 mars 2018 - PARIS (75002)

Une association de la communauté juive a reçu un courrier anonyme en ces termes : "S... Chekli, Madoff, Rotschild... Balkany... ordures, fumiers... va ch... dans le Néguev, le Sinaï, le Golan, va ch... dans ta banque, Adolf a en une sèche et il en reste autant - signé Szieg heil et Pitchi Poï (surnom donné aux camps de concentration).

Dimanche 8 avril 2018 - LE PLESSIS-PATE (91220)

Des particuliers découvraient dans leur boîte à lettres des documents manuscrits avec des croix gammées et des représentations d'Hitler, ainsi que la phrase "exterminerez les Juifs et les Gitans".

Mercredi 11 avril 2018 - MARCOUSSIS (91460)

Des tracts à caractère antisémite ont été distribués sur la commune. Ils représentent une personne près d'une étoile de David accompagnée du texte suivant : "les juifs de golman sachs contrôlent toutes les banques européennes. Contre le pillage de la finance juive : tous en grève".

Samedi 14 avril 2018 - CHASSENEUIL-SUR-BONNEUIL (16260)

Trois courriers ont été envoyés à des habitants de la commune dont l'un contenant des propos à caractère antisémite en ces termes : "pas assez de juifs brûlés", "vive Hitler" et "pas assez de flics crevés". La gendarmerie a également été destinataire de ce courrier signé d'un habitant de la commune.

Vendredi 20 avril 2018 - TOULOUSE (31000)

Une synagogue de Toulouse a reçu une lettre, contenant de la poudre blanche, accompagné du message suivant "en souvenir de Mohammed", en référence à Mohammed Merah.

Jeudi 7 juin 2018 - ASNIERES-SUR-SEINE (92600)

Une collégienne de 14 ans, de confession juive, a découvert dans son cartable deux mots anonymes. Sur l'un d'eux était inscrit : "tu mérites de crever sale Juive".

Mardi 19 juin 2018 - ÎLE-DE-FRANCE

Une maison d'enfants a reçu un courrier de menaces antisémites. Ce courrier, signé de "la main noire", s'adresse à "Mesdames et Messieurs les Juifs" désignés comme responsables de la situation des Palestiniens "quarante cinq enfants que vous venez d'assassiner alors qu'ils réclamaient leur territoire". L'auteur se présente comme non antisémite, étant contre l'injustice et termine par des menaces "le jour du châtement va arriver", "vous êtes loin d'être le peuple élu vous êtes le peuple maudit"... "malheur à vous".

Mardi 24 juillet 2018 - INTERNET

Une association communautaire a reçu quatre courriels de menaces entre 5h41 et 7h27, en ces termes :

- "Bande de fils de put de sioniste je vais tous vous crevé... Vive la Palestine vive le fplp vive les associations anti sioniste...Vous aller payer pour ce que vous faite a gaza bande de chien...La Palestine vaincra... Vive meRah ce pas fini ce que le début"- "liberez gaza ou vous allez tous mourir dernier avertissement.."
- "liberez gaza vite sinon tous les représentants sionistesen France mourront.. il n'y aura pas 15 avertissement..depechez vous d'agir ou on va passer à l'acte"
- "sa fait 3 jours j'ai récupéré quelques uns de vous.Vous allez pyer bande de fils de pute de sionistes.. Je ne suis PAS anti sémite.. si vous levez pas le pied sur nos frères palestiniens vous devrez assumer vos actes. On dispose de plusieurs adresses de membres de votre association, à partir de se soir 18h on commencera à se faire justice nous mêmes , Nous commencerons par des engorgements on finira par des executions d'une balle dans la tête. Laissez nos frères tranquil ou

on va vous montrez de quoi on est capable. Vous avez beau avoir les autorités derrière vous, ne vous inquiétez pas on est nous même nombreux et organisés".

Mardi 7 août 2018 - VILLEJUIF (94800)

Dans le cadre d'un divorce, une avocate de confession juive est menacée par l'ex-mari de l'une de ses clientes. Cette dernière a reçu des SMS la menaçant de changer d'avocat "cette Juive n'en a qu'après ton argent, je te conseille de changer d'avocat sinon c'est la guerre totale comme la Palestine".

Lundi 27 août 2018 - PARIS (75007)

Meyer Habib, député de la 8e circonscription des Français établis hors de France et vice-président de la commission des Affaires étrangères, a reçu une lettre de menaces en ces termes : "gros porc sioniste Te pas francais tas rien à faire à l'assemblée té qun en... é de terroriste israelien avec du sang plein les mains. on va le faire bouffer ce kil te restete de ta petite b.. et te la faire bouffer avec la m... kasher de ton immonde bidoche juska cke t en creve". Cette lettre était accompagnée de "poudre suspecte ».

Mercredi 12 septembre 2018 - DOUARNENEZ (29100)

Une ex-avocate de confession juive a racheté une ancienne conserverie et les locaux de l'abri du marin pour y exposer de l'art numérique dans la première et une résidence d'artiste dans la seconde. Celle-ci a reçu un courrier de menaces à son domicile à caractère antisémite : "reste chez les parigots, nous sommes des goy mais fier de ce que nous sommes ... ce n'est pas une juden qui va nous faire plier... retourne d'où tu viens..?. les gens de ta race de sous-hommes auraient dû tous y passer en 39-45... on va te faire une douche au zyklon...".

Jeudi 20 septembre 2018 - PARIS (75007)

Un député des Deux-Sèvres, de confession juive, a reçu une lettre menaçante en ces termes : "Merdeux Ch... connard... Ch., tes parents, tes grands parents juifs, ta suffisance est conforme à l'attitude des israéliens envers les arabes...ce sont des gens comme toi qui alimentent cet antisémitisme... si un jour j'ai l'occasion de te rencontrer, mon 1,92m et mes 108 kilos fertont des dégâts à ta gueule d'avorton".

Lundi 24 septembre 2018 - LYON (69008)

Une infirmière de confession juive a découvert dans son casier une feuille de papier sur laquelle figurait une croix gammée ainsi que l'inscription "sale juive, va crève sal...".

Mardi 25 septembre 2018 - AIX-LES-BAINS (73100)

Trois courriers manuscrits ont été adressés à l'oratoire israélite : la première lettre commence par : "Messieurs les youpins...", la seconde par "Gazer-moi si vous voulez, mais arrêtez le gazage », et la troisième par "... vous n'êtes pas des religieux mais aussi des saloperies terrestres, des parasites humains et des lâches...".

Mercredi 3 octobre 2018 - BORDEAUX (33000)

Un homme de confession juive a découvert un papier dans sa boîte aux lettres sur lequel était dessiné un homme porteur d'une kippa avec une moustache ressemblant à celle d'Adolf Hitler, ainsi qu'un brassard nazi avec une étoile de David en lieu et place de la croix gammée nazie. Un second dessin représentait deux croix gammées porteuses de faucilles ainsi que deux tours ressemblant aux Twin Towers et un avion téléguidé par une machine "US Army" les percutant.

Mardi 9 octobre 2018 - PARIS (75013)

Un médecin de confession juive a reçu pour la seconde fois une lettre anonyme contenant ce message : " C'est la compagne d'Hitler Tu veux du gaz dans tes fesses, tu m'as mutilé, tu as de la chance que je ne t'ai pas massacré car je risque la prison", "Sale Juif , où tu as eu ton diplôme de dentiste pédé, tu as vu ta gueule les Juifs vous êtes moches. Un ami de loin...", " Vous pourriez tout ce que vous touchez Les nazis n'ont pas fini le travail, ..".

Mardi 6 novembre 2018 - BRY-SUR-MARNE (94360)

Deux tracts antisémites ont été diffusés dans une école juive sur la commune de Bry-sur-Marne et apposés sur les voitures : "contre le racket fiscal judéo-bolchévique sur le prix des carburants manifestons le 17 novembre" et "contre le pillage fiscal de la finance juive internationale Mobilisation le 17 novembre". La photo représente une femme à une station-service décorée d'une étoile jaune de David "Jude".

Vendredi 9 novembre 2018 - NEUILLY-PLAISANCE (93360)

Des tracts ont été retrouvés sur des véhicules en stationnement sur lesquels étaient notés : "les juifs assassinent dans l'ombre, marquons les pour les reconnaître" et " comme le pillage fiscal de la finance juive internationale, mobilisation le 17 novembre". Le support de l'un des tracts est une photo des années 40 avec une croix sur laquelle est inscrit "juif".

Samedi 17 novembre 2018 - ÉVRY (91000)

Le premier adjoint au Maire a été destinataire d'un courrier anonyme porteur de la mention "Juden raus! heil Hitler" et d'une étoile de David.

INSCRIPTION**Mercredi 3 janvier 2018 - PARIS (75014)**

Une croix gammée ainsi que l'inscription "Juif" ont été découvertes sur la façade d'un immeuble du 14e arrondissement.

Samedi 13 janvier 2018 - GRENOBLE (38000)

L'inscription « à mort les Juifs", réalisée au feutre rouge et mesurant 40x40 cm, a été retrouvée sur le bâtiment de l'ancienne patinoire.

Lundi 15 janvier 2018 - PARIS (75019)

L'inscription « Juifs aux fourneaux", réalisée au marqueur noir et d'une dimension 35 cm x 4 cm, a été retrouvée dans l'ascenseur d'une résidence.

Samedi 3 février 2018 - FLINES-LEZ-RACHES (59148)

Plusieurs croix gammées et l'inscription suivante "je hais les juifs" ont été découvertes sur la façade d'une habitation ainsi que sur les volets de la porte d'entrée.

Jeudi 1er mars 2018 - LUZ-SAINT-SAUVEUR (65120)

Vingt-cinq tags représentant des croix gammées et des étoiles de David ont été découverts sur des bâtiments et des véhicules de la commune.

Lundi 9 avril 2018 - ÉTAMPES (91150)

L'équipe de nettoyage d'un conservatoire municipal de musique a découvert des inscriptions, faites au feutre noir sur les murs et la porte des toilettes du rez-de-chaussée. Les graffitis représentent des croix gammées et l'Étoile de David. Figurent également des inscriptions "Adolph Hitler le meilleur ... Hitler et gentil... fdp de Juif... les flics on vous b...".

Samedi 21 avril 2018 - PARIS (75019)

L'inscription "joyeux anniversaire Adolf Hitler" suivie d'un coeur et de deux croix gammées, réalisées à la peinture rouge, ont été retrouvés aux abords d'une école juive.

Mardi 24 avril 2018 - MULHOUSE (68000)

Une étoile de David ainsi qu'une croix gammée, réalisées au feutre vert, ont été retrouvées sur la devanture d'un magasin

Mercredi 16 mai 2018 - RAMBOUILLET (78120)

Les inscriptions "une croix gammée... une étoile juive... f... mort aux c..." ont été taguées à la bombe de peinture noire, sur le portail d'un établissement.

Mercredi 23 mai 2018 - LE CHESNAY (78150)

Une personne de la communauté juive ainsi que plusieurs habitants de la région ont découvert sur un mur de la ville un énorme tag "les Juifs détruisent la France".

Lundi 28 mai 2018 - LYON (69008)

Un homme de confession juive a découvert des tags, réalisés avec une bombe de peinture noire, sur la façade de sa maison sur une longueur de 4 à 5 mètres "Alerte à Gaza ! Free Palestine !"

Lundi 28 mai 2018 - PARIS (75019)

Une personne de confession juive a constaté la présence de plusieurs croix gammées, effectuées à l'aide d'une flamme sur les murs des cages d'escaliers des parties communes de son immeuble.

Vendredi 1er juin 2018 - GAMSHEIM (67760)

Sept tags "Mort aux Juifs" tous identiques à la peinture blanche ont été réalisés sur l'ensemble de l'itinéraire du parcours santé.

Lundi 18 juin 2018 - PARIS (75002)

La vitrine d'un commerçant, ayant une mezouza apposée à l'extérieur, a été taguée d'une croix gammée et d'autres inscriptions réalisées à la peinture blanche.

Mercredi 20 juin 2018 - PARIS (75011)

Le tag "nazisraelisme", réalisé à la peinture blanche, a été découvert sur le trottoir devant la vitrine d'une pâtisserie cachère.

Dimanche 29 juillet 2018 - GESIER-ET-FONTENELAY (70700)

Des tags injurieux et à connotation antisémite ont été réalisés à l'aide d'un marqueur sur deux pancartes, à l'entrée de l'agglomération, sur la porte du château d'eau et sur un panneau d'affichage. Outre des croix gammées, il a été constaté les inscriptions suivantes : "rassemblement national socialiste, mort aux Juifs, vive Pétain, vive Hitler, SS, tiwas 3232". Le portail de la résidence du Maire a fait l'objet de l'inscription suivante : "mort aux Juifs ici, Jude" accompagnée d'une étoile de David.

Lundi 27 août 2018 - ROUBAIX (59100)

Des croix gammées et le sigle SS ont été peints à la bombe de peinture bleu foncé sur la porte d'un appartement et les volets roulants des fenêtres. La porte d'entrée de l'appartement a été forcée et un portefeuille contenant des papiers d'identité et 140 euros ont été dérobés. La judéité de la mère de la victime avait été dévoilée à l'occasion d'une fête des voisins.

Dimanche 2 septembre 2018 - PARIS (75019)

Sur le portillon d'entrée de la synagogue ont été découverts les tags suivants : "famille et enfants de Satan allez en enfer", "traîtres Judas", "Dieu vous maudits".

Lundi 3 septembre 2018 - GRENOBLE (38000)

Des inscriptions "effacez les mails de Lévy" - patronyme du président de l'Université - et en dessous "la rentrée ça gaze(ra)" ont été relevées sur les murs de l'Université Grenoble-Alpes.

Lundi 17 septembre 2018 - GRAULHET (81300)

Une croix gammée et une étoile de David, réalisées à la peinture bleue, ont été découvertes sur le toit d'une école primaire.

Jeudi 27 septembre 2018 - MOLLKIRCH (67190)

Les inscriptions suivantes ont été relevées sur les murs de la mairie : "Marx sale youpin... préfet sale youtre... Crif, Licra = youpin ».

Mardi 9 octobre 2018 - PARIS (75018)

En rentrant du travail, une personne de confession juive a constaté sur la porte de son appartement deux étoiles de David de 15 x 20 cm de diamètre dessinées au marqueur noir, ainsi que des excréments à proximité de sa porte d'entrée.

Vendredi 12 octobre 2018 - JOUY-EN-JOSAS (78351)

L'inscription "Judén", ainsi que des croix gammées et des croix celtiques, ont été retrouvées dans une salle de classe de l'école HEC.

Samedi 13 octobre 2018 - ZOEBERSDORF (67270)

Plusieurs inscriptions ont été retrouvées sur un mur de la mairie de la ville : "Marx casse toi, Marx sale juif", "Dehors les migrants", "Les Juifs veulent détruire les blancs", accompagnées de l'emblème de l'extrême-droite.

Samedi 20 octobre 2018 - VILLEJUIF (94800)

Une croix gammée a été dessinée à côté de la mezouza d'un appartement où réside une famille juive.

Dimanche 4 novembre 2018 - DRACHENBRONN (67160)

Des tags à la peinture noire ont été découverts sur le mur de la mairie envers le Préfet d'Alsace "Préfet Marx = Jude" avec une croix celtique.

Mardi 27 novembre 2018 - ALBI (81000)

Sur les murs de la ville, les inscriptions suivantes ont été constatées : "Stop au sionisme ! Pouvoir au Peule ! Au chotte la Licra et le Crif", "Stop à l'oligarchie", "Boycott Israël"...

Mercredi 19 décembre 2018 - PONTCHARRA-SUR-TURDINE (69490)

Sur les murs qui longent une autoroute les inscriptions suivantes ont été découvertes "Macron = Drahi = Attali Banques = Media = Sion"

Mardi 25 décembre 2018 - AURAY (56400)

Au centre-ville, plusieurs commerçants et un particulier ont constaté qu'une étoile de David avait été dessinée sur la porte d'entrée de leur commerce et sur la boîte aux lettres d'un particulier. Les inscriptions ont été faites à l'aide d'un marqueur noir.

*UMJ : Unités Médico-Judiciaires.

*ITT : Incapacité Totale de Travail.

3. EXTRAITS DE LA LISTE DES CONDAMNATIONS PRONONCÉES EN 2018

Audience du 19 janvier 2018**Affaire N. / Rappel des faits****30 septembre 2017 - PARIS (75016)**

Le responsable de la sécurité d'une synagogue s'est fait insulter en ces termes : "*sale Juif*" puis : "*ils auraient dû tous vous tuer pendant la seconde guerre mondiale*", par un individu voulant pénétrer dans le lieu de culte.

L'auteur a été condamné à 1 mois de prison avec sursis et à verser 500 euros de D&I pour chacune des victimes, plus 300 euros de préjudice moral.

Audience du 29 janvier 2018**Affaire B. / Rappel des faits****16 janvier 2018 - STRASBOURG (67000)**

Un individu a mis le feu à une plante artificielle située sur le palier d'un centre d'études juives. Des dégâts matériels dans les parties communes et des dégradations des caméras ont été constatées.

Grâce à ces dernières, l'individu a été rapidement identifié et interpellé.

L'auteur des faits a été interpellé et condamné à six mois de prison ferme et six mois avec sursis.

Audience du 19 mars 2018**Affaire I. / Rappel des faits****19 mars 2018 - FONTENAY-SOUS-BOIS (94120)**

Quatre amis, dont un portant une kippa, prennent un Uber pour se rendre à Fontenay-sous-Bois. Le chauffeur crie à plusieurs reprises "*Allah ouakbar*" en pointant du doigt le ciel avant de réciter une prière en arabe (qui parle d'un martyr qui s'absout de ses péchés avant de se donner la mort). Arrivés à destination, le chauffeur crache par terre en disant « *sale Juif toi avec ta kippa* ».

L'auteur a été interpellé et contraint de quitter le territoire français avec placement en centre de rétention administrative.

Audience du 9 avril 2018**Affaire F. / Rappel des faits****29 décembre 2014 - PARIS (75012)**

Un adolescent et son ami sont abordés par un groupe de huit individus. Comprenant qu'ils sont juifs, l'un des adolescents s'entend dire "*alors tu as de l'argent?*". L'un des individus lui porte un coup à l'arcade gauche, lui dérobe son portable et une trentaine d'euros.

Les 2 auteurs mineurs au moment des faits ont eu un avertissement solennel et ont été solidairement condamnés à payer 300 euros à la victime.

Audience du 10 avril 2018**Affaire A. / Rappel des faits****18 octobre 2017 - VILLEMOMBLE (93250)**

Un homme de confession juive a reçu une lettre d'insultes à caractère antisémite. Grâce à une caméra installée chez un voisin proche, l'individu a été confondu et convoqué en justice.

L'auteur a été condamné à 100 euros de D&I et 750 euros d'amende

Audience du 19 juin 2018**Affaire I. / Rappel des faits****19 juin 2018 - BONDY (93140)**

Les effectifs de police en sécurisation étaient pris à partie verbalement par un homme fortement alcoolisé qui a menacé le chef de bord du véhicule de police. Sur le trajet, l'agresseur a ajouté "A MORT LES JUIFS QUAND JE SORTIRAI DE PRISON JE PAIERAI QUELQU'UN POUR VENIR TE METTRE UN COUP DE BATTE DE BASEBALL DERRIERE LA TETE".

L'auteur a été déféré et condamné à 4 mois de prison avec sursis.

Audience du 26 juin 2018**Affaire M. / Rappel des faits****23 juillet 2016 - CHERBOURG-EN-COTENTIN (50100)**

Un individu a menacé verbalement et par texto, à plusieurs reprises, une femme de confession juive en ces termes : "Tous les Juifs ne sont pas morts", "je vais finir le travail des nazis" "sale juive".

L'auteur a été condamné à :

- 10 mois de prison avec sursis

- 3 ans d'interdiction d'approcher la victime,

assortis d'une obligation de soins et de remboursement des frais d'avocat.

SEQUESTRATION, VOL ET VIOL AU DOMICILE D'UNE FAMILLE JUIVE**1er décembre 2014 - CRÉTEIL (94000)****Rappel des faits**

Trois hommes gantés et cagoulés sont entrés de force au domicile d'une famille de confession juive où se trouvaient un de leurs fils et sa compagne. L'un des malfaiteurs est armé d'un pistolet semi-automatique et un autre d'un fusil à canon scié. Le jeune couple est ligoté, pieds et poings liés, bâillonné avec du ruban adhésif et séquestré pendant plus d'une heure. Les agresseurs exigent sous la menace argent, cartes bancaires et bijoux en tenant les propos suivants : « *Vous les Juifs, vous êtes riches* ».... « *Dis-moi où est l'argent ou je te bute* », « *les Juifs ça met pas l'argent à la banque* ». L'appartement est mis à sac. La mezouza est arrachée. Des couteaux sont lancés dans le dos du jeune homme comme lors d'un jeu de fléchettes. Isolée dans une chambre, la jeune femme est violée.

Leur butin s'élèvera à quelques centaines d'euros retirés au distributeur et quelques objets de valeur.

Deux des agresseurs et un complice présumé sont interpellés, mis en examen et placés en détention provisoire 48 heures après les faits.

Un quatrième suspect est interpellé le 23 décembre 2014 à Saint-Etienne, lors d'un contrôle routier.

Trois semaines auparavant, l'un des agresseurs avait repéré l'appartement des victimes en venant réclamer du sucre.

Procès des auteurs présumés**3 au 6 juillet 2018****Cour d'Assises du Val-de-Marne**

Trois agresseurs et deux complices supposés sont jugés pour vol à main armée, séquestration, viol et violences en raison de l'appartenance de la victime à une religion.

Abdou Salam Koita, 26 ans, Ladje Haidara, 23 ans, – reconnu coupable du viol – et Houssame Hatri, 22 ans, aujourd'hui en fuite, ont été *condamnés respectivement à 8, 13 et 16 ans de réclusion criminelle.*

Deux complices sont condamnés respectivement à 5 et 6 ans de prison.

Hussame Hatri, 22 ans, en fuite depuis les faits, fait l'objet d'un mandat d'arrêt.

Deux des accusés sont également jugés pour avoir agressé le 10 novembre 2014 un septuagénaire de confession juive à son domicile. Ces derniers sonnent pour demander du sucre. La victime n'a pas le temps de réagir. Les individus poussent la porte, le projetant au sol où il est maintenu par les pieds et les mains, et roué de coups. La victime à la présence d'esprit d'appeler son fils, faisant croire aux agresseurs qu'il se trouve dans l'appartement, ce qui les fait fuir.

Audience du 27 juillet 2018**Affaire C. / Rappel des faits****24 juillet 2018 - INTERNET (100)**

Une association communautaire a reçu 4 mails de menaces entre 5h41 et 7h27, en ces termes :

- « *Bande de fils de put de sioniste je vais tous vous crevé... Vive la Palestine vive le fplp vive les associations anti sioniste... Vous aller payer pour ce que vous faite a gaza bande de chien... La Palestine vaincra... Vive meRah ce pas fini ce que le début »*
- « *liberez gaza ou vous allez tous mourir dernier avertissement »*
- « *liberez gaza vite sinon tous les représentants sionistesen France mourront. il n'y aura pas 15 avertissement...depechez vous d'agir ou on va passer à l'acte »*
- « *sa fait 3 jours j'ai récupéré quelques uns de vous. Vous allez payer bande de fils de pute de sionistes... Je ne suis PAS anti sémite... si vous levez pas le pied sur nos frères palestiniens vous devrez assumer vos actes. On dispose de plusieurs adresses de membres de votre association, à partir de se soir 18h on commencera à se faire justice nous mêmes, Nous commencerons par des engorgements on finira par des executions d'une balle dans la tête. Laissez nos frères tranquil ou on va vous montrez de quoi on est capable. Vous avez beau avoir les autorités derrière vous, ne vous inquietez pas on est nous même nombreux et organisés ».*

L'auteur a été condamné en comparution immédiate à :

- **8 mois de prison partielle, dont 4 avec sursis**
- **2 ans de mise à l'épreuve**
- **justifier d'un acquittement au Trésor**
- **accomplissement d'un stage civique au Mémorial de la Shoah**
- **suivi médical**
- **obligation de travail ou de formation**

Audience du 3 septembre 2018**Affaire M. / Rappel des faits****20 janvier 2018 - VINCENNES (94300)**

Alors qu'il rentre chez lui après avoir passé chabbat chez un ami, un adolescent a été suivi à la descente du bus par deux individus qui le mettent à terre et lui donnent des coups, notamment au visage au niveau des pommettes. Les agresseurs le dépouillent de son portable, de sa doudoune - avec les clés du domicile - son pass navigo, sa kippa et son cartable contenant ses téfélines. La victime souffre de douleurs au côté gauche, de griffures et d'hématomes. En partant les agresseurs l'ont menacé en ces termes "*Fais gaffe, on sait où tu habites maintenant*".

Les auteurs ont été condamnés à 6 mois de prison ferme.

Audience du 3 décembre 2018**Affaire D. / Rappel des faits****20 juin 2018 - ALLAUCH (13190)**

Une famille de confession juive a subi des menaces de mort "*Hitler avait raison, je vais te tuer D., je vais t'égorger sale Juif, fils de p..., je vais te buter sale Juif*"...de la part d'un voisin habitant le pavillon mitoyen.

L'auteur a été condamné à :

- **5 mois de prison ferme,**
- **2 ans de mise à l'épreuve avec obligation de se soigner et de ne pas entrer en contact avec la victime**

Audience du 13 décembre 2018**Affaire N. / Rappel des faits****30 septembre 2017 - PARIS (75016)**

Le responsable de la sécurité d'une synagogue s'est fait insulter en ces termes : "*sale Juif*", "*ils auraient dû tous vous tuer pendant la seconde guerre mondiale*", par un individu voulant pénétrer dans le lieu de culte.

En appel :

- **Confirmation du jugement de première instance sur la culpabilité**
- **Infirmation du jugement de première instance sur la peine, avec nouvelle condamnation aux peines suivantes :**
 - **Amende de 800 euros assortie du sursis,**
 - **Rappel de la cour sur le risque de révocation totale ou partielle du sursis en cas de nouvelle infraction dans un délai de 5 ans.**

Audience du 14 novembre 2018**Affaire M. / Rappel des faits :****11 et 20 mai 2018 - PARIS (75015)**

Une femme de confession juive se fait régulièrement insulter par sa voisine en ces termes : "*tu vas en prendre plein ta gueule, attention à toi car Hitler et les boches vont bientôt revenir*", "*Le Juif est-ce que c'est un être humain ?*", "*le Juif je vais l'égorger*"

L'auteure a été condamnée à :

- **3 mois de prison avec sursis**
- **600 euros d'amende**
- **600 de D&I à verser à la victime**

*ITT : Incapacité Totale de Travail.

*D&I : Dommages et Intérêts.

*TIG : Travail d'Intérêt Général.

4. MEURTRE DE MIREILLE KNOLL (Z'L)

Feigele s'est envolée Par Allan Knoll, fils de Mireille Knoll	66
Lorsque j'étais à Yad Vashem... Par Daniel Knoll, fils de Mireille Knoll	67
La France doit marcher pour Mireille Knoll, notre grand-mère assassinée Par Simone Rodan-Benzaquen Huffington Post (27/03/2018)	68
Ce que révèle l'enquête sur le meurtre de Mireille Knoll Par Jérémie Pham-Lê et Claire Hache L'Express (30/03/2018)	70



Le 28 mars 2018, Paris 11e
Marche blanche organisée
en mémoire de Mireille Knoll (z'l),
assassinée parce que juive
le 23 mars 2018
à son domicile dans
le 11e arrondissement de Paris

FEIGELE S'EST ENVOLÉE

PAR ALLAN KNOLL, FILS DE MIREILLE KNOLL

Le vendredi 23 mars 2018, MIREILLE KNOLL, notre mère est assassinée de 11 coups de couteau, enfoncés jusqu'à la garde dans son pauvre corps puis égorgée, tel un mouton que l'on sacrifie pour l'Aïd aux cris de Allah Akbar. Enfin son corps mutilé et supplicié est brûlé et carbonisé...

Tout cela parce qu'elle est juive !!!???

Même dans le pire de mes cauchemars je n'aurai pu m'imaginer une telle infamie, une telle horreur, conséquence d'une haine aveugle, bestiale, inhumaine à l'encontre d'un être humain, une femme âgée de 85 ans, sans défense, handicapée, incapable de se protéger.

Et reviennent me hanter les assassinats précédents qui ont endeuillés d'autres familles juives, celles d'Ilan HALIMI, de Sarah ATTAL HALIMI, des familles SANDLER, MONSONEGO, la Communauté juive de France et la France toute entière avec les deuils des familles ZIATEN, CHENNOUF, LEGOUAD, SILVA, MAZIERES, MEDVES, SOSNA sans oublier les victimes des attentats de Nice et de Strasbourg, du Bataclan, de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher. Il y aurait tellement de noms à prononcer...

Et mon très cher Frère Arnaud BELTRAME assassiné comme ma mère ce même 23 mars.

Cessons d'être aveugles et sourds aux cris de haine et de mort vociférés contre notre civilisation, aux images qui nous parviennent d'autres pays où règnent l'obscurantisme et la sauvagerie et où l'on massacre des innocents au nom d'un Dieu qui doit avoir honte que l'on utilise son nom pour tuer.

Ces hordes qui condamnent à mort, parce que chrétienne, une femme qui a soif, et qui vocifèrent contre les Juifs et les Chrétiens à travers le monde...

Comment peut-on tolérer encore cette atteinte à l'humanité ?

Nous tous, êtres humains, croyants ou non, Juifs, Chrétiens d'Orient, Catholiques, Protestants, Musulmans... sommes déjà ou serons un jour LES JUIFS de ces monstres sanguinaires et inhumains.

Combien de temps allons-nous encore baisser la tête et les bras et laisser faire, et combien de temps nos édiles politiques se croiront à l'abri de la volonté exprimée par ces assassins de tous nous massacrer, politiciens compris.

Il serait temps de nous défendre et de nous battre pour nos valeurs de Liberté et de Fraternité, de relever la tête, d'agir et de réagir et de combattre à armes égales cette tare qu'est l'antisémitisme car la haine du Juif c'est la haine de Dieu et de l'humanité toute entière.

Nous ne pouvons plus tergiverser, essayer de comprendre, discuter, négocier avec des ignares qui veulent seulement, tous, nous anéantir...

Certes nous prions pour l'Amour et la Paix, et le judaïsme est la lumière du Monde et nous, ses enfants, Êtres de Lumière, nous devons éclairer le Monde et tendre la main aux hommes de bonne volonté, mais, là, il n'y a personne à qui tendre le main...

Soyons Tolérants mais Vigilants et forts pour que la Paix règne sur la terre, que l'Amour règne parmi les hommes et que la Joie et la Concorde soient dans les cœurs.

Que le sacrifice de MIREILLE KNOLL reste dans les mémoires pour la sauvegarde de notre civilisation, la sécurité et la protection de toutes nos chères Mamans.

Au revoir, Maman, ma très chère FEIGELE.

LORSQUE J'ÉTAIS À YAD VASHEM...

PAR DANIEL KNOLL, FILS DE MIREILLE KNOLL

Lorsque j'étais à Yad Vashem la première fois, j'avais 15/16 ans et après avoir beaucoup pleuré, je me disais : "plus jamais ça".

A l'époque je pensais à mon père, Kurt Knoll, ancien déporté qui avait tant souffert et qui nous a élevés dans l'ignorance de ce qu'il avait subi. Néanmoins, ma sensibilité au génocide de mes frères juifs était à fleur de peau.

Je ne pouvais pas imaginer qu'un jour une autre barbarie pourrait tuer ma mère au nom d'Allah. C'était inimaginable. Une deuxième tragédie dans notre famille !

Aujourd'hui, mes enfants vivent en Israël. Je vois que, progressivement, se détériore la situation de mes frères juifs en Europe.

Et l'abomination de ce que nous venons de subir me suggère de ne pas attendre la "Soumission" que prédit Houellebecq.

Ma mère était un ange et un monstre lui a pris sa vie.

Aujourd'hui, je pense que les Juifs de France doivent se rassembler, se solidariser et se préparer... Le monde est beau et nous avons encore tant de choses à lui apporter.

Et tant pis pour ceux qui ne peuvent nous comprendre...

LA FRANCE DOIT MARCHER POUR MIREILLE KNOLL, NOTRE GRAND-MÈRE ASSASSINÉE

PAR SIMONE RODAN-BENZAQUEN

HUFFINGTON POST (27/03/2018)

La haine qui a tué douze personnes depuis 2006 parce qu'elles étaient juives est un problème pour la République, ce sur quoi elle a été bâtie et ce qu'elle défend.

Mireille Knoll avait 85 ans. Née en 1932 à Paris, elle doit sa vie au miracle d'avoir échappé de justesse à la rafle du Vel d'Hiv avec sa mère en 1942. Mireille Knoll trouva refuge au Portugal et revint à Paris après la guerre où elle épousa un rescapé du camp d'Auschwitz.

Soixante-seize ans plus tard, le 23 mars 2018, la bête immonde revient frapper à sa porte. Mireille Knoll est retrouvée morte dans son appartement, brûlée après avoir reçu onze coups de couteau. D'après sa petite-fille Noa Godfarb, qui vit en Israël, tout a été réduit en poussière dans l'appartement, "laissant la famille sans mémoire, sans album photos, sans lettres, sans rien. La seule chose qu'il nous reste, ce sont nos pleurs", a-t-elle écrit hier dans un message posté sur Facebook.

Le meurtre de Mireille Knoll me hante. Je vois sur son visage le regard de toutes les grands-mères, de toutes nos grands-mères. C'est un rappel odieux, si tant est que nous en avons besoin, du visage de l'antisémitisme en France aujourd'hui: une survivante de l'Holocauste de 85 ans, sans défense, peut être assassinée dans son appartement parce que juive.

Jean-Paul Sartre écrivait: "Pas un Français ne sera en sécurité tant qu'un Juif en France et dans le monde entier pourra craindre pour sa vie".

Il y a presque exactement un an, le 4 avril 2017, un meurtre similaire a été commis à Paris. Une femme juive de 65 ans, Sarah Halimi, a été assassinée dans son appartement par un voisin radicalisé. Il l'a frappée à mort avant de la défenestrer. À l'annonce de ce crime odieux, toute la France aurait dû être sous le choc. Les voix auraient dû être nombreuses à s'élever pour exiger que justice soit faite, pour rendre hommage à cette femme, Sarah Halimi, assassinée parce que juive. Au lieu de cela: un silence de plomb. Nous étions en plein milieu d'une campagne présidentielle risquée. Aucune réaction nationale.

Il a fallu des mois et des mois, la mobilisation des institutions juives, celle de quelques intellectuels courageux et finalement l'interpellation d'Emmanuel Macron lui-même pour que l'on s'intéresse à ce meurtre antisémite. Et il aura fallu près d'un an pour qu'après d'âpres et décourageants échanges entre la famille, les associations et les juges, le caractère antisémite de ce meurtre infâme soit finalement retenu.

Avec Mireille Knoll aujourd'hui, il semble que les leçons ont été tirées: les autorités judiciaires ont réagi très vite, même s'il faut encore attendre les résultats de l'enquête et du procès. Le Parquet de Paris a annoncé hier retenir le caractère antisémite.

Une question fondamentale continue de se poser: la société civile française toute entière va-t-elle se réveiller? Comprendra-t-elle que la haine qui tue aujourd'hui et qui a tué onze personnes depuis 2006 parce qu'elles étaient juives, n'est pas seulement un problème pour la "communauté juive" comme certains journalistes ont tendance à le présenter, mais un problème pour la France, pour la République, ce sur quoi elle a été bâtie et ce qu'elle défend ? Dans les conclusions de ses Réflexions sur la question juive, Jean-Paul Sartre écrivait: "Pas un Français ne sera en sécurité tant qu'un Juif en France et dans le monde entier pourra craindre pour sa vie ».

La société civile française toute entière va-t-elle se réveiller ?

L'ancien Premier ministre Manuel Valls et d'autres ont compris que "la France sans les Juifs ne serait plus la France", que "lorsqu'on s'attaque à un Juif, on s'attaque à la France. On s'attaque à la République". Il y a quelques semaines, le Président Emmanuel Macron a déclaré: "jamais nous

ne faillirons dans la dénonciation de l'antisémitisme et dans la lutte contre ce fléau. Il n'y a là aucun accommodement, aucun interdit de langage, aucune cécité possible. Quelle que soit la forme qu'il prend, de l'injure à l'agression, de la stigmatisation au meurtre, l'antisémitisme est le contraire de la République. Il est le déshonneur de la France. Et nous combattons chaque jour pour une République de l'honneur et de la fraternité, nous combattons donc chaque jour l'antisémitisme sous toutes ses formes". Ces déclarations fortes permettent aux Juifs de France de se sentir moins seuls. Mais cela ne suffit pas à leur ôter le sentiment d'être mis à l'écart de l'ensemble de la société française. Combien de personnes étaient dans la rue après que trois enfants et un père furent assassinés devant leur école par un terroriste parce qu'ils étaient juifs? Très peu. Trop peu. Et il faut le dire, la plupart des personnes présentes étaient juives. Combien y aurait-il eu de personnes dans la rue si seul l'Hypercacher avait été attaqué la semaine des attentats de Charlie Hebdo ? Probablement tout aussi peu, aussi peu que nous l'étions pour Sarah Halimi, quelques centaines au mieux.

La lutte contre l'antisémitisme a été déclarée cause nationale par l'ancien président de la République François Hollande. Il est temps que tous les citoyens français se sentent émus, concernés et dès lors actifs pour cette cause. Il ne s'agit pas seulement de se mobiliser "en solidarité" avec la "communauté juive". C'est une mobilisation de toute la communauté nationale qui est nécessaire pour un combat qui est celui de tous les Français.

Il ne s'agit pas de se mobiliser "en solidarité" avec la "communauté juive". C'est une mobilisation de toute la communauté nationale qui est nécessaire pour un combat qui est celui de tous les Français.

Lorsque la violence antisémite croît, la démocratie est en danger. Lorsque les islamistes, dont l'antisémitisme est au coeur de l'idéologie, s'attaquent aux Juifs, ils s'attaquent rapidement aussi aux femmes, aux homosexuels, aux journalistes, aux soldats, aux policiers: ils s'attaquent à la France.

Chaque Français mais aussi chaque Européen, chaque voix démocratique, chaque défenseur des droits de l'Homme dans le monde doit s'inquiéter pour son avenir.

Chacune de ces attaques, chacun de ces meurtres sont des blessures profondes portées au socle des valeurs universelles en lesquels, nous, citoyens européens, croyons.

Lorsque les islamistes, dont l'antisémitisme est au coeur de l'idéologie, s'attaquent aux Juifs, ils s'attaquent rapidement aussi aux femmes, aux homosexuels, aux journalistes, aux soldats, aux policiers: ils s'attaquent à la France.

La haine du Juif qui tue aujourd'hui est la même qui a tué onze autres Juifs avant Mireille Knoll depuis 2006. La haine qui a tué des juifs à l'Hypercacher de Paris est la même qui a tué quatre personnes au supermarché de Trèbes ce vendredi, c'est la même haine qui a pris la vie de notre héros national, Arnaud Beltrame, auquel nous rendrons hommage mercredi matin.

Après avoir honoré sa mémoire, nous marcherons mercredi après-midi pour honorer celle de Mireille Knoll.

C'était il y a de nombreuses années – le 15 mai 1990 – 200.000 personnes avaient défilé dans la rue pour dire leur indignation après la profanation du cimetière de Carpentras. C'était le dernier grand moment de solidarité nationale pour lutter tous ensemble, d'une seule voix, contre l'antisémitisme. J'y repense avec une grande nostalgie et me demande si un tel élan pourrait se reproduire... Peut-être ce mercredi...?

Pour Mireille Knoll et ses proches. Pour la France, pour la République, pour la démocratie qui ont perdu leur grand-mère.

CE QUE RÉVÈLE L'ENQUÊTE SUR LE MEURTRE DE MIREILLE KNOLL

PAR JÉRÉMIE PHAM-LÊ ET CLAIRE HACHE

L'EXPRESS (30/03/2018)

L'Express a pu consulter le procès-verbal synthétisant les investigations sur le meurtre de l'octogénaire juive à Paris, dont le caractère antisémite a été retenu par la justice.

Ce vendredi 23 mars 2018, il est 18 h 33 lorsque Madame B. compose le "18" sur les touches de son téléphone. Elle aperçoit des flammes lécher l'appartement de sa voisine et amie Mireille Knoll, une retraitée juive de 85 ans. A l'opérateur, elle précise qu'elle a vu "deux individus" dont "un de type européen" s'enfuir de l'immeuble. Les pompiers foncent dans cette résidence HLM de la rue Philippe-Auguste (XI^e arrondissement de Paris) et découvrent avec horreur une scène de crime. La vieille dame est retrouvée morte sur son lit, carbonisée sur l'ensemble du côté gauche du corps. Elle présente en outre 11 plaies -profondes de trois à quatre centimètres- provoquées par une arme blanche, surtout au niveau du dos.

Les pompiers parviennent à éteindre les quatre départs de feu, allumés à la hâte par les auteurs. Deux sont situés au niveau du canapé du salon, l'un sur la chaise roulante qu'utilisait la victime - atteinte de la maladie de Parkinson- pour se mouvoir, le dernier dans la chambre à coucher. Par chance, l'appartement n'a pas explosé. Les experts n'ont décelé aucune trace d'essence. Les commandes de la gazinière ont certes été activées en position ouverte mais les criminels ont oublié d'ouvrir le robinet d'arrivée du gaz.

Un voisin et un marginal arrêtés

Qui a tué Mireille Knoll, cette rescapée de la rafle du Vel' d'Hiv que tout le monde décrit comme "ouverte", voire "pas assez méfiante"? Pourquoi ? Les policiers du 2^e district de la police judiciaire de Paris interpellent très vite deux suspects, Yacine Mihoub d'abord, puis Alex Carrimbacus. Ces deux jeunes délinquants multirécidivistes ont été mis en examen lundi 26 mars pour "homicide volontaire" à caractère antisémite et écroués. Tous deux se rejettent la responsabilité du meurtre. La synthèse de l'enquête, à laquelle L'Express a eu accès, révèle les circonstances de ce crime sordide et laisse en suspens une série de zones d'ombre. Un drame qui a provoqué l'émoi national.

En début d'après-midi, ce 23 mars, Yacine Mihoub s'ennuie. Ce Français de 28 ans, sorti il y a six mois de prison à peine, n'a pas d'emploi. Décrit comme "solitaire" et souffrant "d'une addiction à l'alcool" par ses proches, il squatte l'appartement de son frère à la Courneuve et, surtout, celui de sa mère, qui vit cinq étages au-dessus de chez Mireille Knoll. La retraitée le connaît bien : elle l'a vu grandir et s'enquiert souvent de ses nouvelles. Alors lorsque ce dernier, veste blanche sur le dos et jean bleu, frappe à sa porte pour boire des verres de porto "Romanetti Rosso", elle l'accueille à bras ouverts. Certes, Yacine Mihoub a été condamné pour avoir agressé sexuellement, en février 2017, la fille de son aide-soignante, âgée à peine de douze ans. Certes, il a aussi été poursuivi pour des faits de "violences" et de "menaces de morts", notamment lorsqu'il a "menacé de faire sauter le Monoprix" d'où il a été licencié. Certes, il a fait un séjour à l'infirmerie psychiatrique de la préfecture de police de Paris en août 2014. Mais après ? Mireille Knoll, qualifiée d'un peu trop "naïve" par son fils, croit au pardon : elle a même adressé des mots de mansuétude à la justice lorsque Mihoub a été incarcéré !

Deux versions opposées en garde à vue

Dans l'appartement de la retraitée, le jeune délinquant s'enivre au point de vider "les trois quarts" de la bouteille seul. Sont également présents Alain Knoll, fils de la victime, ainsi que l'épouse du second fils. Eux se méfient de Mihoub comme de la peste. Devant les enquêteurs, la belle-fille de Mireille Knoll dira être troublée par "l'apparence décontractée" du suspect et le sans-gêne dont il

fait preuve. Selon ses dires, "il la suivait avec insistance dans l'appartement tout en consommant du porto". A l'arrivée de la femme de ménage, Mihoub est prié de déguerpir pour que la vieille dame puisse faire ses courses. Ce dernier s'exécute.

En l'absence de témoins, la suite est plus confuse. Le jeune homme semble être rentré chez sa mère pour déjeuner avant de refaire une apparition chez Mireille Knoll en fin d'après-midi. Toujours est-il qu'il se trouve seul avec l'octogénaire dans l'appartement modeste lorsque, avec le téléphone fixe de la victime, il prend contact avec Alex Carrimbacus. Ce dernier, un marginal surnommé "Le Marseillais" qu'il a rencontré en prison, n'a que 21 ans. Mais son casier judiciaire est déjà long comme le bras. En garde à vue, les deux comparses ont tenu deux versions radicalement opposées. Après avoir prétendu qu'il avait accepté de se rendre chez Mireille Knoll uniquement pour "fumer un joint" et rapporter une nouvelle bouteille de porto, puis qu'il s'était éclipsé avant le meurtre, Alex Carrimbacus livre des éléments décisifs. Selon lui, Mihoub l'a appelé pour cambrioler la retraitée juive, qui vit pourtant chichement. "Une fois sur place, Yacine Mihoub l'incitait, au prétexte d'un appel téléphonique simulé, à parcourir l'appartement à la recherche de vêtements ou d'objets de valeur. Alors que Madame Knoll se rendait aux toilettes, les deux comparses s'emparaient de boîtes à bijoux dorés, de petites horloges et d'un chéquier", retranscrivent les enquêteurs dans leur rapport.

"Il indiquait que Yacine avait parlé des juifs avec Madame Knoll"

Là, toujours selon la version de Carrimbacus, Mihoub suit Mireille Knoll dans sa chambre. "Le Marseillais" dit alors avoir entendu la retraitée hurler. Puis avoir aperçu son complice "porter des coups de couteau à la gorge" de la victime en criant "Allah Akbar [Dieu est grand en arabe]" et "en l'étranglant". Interrogé sur l'éventuel caractère antisémite du crime, Carrimbacus tient des propos contradictoires devant les policiers. "Il indiquait que Yacine avait parlé des juifs avec Madame Knoll avant les coups mais que lui n'avait pas fait le rapprochement avec le fait qu'elle était juive", écrivent les limiers de la PJ. Carrimbacus ajoute encore plus à la confusion lorsqu'il est interrogé sur le mobile du meurtre : selon lui, Yacine Mihoub était "décidé à tuer" Mireille Knoll parce qu'elle "l'a dénoncé à la police pour un trafic d'armes" et qu'à cause d'elle, "il n'avait pas pu se rendre à l'enterrement de sa soeur". Des déclarations qui n'ont pas encore pu être confirmées par l'enquête.

De son côté, Yacine Mihoub rejette la faute sur son ancien ami. Selon les confidences qu'il a livrées à son frère le soir du meurtre et ses propos en garde à vue, Carrimbacus a commencé à fouiller sans aucun scrupule le mobilier de la retraitée pour chercher de l'argent. Ce dernier se serait ensuite saisi d'un couteau dans la cuisine avant de pénétrer dans la chambre de l'octogénaire et d'y ressortir en lâchant : "Ça y est, c'est fait". Mihoub prétend qu'il a aussitôt quitté la pièce pour "vomir" pendant que son complice mettait le feu à l'appartement avec "un briquet de marque Bic". Là encore, sur la connotation antisémite du meurtre, Mihoub évacue net le sujet : il affirme que les origines juives de Mireille Knoll n'ont pas motivé le geste de Carrimbacus. Que ce dernier n'était d'ailleurs "sûrement pas" au courant de la confession de la victime. "C'est un crime sordide, d'une cruauté inouïe, tempête Gilles-William Goldnadel, avocat des enfants et petits-enfants de Mireille Knoll. Ce drame rappelle les pogroms, lorsque vols et violences contre les juifs allaient de pair. Il faut avoir une faible moralité et une bestialité particulière pour commettre un tel acte."

Qui des deux voyous a porté les coups mortels ? La justice l'ignore encore. Les enquêteurs ont bien retrouvé deux couteaux, l'un caché dans la chambre de Yacine, l'autre à l'hôtel du XIII^e arrondissement où résidait de temps à autre Carrimbacus. Ils comptent sur l'analyse ADN pour se faire une idée. A moins que l'arme du crime ait été nettoyée, comme le prétend l'un des deux mis en cause... Yacine Mihoub et Alex Carrimbacus sont aujourd'hui tous les deux en détention provisoire, le premier à Fresnes (Val-de-Marne), le second à Fleury-Mérogis (Essonne).

5. MEURTRE DE SÉBASTIEN SELAM (Z'L), QUINZE ANS APRÈS

Macron reconnaît le caractère antisémite du meurtre de Sébastien Selam Par Anna Breteau Marianne (28/05/2018)	75
Soulagement et perplexité sur la reconnaissance d'un mobile antisémite Par AFP Le Point (30/05/2018)	76

MACRON RECONNAÎT LE CARACTÈRE ANTISÉMITTE DU MEURTRE DE SÉBASTIEN SELAM

PAR ANNA BRETEAU

MARIANNE (28/05/2018)

En réponse à la demande d'un député, Emmanuel Macron a reconnu le caractère antisémite de l'assassinat de Sébastien Selam, survenu en 2003.

"Soyez assuré que sa mémoire perdure au sein de notre communauté nationale, profondément affectée par les crimes à caractère antisémite tels que celui de Sébastien Selam". Dans une lettre adressée au député Meyer Habib, que ce dernier a rendu publique ce dimanche 27 mai, Emmanuel Macron a reconnu le 22 mai le caractère antisémite du meurtre de Sébastien Selam, un DJ tué en 2003 par plusieurs coups de couteau.

Emmanuel Macron y écrit que, *"ravivé par l'assassinat odieux de Mireille Knoll, le souvenir de ce jeune Français tombé sous les coups du fanatisme le plus sombre est encore vif"*. Et de poursuivre : *"Je suis déterminé à lutter contre les agressions à l'égard de nos concitoyens juifs en raison de leur confession", dénonçant "des idéologies infâmes qui conduisent à haïr l'autre"*.

Le député des Français de l'étranger (groupe UDI, Agir et Indépendants) avait écrit au président de la République afin que celui-ci reconnaisse publiquement la nature antisémite du meurtre, dont la circonstance aggravante n'avait jamais été officiellement établie. Le 19 novembre 2003, celui qui se faisait appeler "DJ LamC" avait été poignardé à mort par un voisin et ami d'enfance, Adel Amastaibou, auquel a été diagnostiquée une schizophrénie délirante paranoïde.

"Un acte délirant"

Le jeune homme de 23 ans avait été retrouvé mort dans le parking de son immeuble, dans le Xème arrondissement de Paris. Comble de l'horreur, Adel Amastaibou s'était ensuite rendu au domicile de la mère de Sébastien Selam et avait déclaré : *"J'ai tué un Juif ! J'irai au paradis"*. Le soir même, selon le procès verbal que le média i24news a pu consulter, son assassin présumé affirme à la police : *"Je suis content s'il est mort cet enclulé, ce bâtard, s'il est mort, je suis trop content, ce putain de juif, sale juif"*. En 2002, l'inculpé avait déjà été condamné pour injure antisémite à l'encontre d'un rabbin.

Dès le lendemain des faits, Adel Amastaibou est mis en examen mais intègre une structure psychiatrique. C'est finalement la folie qui sera retenue, au détriment de la circonstance de l'antisémitisme. Une ordonnance de non-lieu est rendue en août 2006, évitant ainsi le procès en assises. Le Dr Daniel Zagury évoque alors non pas *"un acte antisémite mais un acte délirant"*, considérant que *"son discernement au moment des faits doit être considéré comme aboli"* et ajoutant que *"les délires à dominante mystico-religieuse sont les plus grands pourvoyeurs des passages à l'acte psychotique"*. En 2010, devant la chambre d'instruction de la cour d'appel, l'irresponsabilité pénale est à nouveau confirmée.

L'absence de procès a contribué à alimenter une longue période de flou, également expliquée par l'apparition toute récente, à l'époque, de la circonstance aggravante de l'antisémitisme dans le code pénal français. Devant la montée du racisme et de l'antisémitisme, c'est en effet justement début 2003, en février, qu'un premier article de loi prévoit la circonstance aggravante d'une infraction *"à raison de l'appartenance ou de la non-appartenance, vraie ou supposée, de la victime à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée"*. Il sera suivi, le 9 décembre 2003, par la création d'un comité interministériel de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, justifié par *"l'accroissement des infractions à caractère raciste ou antisémite dans notre pays ces dernières années"*, puis complété par la loi du 9 mars 2004, portant sur *"l'adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité"*.

SOULAGEMENT ET PERPLEXITÉ SUR LA RECONNAISSANCE D'UN MOBILE ANTISÉMITTE

PAR AFP

LE POINT (30/05/2018)

Le meurtre en 2003 du DJ Sébastien Selam par un voisin schizophrène était-il un crime antisémite ? Emmanuel Macron vient de l'affirmer, un geste salué par les institutions juives mais qui laisse perplexes les syndicats de magistrats.

Dans un courrier adressé le 22 mai au député UDI Meyer Habib, qui l'a publié dimanche dernier, le chef de l'Etat a rendu hommage à ce "jeune Français tombé sous les coups du fanatisme le plus sombre". Connu sous le nom "DJ Lam.C", il avait été tué à coups de couteau le 19 novembre 2003 à Paris par un voisin et ami d'enfance, qui a été jugé irresponsable pénalement.

"Soyez assuré que sa mémoire perdure au sein de notre communauté nationale, profondément affectée par les crimes à caractère antisémite tels que celui de Sébastien Selam", a répondu Emmanuel Macron au parlementaire, qui lui demandait de "rendre justice" au jeune homme.

Si le président, garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire aux termes de la Constitution, souligne qu'il ne lui "appartient pas de (se) prononcer sur une décision de justice", il réaffirme qu'il se tiendra "toujours aux côtés de celles et ceux qui sont visés par la violence antisémite".

L'affaire Mireille Knoll, cette octogénaire tuée en mars dans son appartement parisien, a réveillé le souvenir du meurtre de Sébastien Selam. La chaîne basée en Israël i24 News lui a consacré une enquête début avril.

L'auteur des faits, Adel Asmataibou, atteint d'une schizophrénie délirante paranoïde, avait sauvagement poignardé son voisin, dans les sous-sols de leur immeuble du Xe arrondissement. Contrôlé positif au cannabis, il s'était dit "ensorcelé" et "content" de la mort de "ce putain de juif".

En janvier 2010, la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris l'avait jugé irresponsable pénalement, écartant toute perspective d'un procès. La famille avait toutefois obtenu en 2014 une réparation de la part de l'établissement psychiatrique qui avait levé l'hospitalisation d'office en septembre 2002 d'Adel Asmataibou.

Dans ce contexte, quinze ans après les faits, quelle peut être la signification de la reconnaissance au plus haut niveau de l'Etat d'un mobile antisémite ? "On est vraiment ici dans la politique", estime auprès de l'AFP la présidente de l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire), Virginie Duval, évoquant une "affaire terminée qui remonte à une époque où la qualification d'antisémitisme", introduite dans la loi en 2003 et 2004, "n'existait pas".

"Reconnaissance morale"

Mais l'USM est "moins choquée" par le courrier d'Emmanuel Macron que "par ses propos devant le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) quand, dans l'affaire (Sarah) Halimi, il avait jugé incompréhensible que le caractère antisémite ait mis tant de temps à être reconnu".

Lors du dîner du Crif en mars, le président s'était ému de "situations inadmissibles pour la mémoire de Mme Halimi et pour sa famille, parce que nous avons pris des mois et des mois à caractériser ce qui était une évidence pour ceux-là même qui avaient constaté le crime". En l'occurrence le mobile antisémite, retenu par la juge d'instruction près d'un an après le meurtre en avril 2017 de cette femme de 65 ans défenestrée par un voisin aux cris d'"Allah Akbar".

Concernant le meurtre du DJ, "si la personne a été déclarée totalement irresponsable, la question de la qualification des faits n'a pas un sens énorme", abonde la présidente du Syndicat de la magistrature (SM, gauche), Katia Dubreuil.

Le président du Crif, Francis Kalifat, se réjouit pour sa part du courrier présidentiel, dans lequel il voit une "reconnaissance morale" qui apporte une "consolation à la famille" du jeune DJ.

"Il était important pour nous de voir reconnaître qu'il y avait bien non pas 11 mais 12 juifs" morts en France "parce que juifs" depuis 2003, indique le responsable communautaire.

Source : Le Point

6. PROCÈS DE L'AGRESSION DE CRÉTEIL

Agression antisémite de Créteil : « Ils nous ont salis » Par Éric Pelletier Le Parisien (25/06/2018)	81
Agression antisémite à Créteil en 2014 : "Ils ont passé 56 minutes à me tabasser" Par Europe 1 et AFP Europe 1 (28/06/2018)	83
Agression antisémite à Créteil : des peines de prison ferme de huit à seize ans Par Pascale Robert-Diard Le Monde (06/07/2018)	84

AGRESSION ANTISÉMITTE DE CRÉTEIL : « ILS NOUS ONT SALIS »

PAR ÉRIC PELLETIER

LE PARISIEN (25/06/2018)

Le 1er décembre 2014 à Créteil (Val-de-Marne), Jonathan était agressé au domicile de ses parents. Son amie était violée. Alors que le procès s'ouvre ce mardi, il témoigne de la haine des agresseurs envers « les juifs ».

Cinq hommes, âgés de 21 à 26 ans, sont jugés jusqu'au 6 juillet pour une agression ultra-violente sur fond d'antisémitisme qui avait choqué le pays le 1er décembre 2014 à Créteil (Val-de-Marne). Ce jour-là, trois individus pénètrent au domicile des parents de Jonathan, âgé de 21 ans. Ils cambriolent l'appartement et violent la compagne du jeune homme, âgée de 19 ans.

« Cette affaire a détruit nos vies », souligne Jonathan à la veille du procès, dans un témoignage au Parisien - Aujourd'hui en France.

« Je vais enfin pouvoir les voir sans cagoule. Et mettre un visage sur des noms lus dans un dossier judiciaire. À presque 22 ans, j'avais quitté la gendarmerie, en Normandie, un mois et demi plus tôt pour chercher du travail dans le privé. Je me trouvais au domicile de mes parents qui nous avaient proposés, à mon amie et à moi-même, de venir nous installer un temps chez eux, à Créteil. Je m'en suis voulu d'avoir emmené ma compagne en région parisienne.

L'agression a lieu en pleine journée. Ils sont trois dans la maison. Mais je reste calme, me disant que tant qu'ils ne nous touchent pas tout ira bien. Très rapidement, je comprends qu'ils n'en veulent pas seulement aux ordinateurs et autres tablettes. Ils sont là pour humilier, pour violenter, pour séquestrer. Ils nous demandent si nous sommes juifs. Je leur confirme, en précisant que je ne suis pas pratiquant. Quant à ma compagne, elle n'est pas juive. Mais cela ne les arrête pas. L'un d'eux prévient : On sait que ton père sort avec le rond (NDLR : la kippa) sur la tête. Ils l'ont sans doute repéré lorsqu'il va prier à la synagogue à 200 m de chez lui.

Les références à la judéité reviennent régulièrement. Je pense qu'ils ont repéré la mezouzah (NDLR : un objet du culte juif fixé au chambranle) sur la porte. Ils s'en sont pris à la seule famille juive de l'immeuble, en tout cas, la seule identifiable comme telle. On sait que les juifs, ça met pas l'argent à la banque. Où est l'argent ? hurlent-ils. À un moment, l'un d'eux m'enfoncé un flingue dans la bouche, au point de me desceller une dent. Croyez-moi, le goût de métal du canon ne trompe pas : ce n'était pas une arme factice.

Ils conduisent mon amie dans une chambre. L'un d'eux me demande : Elle t'a déjà trompé ? Parce que mon pote, il a grave faim... Je ne sais pas ce qui se passe dans cette chambre. L'un des agresseurs insiste : Si tu ne nous donnes pas le bon code de carte bancaire, on s'occupe de ta copine. Pendant tout ce temps, je suis attaché avec du scotch sur la bouche, sur les oreilles, pieds et mains liées. J'entends mal, ne vois pas grand-chose. À un moment, je suis allongé, à plat ventre lorsque je sens des chocs dans mon dos. Je comprends que l'un d'eux s'amuse à lâcher des couteaux sur moi de toute sa hauteur. Des couteaux en argent, lourds mais heureusement peu pointus.

Ils frappent le chien sans raison, arrachent les cadres, renversent les signes religieux, retournent le canapé, cassent le lit de mes parents. Le temps passe très très lentement. L'enquête a montré que les agresseurs sont restés environ 2h30, mais j'ai alors l'impression que cela dure la journée entière. Je n'entends que leurs voix, ils parlent français et un peu arabe, sont à la fois organisés et désorganisés. Mais L'un d'eux explique à son copain comment utiliser une arme... J'entends une voix : On les bute ?

J'entends finalement un claquement de porte. Les conversations cessent. Je tire sur mes liens et réussis à détacher mes jambes. Je marche à l'aveugle, m'enfonçant du verre dans le pied. Je cherche ma copine dans toutes les pièces. Elle est là, attachée sur un lit. Je lui dis : Ça va ? Elle ne répond pas. Elle pleure. Je vais jusqu'à la cuisine pour trouver des ciseaux. De retour sur le lit, on s'entraide, on réussit à détacher mutuellement nos liens. Je répète : Ça va ? Elle sanglote toujours. Son tee-shirt est relevé. Je ne réalise pas immédiatement ce qu'elle vient d'endurer. Les semaines suivantes, elle pleure sans cesse, se renferme, incapable de sortir.

Nous avons été salis. Cette affaire a détruit nos vies, faisant d'énormes dégâts personnels et professionnels. Mon amie et moi avons fini par nous séparer. Je ne peux pas affirmer que c'est la conséquence directe de ce qui s'est passé dans cet appartement. Impossible, en effet, de prévoir le futur d'un couple. Mais les tensions sont devenues fréquentes. Quant à mes parents, ils ont été traumatisés.

Le préjudice matériel est important. Des tablettes, des téléphones portables, et surtout des bijoux de famille transmis de génération en génération. Mais l'essentiel n'est pas là. Les images reviennent très souvent au moindre bruit, au moindre claquement de porte. Parfois, je me réveille au milieu de la nuit. Si je témoigne c'est pour que les gens réalisent que cela se passe en France, à côté de chez eux. On vole les biens d'un juif parce qu'il est juif. Jamais je ne me résoudrai à une telle situation. »

Source : Le Parisien

AGRESSION ANTISÉMITE À CRÉTEIL EN 2014 : "ILS ONT PASSÉ 56 MINUTES À ME TABASSER"

PAR EUROPE 1 ET AFP

EUROPE 1 (28/06/2018)

Trois semaines avant une double agression à Créteil en 2014, deux personnes sont suspectées d'avoir roué de coups un homme de confession juive.

Il avait été "roué de coups" par deux des hommes jugés aux assises pour un violent cambriolage chez un homme juif et sa compagne à Créteil en 2014 : un septuagénaire, également de confession juive, a raconté son agression devant la cour jeudi.

Cinq hommes - l'un est en fuite - sont jugés pour avoir violemment agressé dans leur appartement Jonathan, un jeune homme juif, et sa compagne, qui sera violée par l'un d'eux. Deux des accusés présents dans le box sont en même temps jugés pour l'agression de Simon, trois semaines avant celle du couple.

Un premier plan avorté. Les faits se déroulent le 10 novembre 2014. Vers 9 heures du matin, les deux accusés, 18 et 19 ans, se rendent au domicile des parents de Jonathan, chez qui ce dernier habite avec sa compagne. La mission d'un des deux suspects : sonner, et "demander du sucre" pour voir qui est à l'intérieur. Jonathan et sa compagne dorment dans la chambre, les parents sont sortis. C'est Samuel, le petit frère de Jonathan, qui ouvre la porte.

Problème, le suspect le reconnaît. Ils ont le même âge, et, dira-t-il aux enquêteurs, ils jouaient au foot ensemble petits. Le plan est avorté. Simon, 70 ans au moment des faits, est le "plan B". Il habite un immeuble voisin, et sera choisi parce que "lui et son fils étaient bien vêtus".

Une victime devenue "angoissée". Le suspect sonne, demande du sucre au "petit vieux", seul à son domicile. Quand il revient de la cuisine, celui-ci est poussé au sol par trois hommes. "Je suis tombé par terre, j'ai reçu des coups de pieds, des coups de poing", raconte-t-il. La voix de ce vieil homme, à qui le président proposera à plusieurs reprises de s'asseoir, s'enraye, s'entre coupe de sanglots. "J'ai crié le nom de mon fils. Ils ont passé 56 minutes à me tabasser. Puis d'un seul coup il y en a un qui a dit 'on s'en va'".

Les accusés expliqueront avoir renoncé à cause des cris. Simon, originaire de Casablanca, au Maroc, ne sera pas sérieusement blessé physiquement mais est depuis devenu "angoissé". "Je fais des cauchemars tous les soirs. J'ai quitté Créteil. Je ne vais plus à la synagogue", dira-t-il plusieurs fois devant la cour.

Source : Europe 1

AGRESSION ANTISÉMITE À CRÉTEIL : DES PEINES DE PRISON FERME DE HUIT À SEIZE ANS

PAR PASCALE ROBERT-DIARD

LE MONDE (06/07/2018)

Des peines de huit à seize ans de prison ont été prononcées vendredi 6 juillet contre Houssame Hatri – en fuite –, Ladjé Haidara et Abdou Salam Koita, poursuivis pour séquestration, extorsion, violences aggravées, association de malfaiteurs et viol pour l'un d'entre eux. Elle a également condamné leurs deux complices à des peines de cinq et six ans de prison. La cour d'assises du Val-de-Marne à Créteil a reconnu la circonstance aggravante d'antisémitisme dans le choix de leurs victimes lors de l'agression de Jonathan B. et Laurine C. Elle a déclaré Ladjé Haidara coupable de viol.

L'avocate générale Christine Laï avait requis la veille des peines de huit à vingt ans, en qualifiant les agresseurs de « *loups* » qui évoluaient dans ce quartier, où habite une grande partie de la communauté juive de Créteil. Pour l'accusation, il ne faisait aucun doute que les agresseurs avaient choisi leurs victimes en raison de leur religion.

Le 1er décembre 2014 à midi, Jonathan et Laurine, âgés de 21 et 20 ans, étaient seuls dans l'appartement des parents de Jonathan quand on avait sonné à la porte. Jonathan était aux toilettes, Laurine avait ouvert. Trois hommes cagoulés et armés, qui avaient mené des repérages avant, sont entrés, les ont ligotés et séparés. L'un a placé un canon dans la bouche de Jonathan pour qu'il avoue « *où est l'argent* » en lui criant : « *On sait que ton père est juif, il sort avec un rond sur la tête et il a une Mercedes noire.* » Les propos antisémites avaient été tenus par un seul d'entre eux, Houssame Hatri, contre lequel la plus lourde peine a été prononcée. « *C'est pour mes frères en Palestine* », avait-il dit en jouant à faire tomber des couteaux sur Jonathan, ligoté au sol, face contre terre, avant de détruire tous les symboles juifs accrochés dans l'appartement.

« Ils ne sont pas antisémites, ils sont ignorants »

Ils avaient exigé que leurs victimes leur donnent leur numéro de carte bancaire – « *si jamais c'est pas le bon, on vous bute* », en ricanant de la terreur qu'ils leur inspiraient. « *Ça te dirait que ta copine suce une bite de Black ? Parce que mon pote, il a grave faim.* » Jonathan, la tête plaquée contre le sol dans le salon, avait entendu la voix de Laurine dans la chambre qui disait « *non* ». Resté seul avec elle, l'un des hommes avait soulevé son tee-shirt et l'avait pénétrée avec un doigt.

« *Dire que "les juifs, ça a de l'argent", c'est un préjugé, mais ce n'est pas pénal. Il faut le combattre en allant dans les écoles. Mais le préjugé racial, cette imbécillité humaine, devient un préjugé agissant quand on s'en sert pour cibler ses victimes* », avait observé l'avocate générale. En écho, l'avocate de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (Licra), partie civile au procès, Dorothée Bisaccia-Bernstein, avait noté à l'adresse de la cour et des jurés : « *On ne vous demande pas de dire que les accusés sont antisémites. La seule question qui vous est posée est : leurs victimes ont-elles été visées parce que juives ?* »

« *Ils ne sont pas antisémites, ils sont ignorants. Ils baignent dans une ignorance crasse* », avait répondu Me Marie Dosé, en défense de l'un des agresseurs, en dénonçant « *une qualification antisémite décidée au niveau ministériel* » moins de quarante-huit heures après les faits, et la « *médiatisation outrancière* » qui s'était ensuivie.

« La France, c'est pas ça »

A la barre de la cour d'assises, Jonathan B. et Laurine C. avaient raconté cette agression d'une heure et demie qui a fait basculer leur vie. « *Vous avez beau être solide, formé, ça explose tout autour*, avait dit Jonathan. *La vie sentimentale, la vie professionnelle. Vous ne vous sentez plus en sécurité, jamais. Après ça, j'ai perdu mon emploi. J'ai vu des psys, je fais toujours des cauchemars. C'est ça que je voudrais faire comprendre aux accusés. Ils agressent des gens qui ont le même âge qu'eux et ils ruinent leur vie. On a déménagé dans un lieu qu'on n'avait pas choisi, une résidence ultra sécurisée avec des caméras et des alarmes.* » La jeune femme, toujours très fragile, avait demandé à être entendue à huis clos.

Depuis, le couple s'est séparé. « *On ne savait pas trop comment se parler, en fait. Un mot faisait soudain tout revivre*, avait confié Jonathan. *Pour Laurine, je me dis que c'est de ma faute, c'est moi qui lui ai fait quitter sa ville de Normandie.* » La jeune femme est retournée vivre dans sa région natale, où elle travaille comme femme de chambre. Jonathan est aujourd'hui chauffeur de VTC (véhicule de transport avec chauffeur).

Il avait dit encore :

« *Des cambriolages, j'en ai fait des centaines en tant que gendarme, j'en avais jamais vu des comme ça. C'est là que j'ai compris que c'était pas un simple cambriolage. C'est encore plus dur de réaliser que vous avez été agressé parce que vous êtes juif. La France, c'est pas ça.* »

Les accusés ont tous nié le caractère antisémite de leurs actes. Mais, alors que l'un d'eux était interrogé sur les multiples incidents qui émaillent depuis quatre ans sa détention, il avait répondu : « *La directrice de la prison est juive, elle me saque à cause de cette affaire.* » « *Comment le savez-vous ?* », lui avait demandé l'avocate de la Licra. « *Je le reconnais à ses yeux* », lui avait-il répondu.

Source : Le Monde

7. L'ANTISÉMITISME DANS LES UNIVERSITÉS FRANÇAISES

L'antisémitisme dans les universités françaises Par Sacha Ghozlan, président de l'UEJF	88
Quand l'antisémitisme surgit à bas bruit en faculté de médecine Par la rédaction L'Obs (05/11/2018)	90

L'ANTISÉMITISME DANS LES UNIVERSITÉS FRANÇAISES

PAR SACHA GHOZLAN, PRÉSIDENT DE L'UEJF

Défendre l'Université française c'est défendre sa portée universaliste.

Mais c'est aussi s'engager à garantir pour chaque étudiant la sécurité indispensable au déroulement de ses études.

L'espace universitaire est conçu pour que chacun puisse être accepté pour ce qu'il est, y trouver un lieu d'émancipation intellectuelle, une ouverture sur le monde et la société, un lieu de recherche où la pensée n'est pas confisquée par quelques-uns.

Cette année a été marquée par des bouleversements dans les Universités. A commencer par des basculements idéologiques dans les grands syndicats.

Ainsi, nous avons vu ces derniers mois de grands syndicats étudiants adopter la méthode des réunions en non mixité raciale et utiliser un vocabulaire opposant les « dominants » aux « racisés » selon la couleur de peau, le sexe ou l'orientation sexuelle. Des professeurs d'Universités conceptualisent et défendent de telles pratiques auprès de leurs étudiants.

Pendant les blocages du printemps 2018, ces réunions en non mixité raciale se sont multipliées, à l'Université de Nanterre, de Nantes, de Saint-Denis, à Tolbiac ou à Sciences Po Paris. Lorsque l'on interdit l'accès à une réunion à des étudiants en raison de leur couleur de peau, sexe ou orientation sexuelle, cela s'appelle une pratique discriminatoire. Quand cette discrimination a lieu dans un service public destiné à la connaissance, cela s'appelle une circonstance aggravante. Il y a dans ces conférences restreintes une recherche de pureté, dont nous savons malheureusement, à travers l'histoire, les menaces qu'elles charrient. Et au-delà de ces questions, cette pratique induit une répartition figée des rôles de victimes et de bourreaux. Ce découpage manichéen désigne l'autre, celui qui n'est pas la, à la place du bourreau absolu et génère ainsi de l'exclusion et de la haine. Dans de nombreux cas, cette haine au delà de l'objet premier, associe presque systématiquement les Juifs ou Israël et sert de paravent plus présentable pour des antisémites qui souhaitent avancer à visage masqué.

La légitimation des réunions en non-mixité raciale a atteint son paroxysme avec la nomination d'une députée de La France Insoumise, Danièle Obono en décembre 2018 à l'UFR de Sciences Politiques de la Sorbonne. Cette dernière qui avait soutenu Dieudonné le 11 janvier 2015, est une proche du parti des Indigènes de la République et défend le principe des réunions en non mixité raciale. Il y a donc là plusieurs éléments indiquant un basculement idéologique grave et une légitimation de ce type de discours dans l'enceinte des Universités dans certaines hautes instances.

En mars 2018, quelques heures avant que les Français ne se rassemblent dans plus d'une dizaine de grandes villes pour rendre hommage à Mireille Knoll, le local de l'UEJF était saccagé à Tolbiac. Notre mobilier détruit, nos murs marqués à la peinture « Mort à Israël », « Local sioniste raciste ».

Depuis ce saccage particulièrement violent, à l'Université de Grenoble, le président de l'Université Patrick Levy a été visé nommément par des tags antisémites « Levy, ça gaze » ? Tandis qu'à HEC, des croix gammées et le mot « Juden » étaient tagués, et à Assas, ces mêmes croix gammées étaient marquées au briquet et au feutre, avec des sigles SS.

Dans ces trois cas, les réactions immédiates des dirigeants de HEC, de l'Université de Grenoble et de l'Université d'Assas ont été de ne pas utiliser le terme « antisémitisme » pour qualifier ces dégradations.

Les auteurs de tels actes ne sont pas identifiés et donc jamais sanctionnés. Un sentiment d'impunité demeure et c'est certainement l'une des raisons pour laquelle de tels actes se multiplient.

Quelques semaines plus tard, une étudiante de la faculté de médecine de Bobigny lançait l'alerte d'un climat d'antisémitisme dans son Université : harcèlement, propos antisémites, saluts nazis, déguisements antisémites se sont déroulés sur plusieurs semaines. L'UEJF et le SPCJ ont accompagné cette étudiante dans ses démarches judiciaires. Mais double faillite de la communauté universitaire et de l'institution judiciaire : cette étudiante a dû changer d'Université une fois son dépôt de plainte effectué, et sa plainte a été classée sans suite par le Parquet de Bobigny. Le conseil de discipline de l'Université a finalement décidé de relaxer sept étudiants et de n'en condamner qu'un seul à deux mois d'exclusion de l'Université. Et il s'agit de futurs médecins.

Nous devons entendre ce cri d'alerte. Lorsque des étudiants juifs sont menacés ou harcelés parce qu'ils sont juifs, c'est l'ensemble de la communauté universitaire, de la communauté nationale qui devrait se mobiliser. L'Université n'est plus un rempart à la haine, elle doit le redevenir.

Entre certains syndicats étudiants qui font mine de ne pas voir de la haine des Juifs quand un local d'étudiants juifs est saccagé, et ceux qui ne veulent pas utiliser le mot antisémitisme quand la bête immonde est face à eux, nous sommes inquiets.

Enfin, nous observons depuis plusieurs années une crispation autour de la laïcité. Ce bouclier, mode d'emploi du vivre-ensemble est de plus en plus utilisé comme un glaive dirigé contre les minorités. Combien d'étudiants ont eu des difficultés pour s'absenter les jours de fête religieuse prévues par la directive de 2004 et renouvelée chaque année au bulletin officiel de l'Education Nationale ? Cette directive prévoit des tolérances pour des absences pour des jours bien particuliers dans le calendrier, pour les Juifs, les Musulmans ou les Chrétiens pratiquants. Mais elle est mal comprise, mal respectée et souvent interprétée pour empêcher les étudiants d'y faire appel.

Cet antisémitisme trouve un relais de plus en plus important dans les Universités, et se répand insidieusement. L'antisémitisme n'est jamais un fait divers, mais il doit nous alerter.

Si nous voulons que cela cesse, nous devons agir. C'est ce que les militants de l'Union des Etudiants Juifs de France font au quotidien.

Source : UEJF

QUAND L'ANTISÉMITISME SURGIT À BAS BRUIT EN FACULTÉ DE MÉDECINE

PAR LA RÉDACTION

L'OBS (05/11/2018)

Inscriptions antisémites, injures et harcèlement... Le nombre d'actes antisémites a bondi de 69% en 2018 ! Trois enseignantes questionnent : nos sociétés démocratiques peuvent-elles parvenir à sortir de l'antisémitisme grâce à la force et la valeur de leurs propres principes fondateurs ?

Céline Masson, référent racisme et antisémitisme, coresponsable du réseau de recherche sur le racisme et l'antisémitisme (RRA), professeure des universités, centre d'Histoire des Sociétés, des Sciences et de Conflits, Université de Picardie Jules-Verne.

Isabelle de Mecquenem, référent racisme et antisémitisme, coresponsable du réseau de recherche sur le racisme et l'antisémitisme, professeure agrégée en ESPE, Université de Reims-Champagne-Ardenne

Martine Benoit, professeure des universités, université de Lille, directrice de la Maison européenne des Sciences de l'Homme et de la Société.

Depuis plusieurs semaines, des incidents provoquent stupeur et consternation. Inscriptions antisémites visant le doyen par intérim de la faculté de médecine de Créteil, harcèlement subi par une étudiante d'origine juive en deuxième année de médecine à la faculté de médecine de l'Université de Paris 13. L'étudiante dénonce des "blagues" sur la Shoah, des saluts hitlériens, des "jeux" qui consistent à lancer des kippas et à les piétiner. Ces événements ont eu lieu pendant des week-ends d'intégration. Dans une autre université, c'est une interne en médecine qui diffuse des messages racistes, antisémites et négationnistes sur son compte Twitter.

Si les faits relatés troublent profondément, c'est non seulement parce qu'ils semblent moralement insupportables, mais aussi parce que leur contexte universitaire les rend de prime abord improbables et illisibles sauf à les réduire à d'autres phénomènes : humour potache à la dérive, variante de harcèlement moral, forme larvée de bizutage.

Une terreur ciblée

Rappelons que le droit qui régit nos sociétés démocratiques a une fonction symbolique et anthropologique et qu'il est fondamental que nos établissements d'enseignement supérieur réaffirment ces limites et la conscience des interdits. Ces actes participent d'une transgression que la loi du 17 juin 1998, actualisée par celle du 27 janvier 2017 relative au bizutage (1), prescrit formellement. Or, les faits à Paris 13 relèvent d'une forme de terreur ciblée d'autant plus inquiétante, qu'elle participe d'une violence ritualisée et de l'esprit même d'une future corporation dont l'éthique hippocratique relève de principes déontologiques où l'humain dans sa vulnérabilité et sa dignité est au centre des préoccupations, quelles que soient les origines.

Les étudiants impliqués, qui sont les soignants de demain, ont vraisemblablement inventé un bizutage d'un autre type à l'heure où la sexualité n'est plus le tabou majeur : là où la mort était tournée en dérision, c'est la figure du juif et ce qui lui est associé (la Shoah) qui est dénigrée et objet de railleries. Ainsi assiste-t-on à ce que l'on pourrait nommer une "Shoah party" dans un registre de dérision et de transgression mêlées dont la chanson de Dieudonné "Shoananas" est un exemple paradigmatique. L'humour, mécanisme de défense bien connu, semble autoriser

l'expression de haine, surtout si celle-ci prend naissance dans un groupe qui suspend la responsabilité individuelle.

Ces événements récents convoquent un précédent, un épisode passé relativement inaperçu dans le milieu universitaire. Une pièce sur "le rôle de vos enfants dans la reprise économique mondiale" voulait en effet dégriser les esprits sur les ravages de la "finance folle" à travers des personnages volontairement caricaturaux, et si la figure emblématique du "banquier juif" y a pris spontanément place, c'est en tant que personnification du capitalisme financier mondial. Dans cette logique de critique radicale et d'humour à finalité militante, le message de la pièce a propulsé ipso facto ses propagandistes dans le camp du Bien, et le public solidaire ne pouvait être soupçonné de la moindre complaisance pour des stéréotypes lourdement connotés.

Dans ce qui est devenu "l'affaire de l'Université de la Rochelle" en 2013 et 2014, il faut rappeler que la protestation de Michel Goldberg qui, le premier a donné l'alerte sur le caractère antisémite de la pièce, a d'abord été inaudible. Le monde universitaire local est resté apathique et bienveillant à l'égard d'un spectacle qui exacerbait le mythe du complot juif et les pires clichés à propos de plusieurs minorités. Il a fallu une lettre de la ministre de l'Enseignement supérieur et d'autres prises de position fermes de députés et du maire de La Rochelle pour que cesse le soutien bruyant de certaines élites culturelles rochelaises aux auteurs de cette pièce de théâtre antisémite.

Un imaginaire antijuif

Cet épisode est resté sous-estimé dans sa gravité, alors qu'il réactive un imaginaire antijuif dans des milieux supposés éduqués. Faut-il alors l'inscrire dans la lancinante séquence de crimes antisémites survenus en France entre 2012 et 2017 pour l'évaluer à sa juste portée et nous ouvrir les yeux sur la virulence d'un antisémitisme dans une culture démocratique ?

Belle lueur d'espoir et de lucidité intervenue au printemps 2018 : un étudiant ayant participé à la pièce de théâtre s'est rapproché de Michel Goldberg pour lui adresser une lettre d'excuse (2). Cet étudiant, Pascal Clerget, pointe aussi sévèrement la responsabilité des adultes dans ce qu'il appelle une "abomination" : le metteur en scène qui a attisé un discours de haine sous couvert de liberté artistique, mais aussi ceux qui, selon ses propres termes, ont alors fait preuve de "démission". Ce témoignage remarquable semble ainsi faire écho à la responsabilité du monde dont Hannah Arendt a fait l'essence de l'éducation, les adultes y renonçant disant à la nouvelle génération : "Nous sommes innocents, nous nous lavons les mains de votre sort." (3)

Ces incidents qui affleurent doivent pouvoir être appréhendés dans toute leur complexité et pour cela il faut d'abord pouvoir les interpréter. En effet, on ne peut se contenter d'une condamnation morale et de rappels à la loi sur un ton menaçant ou solennel. La question de la transmission – sous tous ses angles : scolaire, civique, social – doit ainsi être soulevée, mais aussi celle plus globale de la construction des sujets à l'ère de la fascination médiatique. Sans oublier les réseaux sociaux qui délivrent des informations sans filtre et sans relief historique.

Rompre le lien de cendres

Ces événements du "petit monde" universitaire, une fois reliés entre eux, traduisent-ils un rejet du devoir de mémoire à l'unisson d'une société très commémorative mais incapable d'affronter ses fractures du présent et de définir un horizon collectivement désirable ? Signent-ils la "démission" de leurs enseignants ou encore l'absence de conscience historique d'individus apparemment éduqués, rejetant le fardeau des souffrances léguées par l'Histoire ? Un ultime défi adolescent lancé au sérieux du monde adulte en cherchant à rompre le lien de cendres avec la

Seconde Guerre mondiale qui représente la morbidité et la "vallée de larmes" dont les générations nouvelles veulent se délester ?

Toutes ces questions vertigineuses nous conduisent à nous méfier plus que jamais du mot de "banalisation" utilisé à propos de ces événements. Ces derniers sont le symptôme d'une crise de la culture juvénile, dépouillée de l'intensité de l'Histoire et désormais sans régulation de l'institution universitaire : rappelons le mot de Pascal Clerget : "démission" des adultes de la formation morale et politique.

Des débats savants interrogent la persistance et les nouvelles formes de l'antisémitisme mondial. Nous souhaitons plutôt soulever une question ultime et peut-être taboue : nos sociétés démocratiques peuvent-elles parvenir à sortir de l'antisémitisme grâce à la force et la valeur de leurs propres principes fondateurs ?

Tous les plans de lutte et de prévention risquent de rester vains si nous ne nous montrons pas capables de répondre préalablement à cette question, et si nous peinons à y répondre.

Source : Le Point

(1) La Loi du 17 juin 1998 art. 14 stipule que "(...) le fait pour une personne d'amener autrui, contre son gré ou non, à subir ou à commettre des actes humiliants ou dégradants lors de manifestations ou de réunions liées aux milieux scolaire et socio-éducatif est puni de six mois d'emprisonnement et de 50.000 F d'amende" et la loi du 27 janvier 2017 énonce que : "Constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes parce qu'elles ont subi ou refusé de subir des faits de bizutage définis à l'article 225-16-1 ou témoigné de tels faits".

(2) Cette lettre a été publiée dans "Le Droit de vivre", n° 673, juillet 2018, p.46.

(3) "La crise de la culture", "Huit exercices de pensée politique", traduit de l'anglais par Patrick Lévy, Paris, Gallimard, col. "Folio essais", 1972.

8. ILS EN PARLENT...

Les chiffres de l'enquête de la FRA sur l'antisémitisme commentés par Francis Kalifat Par Francis Kalifat Le CRIF (13/12/2018)	97
Quand antisémitisme et racisme s'infiltrèrent chez les "gilets jaunes" Par Marc Knobel L'Obs (07/01/2019)	99
Nouveau terrain d'influence de la nébuleuse complotiste et antisémite Par Lucie Soullier Le Monde (19/01/2019)	103
L'antisémitisme, "clignotant" d'un système "en faillite" par la Rabbin Delphine Horvilleur Par AFP La Croix (20/01/2019)	106
Pourquoi l'antisémitisme explose en France ? Par Nicolas Bove, entretien avec Jean-Yves Camus Les Inroks (11/11/2018)	108
En France, les différents visages d'une haine insidieuse et banalisée Par Louise Couvelaire Le Monde (12/02/2019)	113
Le prix Ilan Halimi	119

LES CHIFFRES DE L'ENQUÊTE DE LA FRA SUR L'ANTISÉMITISME COMMENTÉS PAR FRANCIS KALIFAT

PAR FRANCIS KALIFAT

LE CRIF (13/12/2018)

L'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) a mené une enquête sur l'antisémitisme auprès de la communauté juive européenne. Avec plus de 16 000 personnes interrogées, il s'agit de la plus grande enquête jamais réalisée sur le sujet. Francis Kalifat, Président du Crif, commente les chiffres-clés de cette enquête.

L'antisémitisme dans l'union européenne

ENQUÊTE

Francis Kalifat, Président du Crif, commente les chiffres-clés de l'enquête de la FRA :

34% évitent de se rendre à des événements ou des sites juifs parce qu'ils ne se sentent pas en sécurité.

Les sentiments de peur et d'insécurité ressentis par 34% des Juifs européens veulent dire une chose très claire : l'antisémitisme est de plus en plus violent, il fait donc de plus en plus peur. Il est passé de l'insulte et du graffiti à la violence physique. Il n'est pas acceptable qu'une large partie de la communauté juive européenne vive dans la peur.

En France, les forces de sécurité sont extrêmement mobilisées pour protéger la communauté juive. Nous avons connu deux phases de protection : une première phase statique avec une visibilité directe de la protection policière et militaire devant les lieux juifs. Puis, une deuxième phase dynamique avec des déplacements des brigades spécialisées. Ce deuxième type de protection est peut-être moins dissuasif. Cependant, la mise en place de la force Sentinelle répond en partie à l'inquiétude des Français juifs.

28% des répondants ont été harcelés au moins une fois au cours de la dernière année.

Ce chiffre est très inquiétant et confirme l'enracinement et la banalisation de l'antisémitisme en Europe. Ce pourcentage prouve aussi l'échec des plans de lutte mis en place jusque là.

80% des sondés ne signalent pas les incidents graves à la police ni à aucun autre organisme, parce qu'ils pensent que cela ne changerait rien..

Ce chiffre indique avant tout que les chiffres sur l'antisémitisme communiqués par les pouvoirs publics doivent être nuancés puisqu'ils se basent sur les faits dénoncés. Si 80% des Juifs européens ne déclarent pas les faits d'antisémitisme dont ils sont victimes, cela veut dire que nous n'avons qu'une connaissance minimale de l'état de la haine antisémite.

Il y a deux raisons pour lesquelles la communauté juive ne signale pas les menaces ou agressions antisémites : l'impression que cela ne sert à rien et le sentiment d'impunité, et la relativisation vis-à-vis des actes antisémites les plus graves commis ces derniers mois, à l'image des meurtres de Sarah Halimi et Mireille Knoll.

Le gouvernement a récemment élargi son dispositif de pré-plainte en ligne aux victimes d'actes antisémites. Cette mesure permettra sans doute à la communauté juive de dénoncer plus régulièrement l'antisémitisme dont elle est victime au quotidien.

89% des Juifs pensent que l'antisémitisme est le plus problématique sur Internet et sur les médias sociaux.

Ces chiffres correspondent à ce que l'on pense également en France. Il faut agir plus efficacement sur les plateformes et les mettre face à leurs responsabilités, notamment quant aux signalements de contenus.

Depuis plusieurs mois, le Crif met en place un Observatoire de la haine sur Internet. Cet observatoire va nous permettre d'avoir un état des lieux précis de l'antisémitisme en ligne et de mieux y faire face.

Aujourd'hui, un travail de modération et de signalement est fait par les équipes digitales du Crif afin de rendre l'espace d'Internet plus sûr. Ce travail doit évidemment appuyé par les grands diffuseurs.

38% ont envisagé d'émigrer parce qu'ils ne se sentaient pas en sécurité en tant que Juifs en Europe.

À la lumière des chiffres précédemment évoqués, on ne peut que comprendre l'interrogation de ces Juifs européens quant à leur avenir en Europe. L'un des résultats les plus terrifiants de la hausse et de la banalisation de l'antisémitisme en Europe, c'est l'inquiétude que l'Europe se vide de ses Juifs.

En France, le sentiment d'insécurité vécu par la communauté juive a donné lieu à une "Alya intérieure". On assiste à un déplacement de la population juive des quartiers dits "difficiles" vers des quartiers plus tranquilles. L'antisémitisme du quotidien leur rend la vie impossible et ils préfèrent alors déménager pour se sentir davantage en sécurité.

QUAND ANTISÉMITISME ET RACISME S'INFILTRENT CHEZ LES "GILETS JAUNES"

PAR MARC KNOBEL

L'OBS (07/01/2019)

L'historien et l'essayiste Marc Knobel analyse les différents mécanismes et ressorts de la xénophobie telle qu'elle se développe depuis la crise des "gilets jaunes".

Le mouvement des "gilets jaunes" est loin d'être homogène. Les revendications disparates et contradictoires s'ajoutent les unes aux autres, depuis plusieurs semaines. Les "gilets jaunes" disent se battre contre les taxes et les impôts, la cherté de la vie, l'injustice sociale, pour une plus grande représentativité démocratique et une plus juste solidarité.

Il est vrai que la pauvreté et la misère affectent des millions de Français : travailleurs, ouvriers, chômeurs, déclassés, agriculteurs sacrifiés, classe moyenne, retraités, jeunes... Ces gens se sentent abandonnés par les technocrates, la classe politique. L'injustice, l'isolement, l'abandon, la paupérisation sont insupportables, nous le soulignons ici.

J'ajouterai une touche personnelle. L'auteur de ces quelques lignes a connu et vécu la misère totale et la détresse de ses propres parents, qui étaient marchands forains au Carreau du Temple, à Paris. Je l'ai raconté dans un article qui a été publié dans la "Revue des Deux Mondes", en novembre 2018. Je peux donc comprendre le cri de douleur et de colère de ceux qui ont faim, de ceux qui ont mal.

Mais, pour se faire entendre par la classe politique, le président et le gouvernement, doit-on casser et brûler ? N'avons-nous pas assisté ces derniers temps à des scènes d'une violence inouïe, dans un Paris outragé et violenté, également par des casseurs et de petits voyous, des factieux de l'ultra gauche ou de l'ultra droite et des gens qui se sont radicalisés, qui infiltrent ce mouvement ?

Une frange infiltrée

Par ailleurs, beaucoup de questions se posent après les débordements choquants et clairement antisémites observés par exemple le samedi 22 décembre à Paris lors des manifestations des "gilets jaunes".

Théories conspirationnistes, refus du système, puissants stéréotypes racistes et antisémites, propagande distillée par la nébuleuse complotiste, radicalisation et instrumentalisation diverse de l'ultra droite et/ou de l'ultra gauche, permettent à l'antisémitisme de se développer et de prospérer plus ouvertement depuis plus de deux mois, chez une frange infiltrée de ce mouvement.

Il ne s'agit pas de condamner tous les "gilets jaunes", bien évidemment. Cependant, certains commentateurs s'étonnent. Par exemple, le 24 décembre 2018, excédée, l'humoriste et comédienne Sophia Aram s'exclame sur son compte Twitter : "Les slogans complotistes, antisémites, racistes, sexistes, homophobes, les menaces et violences envers les journalistes et les élus... ne sont rien comparés à la masse inerte de Gilets Jaunes que ça ne dérange pas".

Alors, tentons d'expliquer ce qui se passe ici, lorsque l'on parle d'antisémitisme ou de racisme.

Les conspirationnistes prolifèrent sur Internet

Sur Internet, les théories conspirationnistes se développent, plus que partout ailleurs. Elles se diffusent également dans la société, tant à l'extrême gauche qu'à l'extrême droite et touchent toutes les classes sociales. Or, s'il existe des expressions de complotisme dépourvues d'antisémitisme, l'antisémitisme est une constante du conspirationnisme.

Expliquons. L'historien des idées Stéphane François rappelle que les théories du complot consistent en une interprétation des évolutions du monde et des mœurs par l'existence d'un "métacomplot". Pour les complotistes, celui-ci serait fréquemment juif, maçonnique ou financier, les trois pouvant d'ailleurs fusionner, dans un délire paranoïaque.

L'historien des idées explique que parmi les points communs, nous trouvons le refus du "système", la condamnation du néolibéralisme, ainsi qu'un antisionisme/antisémitisme, qui peuvent tous combiner dans la condamnation des financiers juifs. Cette condamnation est d'ailleurs parfois devenue une constance importante de ce type de pseudo-discours dans les mouvances antimondialistes et antilibérales, depuis le début des années 2000.

A ce propos, le politologue Yves Camus rappelle dans un entretien qu'il accorde aux Inrocks.com, le 11 novembre 2018, que c'est "principalement la nébuleuse complotiste soraliennne et dieudonniste qui propage les préjugés antisémites ».

Antisémitisme et « gilets jaunes » ?

Ajoutons ces derniers développements depuis que le mouvement s'est constitué :

- Une députée de La République en Marche (LREM) dénoncée comme "youpine" sur les réseaux sociaux après un débat télévisé avec des meneurs du mouvement ; la récurrence du procès en collusion "juive" du président de la République, "pute à juifs" (sur une banderole de l'autoroute A6), "pourriture [sic] de juifs" (graffiti rue Molitor à Paris), "Macron (...) = Sion" (panneau à Pontcharra, en Isère), dont les slogans proviennent d'un site particulièrement ordurier et antisémite, bloqué dernièrement par la justice de notre pays.

- "Vous nous gazez comme des putains de juifs", prononcé le 23 décembre 2018 par des "gilets jaunes" à Paris. Des quenelles et des saluts nazis à Montmartre qui témoignent d'un risque certain d'adoption par des groupes de plus en plus divers des thèmes de l'antisionisme raciste, selon l'historien Vincent Duclert ("Le Monde", 11 novembre 2018). Rappelons ici que les quenelles sont à la fois signe de ralliement antisystème, mais aussi hymne antisémite codé. Dans un tweet ce 24 décembre 2018, Bernard Pivot s'insurge avec raison et fait part de son dégoût, à ce sujet : "Quenelle, joli mot de la cuisine lyonnaise, mot que je chéris parce que les quenelles de ma mère étaient divines, mot sali, souillé, déshonoré par Dieudonné et les 'gilets jaunes' antisémites." Des propos négationnistes sur la ligne 4 du métro parisien ; sur les quais de Rhône, en plein mouvement "gilets jaunes", une inscription sur une banderole : "Macron=Drahi=Attali, Banques=médias=Sion".

Voilà là également en ces quelques slogans, la résurgence de préjugés puissants et terrifiants. En octobre 2016, un sondage d'opinion CNCDH/SIG/IPSOS révélait que 35% des Français pensent que "les Juifs ont un rapport particulier avec l'argent" (1) Depuis quelques années, cet antisémitisme (primaire) connaît un nouvel écho et la montée des préjugés et des stéréotypes est particulièrement alarmante.

L'ultra droite se fédère-t-elle autour de l'antisémitisme ?

Cette fois-ci, les choses sont claires. Sur le site Internet de "l'essayiste" d'extrême-droite Alain Soral, une annonce est publiée. Une "grande réunion publique" devrait avoir lieu le 19 janvier 2019, en présence du militant d'extrême droite, Yvan Benedetti, qui a présidé le groupuscule l'Œuvre française en 2012. Rappelons que le 22 octobre 2018, à l'occasion du décès du négationniste Robert Faurisson, Benedetti rendait sur Twitter hommage au négationniste, qu'il qualifie notamment de "Hérault (sic) des temps modernes qui aura marqué la 2ème moitié du XXe siècle."

Il faut compter aussi sur la présence du directeur de l'hebdomadaire d'extrême droite "Rivarol", Jérôme Bourbon, condamné récemment par la justice pour des tweets négationnistes et antisémites ; d'Elie Hatem, du mouvement royaliste l'Action française ; du militant antisémite et négationniste, Hervé Ryssen, multirécidiviste, condamné maintes fois par la justice et de l'inénarrable Alain Soral.

L'ultra-droite s'avance, profite de la colère, l'instrumentalise et veut fédérer autour de l'antisémitisme. L'ultra droite, factieuse par nature, récupère ici les mécontents, pour jeter en pâture la République, la mondialisation, les minorités et bien évidemment, les juifs.

"Gilets jaunes" et racisme

Le site Internet de "l'Obs" nous alertait déjà et à juste titre, dans un article qui avait été publié le 19 novembre 2018. Depuis deux mois, des "gilets jaunes" profèrent des insultes antisémites, mais également racistes et homophobes. Dernièrement, Jean François Mbaye qui fait partie des nouveaux députés LREM, élu du Val-de-Marne, se voit menacé de mort avec une lettre anonyme, ouvertement raciste, et glaçante : "Tu es ce qu'on appelle un noir de service. On va tout simplement te mettre une balle dans la tête, le climat actuel s'y prête bien. Les victimes d'accident de chasse augmentent. Tu vas mourir."

Cette lettre visait également Henri Berville, député de la 2e circonscription des Côtes-d'Armor et Lætitia Avia, députée de la 8e circonscription de Paris. Jean François Mbaye vient de déposer plainte. Voilà là, un exemple terrifiant d'un racisme outrancier qui vise délibérément les noirs, un racisme qui s'exprime notamment sur l'Internet.

Les exemples ne manquent d'ailleurs pas.

En novembre 2018, alertés par du bruit, des "gilets jaunes" ont signalé à la gendarmerie la présence de migrants dans un camion-citerne bloqué sur un barrage à Flixecourt (Somme). Dans une vidéo tournée sur place et publiée sur les réseaux sociaux, un homme appelle à faire un "barbecue géant" avec les migrants, en paraissant se réjouir de l'intervention des forces de l'ordre.

Repenser la colère

"On a été bons les gars, mieux que la douane !", entend-on également alors que les migrants descendent du poids lourd, interpellés par les gendarmes. Nous voyons là encore à quel point les délires racistes hostiles aux immigrés ou aux réfugiés sont récupérés, eux qui sont si perfidement instrumentalisés par l'extrême droite.

Les souffrances sont réelles, la colère est palpable, c'est un fait. Les "gilets jaunes" expriment une souffrance sociale, une désespérance. Pourtant, il faudrait repenser cette colère plus sereinement, plus fraternellement, plus démocratiquement surtout et la traduire différemment et d'abord et surtout sans la moindre violence. Vouloir en découdre tous les samedis, pousser des coups de

gueule, balancer des pavés sur la gueule des flics, occuper des ronds-points, rien de tout cela n'est démocratique, républicain et ne constituera jamais une politique.

Enfin, aucune cause sociale, économique, politique, aucune désespérance, aucune misère ne pourra jamais légitimer, justifier, tolérer, développer, faire se développer des comportements racistes, homophobes, xénophobes, sexistes et/ou antisémites.

Source : Le Nouvel Obs

1) Sondage CNCDH/SIG/IPSOS, réalisé du 17 au 24 octobre 2016, sur un échantillon de 1006 personnes. Voir à ce sujet le rapport de la CNCDH, "La Lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie", Paris, La Documentation Française, pp. 58 et suivantes.

NOUVEAU TERRAIN D'INFLUENCE DE LA NÉBULEUSE COMLOTISTE ET ANTISÉMITTE

PAR LUCIE SOULLIER

LE MONDE (19/01/2019)

« *Encore un complot pour éviter de parler des "gilets jaunes".* » Sur les réseaux sociaux, samedi 12 janvier, des internautes crient à la « *manipulation* » et au « *comme par hasard* » alors qu'une explosion de gaz vient de coûter la vie à quatre personnes à Paris. Un accident en plein acte IX des « *gilets jaunes* », qui ne serait – à les lire – qu'une manœuvre du pouvoir visant à « *détourner l'attention* ». Comme après l'attentat de Strasbourg, début décembre, certains n'hésitent pas à aller jusqu'à mettre en cause le président de la République lui-même. Et à assortir leur « *il n'y a pas de hasard* » de propos ouvertement antisémites.

En se servant du mouvement né le 17 novembre pour démultiplier leur influence, les complotistes et antisémites liés à l'extrême droite gagnent en visibilité depuis plusieurs semaines. Et ce qui ne semblait être porté que par un milieu confidentiel caché derrière l'anonymat du Web se répand aujourd'hui dans les rues, à visage découvert. « *Le contre-récit a pris de plus en plus de terrain et commence à avoir des effets dans le réel, résume la spécialiste du complotisme Marie Peltier, auteure d'Obsession. Dans les coulisses du récit complotiste (éditions Inculte, 2018). Cette colère contre les institutions démocratiques a évidemment des explications sociales réelles, mais aussi des ressorts idéologiques mis en œuvre depuis plus de quinze ans sur Internet. C'est aussi le résultat de toute une entreprise idéologique.* »

De fait, dérapages et fausses nouvelles se sont multipliés depuis le début du mouvement. Comme ce chant de *La Quenelle* – du nom du geste inventé par le sulfureux polémiste Dieudonné, et devenu symbole antisémite – entonné par quelques « *gilets jaunes* » sur le parvis du Sacré-Cœur, lors de l'acte VI. Ou cette intox largement répandue en ligne sur des « *CRS étrangers embauchés par le gouvernement* », relayée face caméra par une manifestante, lors du déplacement du ministre chargé des collectivités territoriales, Sébastien Lecornu, dans les Hautes-Alpes, le 10 janvier. Ou encore ces obsessions complotisto-antisémites autour d'Emmanuel Macron et de la banque Rothschild, s'affichant désormais dans les cortèges. « *On le voyait sur le Net pendant la campagne présidentielle, mais là, c'est dans la rue, c'est un basculement* », observe Marie Peltier, qui invite à « *tirer la sonnette d'alarme* ».

« Dieudonné président »

Les observateurs s'accordent sur un constat majeur : l'ensemble des « *gilets jaunes* » est loin de partager ces théories conspirationnistes ou de tenir un discours antisémite. Le 12 janvier, un groupe d'individus autoproclamés « *judéophobes* » rugissant leurs espoirs de voir « *Dieudonné président* » se sont d'ailleurs fait expulser par d'autres manifestants, près de l'Arc de triomphe. Devant la caméra, un « *gilet jaune* » a même tenu à se désolidariser de ces « *ultras* » : « *On peut pas laisser des personnes tenir des propos antijuifs, c'est pas à l'image des "gilets jaunes" !* »

Trois jours plus tard, en marge du lancement du grand débat par Emmanuel Macron, à Grand-Bourgtheroulde (Eure), un homme hurlant « *Tu la vois la grosse "quenelle" !* » s'est lui aussi fait corriger par deux autres « *gilets jaunes* » : « *Non mais tu sais ce que ça veut dire ça ? C'est antisémite ! C'est Dieudonné qui dit ça !* » Et les deux mêmes de soupirer : « *Les gens ne se rendent pas compte de la portée de ces mots...* »

Car certains manifestants en jaune reprennent parfois sans en avoir pleinement conscience le logiciel complotiste qui irrigue leurs pages Facebook, la mobilisation des « gilets jaunes » étant devenue un terrain de jeu pour les acteurs de la mouvance conspirationniste d'extrême droite. Le site du polémiste antisémite condamné à plusieurs reprises Alain Soral, Egalité et Réconciliation, est ainsi quasi exclusivement consacré au mouvement, dorénavant.

De son côté, l'ancien soralien Vincent Lapierre a gagné en visibilité avec des reportages militants, très populaires chez les manifestants. Proche de Dieudonné – lequel multiplie les provocations, jusqu'à vendre sur Internet sa version customisée du gilet jaune fardé de l'inscription « Macron la sens-tu la quenelle » –, Vincent Lapierre a même été adoubé par l'une des figures controversées du mouvement, Eric Drouet, qui l'a contacté à la veille de l'acte VI.

Antisémitisme et haine des médias

Boris Le Lay, ultranationaliste breton exilé au Japon, condamné à de multiples reprises notamment pour incitation à la haine raciale et menaces de mort, et faisant l'objet d'une dizaine de mandats de recherche, d'une notice rouge d'Interpol et d'une fiche « S », s'attelle quant à lui à récupérer des vidéos publiées par d'autres et à les rediffuser sur l'une de ses pages consacrée à la mobilisation, multipliant ainsi le nombre de vues.

Relancé après un premier blocage par la justice française, le site raciste, antisémite et homophobe Démocratie participative, dont Boris Le Lay est soupçonné d'être le principal administrateur, est également très actif. Nombre de publications combinant antisémitisme et haine des médias y sont désormais réservées aux actions des « gilets jaunes ». En témoigne ce post intitulé : « *OUI OUI OUI : le torchon judéo-bolchevique La Voix du Nord paralysé par un commando de gilets jaunes* » et illustré par le photomontage d'un rédacteur en chef du quotidien du Nord, une étoile juive accrochée au cœur.

Samedi 19 janvier, jour de l'acte X, des figures complotistes, antisémites et d'extrême droite se sont finalement donné rendez-vous pour une « *réunion publique* » sur le thème « Gilets jaunes ou la révolution qui vient ». A l'affiche : Alain Soral, Yvan Benedetti, ancien leader de l'Œuvre française, groupuscule d'extrême droite dissout après la mort de Clément Méric, le directeur du journal d'extrême droite *Rivarol*, Jérôme Bourbon, condamné pour contestation de crime contre l'humanité et provocation à la haine pour des Tweet antisémites et négationnistes... ou encore le militant d'extrême droite Hervé Ryssen.

Condamné lui aussi pour de multiples propos antisémites, ce dernier s'est pourtant retrouvé début décembre, drapeau français à la main, en « une » de *Paris Match*. L'hebdomadaire a expliqué a posteriori n'avoir pas eu connaissance de l'identité de l'intéressé. « *Les antisémites et les négationnistes jubilent grâce à la visibilité que vous leur offrez ainsi !* », s'est indignée la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme. « *C'est évidemment tout bénéfique pour eux. On sort du domaine du virtuel pour aller dans la vie réelle* », souligne le directeur de l'Observatoire des radicalités politiques à la Fondation Jean-Jaurès, Jean-Yves Camus.

Ces théories du complot infusent d'autant plus facilement que la plupart des « gilets jaunes » débutent politiquement et que le mouvement s'est lancé, s'organise et dialogue sur Facebook. Or, la mécanique même des réseaux sociaux tend à radicaliser les discours, comme l'analyse le journaliste Roman Bornstein dans son « immersion numérique avec les "gilets jaunes" » menée pour la Fondation Jean-Jaurès : « *Parce que ce sont eux qui attirent le plus l'attention et attisent les émotions, ce sont les messages les plus virulents, les articles aux titres les plus spectaculaires, les commentaires les plus indignés, qui suscitent le plus de réactions. C'est donc ce type de contenu qui va s'afficher en premier lorsqu'un "gilet jaune" se connecte sur un groupe pour suivre son actualité. Mécaniquement, les membres les plus extrémistes des groupes Facebook*

parviennent ainsi à imposer leurs thèmes et à définir les termes d'un débat qu'ils finissent donc par contrôler. »

Sans compter la colonisation particulièrement puissante menée depuis des années par l'extrême droite sur internet, lui offrant bien souvent un coup d'avance sur des médias traditionnels contraints de courir derrière les fausses nouvelles pour rétablir la réalité des faits. Comme lors de la ratification du « pacte de Marrakech » sur les migrations revenant, pour la fachosphère, à « *vendre la France à l'ONU* » ; quant au traité franco-allemand qu'Emmanuel Macron et Angela Merkel doivent signer le 22 janvier à Aix-la-Chapelle – nouvelle cible de la nébuleuse d'extrême droite –, il aurait cette fois pour objectif de « vendre » l'Alsace à l'Allemagne... Des arguments tronqués repris par le parti souverainiste de Nicolas Dupont-Aignan ou par le Rassemblement national de Marine Le Pen. Même si la banalisation de la mécanique complotiste est loin d'être l'apanage des seuls élus d'extrême droite et de leurs alliés, dans un monde politique qui a pris le virage de la post-vérité et use désormais largement de la rhétorique conspirationniste, de la « cabale » judiciaire ou médiatique comme d'une arme politique.

Source : Le Monde

L'ANTISÉMITISME, "CLIGNOTANT" D'UN SYSTÈME "EN FAILLITE" PAR LA RABBIN DELPHINE HORVILLEUR

PAR AFP

LA CROIX (20/01/2019)

L'antisémitisme est un "clignotant qui annonce que le système est menacé ou en faillite", estime la rabbin Delphine Horvilleur, figure en France du judaïsme progressiste, qui revisite les textes sacrés tout en interrogeant l'identité juive.

Dans son livre "Réflexions sur la question antisémite" (Grasset, sorti en janvier), clin d'œil à "Réflexions sur la question juive" de Jean-Paul Sartre, l'une des trois femmes rabbins en France explore comment la haine des Juifs peut être interprétée à partir des textes fondateurs et de la littérature rabbinique: "rivalité familiale", "combat de civilisation", "guerre des sexes"...

"Les textes de la tradition juive ont un regard très particulier pour essayer de comprendre dans quelles circonstances la poussée antisémite prend le dessus, chez un individu, un groupe, une famille, un clan ou une Nation", explique à l'AFP cette représentante du Mouvement juif libéral de France (courant minoritaire en France) qui officie depuis maintenant dix ans dans une synagogue du XVe arrondissement de Paris.

Elle livre sa définition: ce n'est "pas une simple xénophobie", ni du racisme, car le Juif est "souvent haï, non pour ce qu'il n'a pas mais pour ce qu'il a". "L'antisémite finit par croire que le Juif est, pour toujours, +plus+ que lui", écrit-elle.

"L'antisémitisme, malheureusement est, et a toujours été, l'élément précurseur, presque le clignotant qui annonce que le système ou l'édifice tout entier est menacé ou en état d'échec ou de faillite", observe-t-elle.

Elle décrit l'expérience récente de la France: "le passage à l'acte, au début des années 2000 avec l'assassinat d'Ilan Halimi, puis les tueries de Toulouse en 2012, des moments où l'antisémitisme frappe et où on n'a pas été capable de le nommer. C'est évident aujourd'hui que cela annonçait le reste", juge-t-elle en citant les attentats jihadistes de 2015 ayant visé Charlie Hebdo, le supermarché Hyper Cacher et le Bataclan.

"Poser des questions"

Faut-il publier régulièrement des statistiques sur l'antisémitisme ? "La prise de conscience est essentielle" mais "quand on tire une sonnette d'alarme, le risque est qu'elle envoie tout le monde aux abris". Et que cela "renforce le communautarisme".

Autre risque, "c'est que dorénavant, on ne raconte que comme cela l'expérience juive en France". "Le paradoxe est compliqué à gérer", reconnaît-elle. Et de prévenir, en riant: "les rabbins, ça sert à poser des questions, pas à apporter des réponses !"

Pour autant, elle "explore" la façon dont la lecture rabbinique permet d'avertir "les nouvelles générations", pour qu'elles puissent y faire face. Les textes "nous disent +ce mal (l'antisémitisme, ndr), va muter. N'imaginez pas que vous allez vous en débarrasser, mais soyez capable de voir dans quelles circonstances il surgit", et comment "se relever".

Delphine Horvilleur, qui a d'abord fait des études de médecine à Jérusalem, puis de journalisme avant d'étudier le rabbinat aux Etats-Unis (ce n'est pas possible en France), questionne aussi l'identité juive, dans un contexte de "compétition victimaire", de quête de "l'authentique" ou encore par exemple à travers la question d'Israël.

Une affaire de croyance? "Il y en a certains pour qui le judaïsme est extrêmement important dans leur vie, dans leur identité, leur définition d'eux-mêmes, mais qui ne croient pas en Dieu. C'est le cas dans ma synagogue. De leur point de vue, le judaïsme est plutôt de l'ordre de l'appartenance à un collectif, ou alors de l'ordre du lien à une histoire partagée, parfois c'est ... un lien poétique à l'hébreu, parfois c'est même un lien à l'humour juif !", énumère-t-elle.

"En fait, on n'a jamais fini de dire ce que cela veut dire d'être juif, personne ne sait le définir".

Source : La Croix

POURQUOI L'ANTISÉMITISME EXPLOSE EN FRANCE ?

PAR NICOLAS BOVE, ENTRETIEN AVEC JEAN-YVES CAMUS

LES INROKS (11/11/2018)

Alors que le Premier ministre Édouard Philippe a fait part, le 9 novembre, des derniers chiffres inquiétants de l'antisémitisme en France, retour avec Jean-Yves Camus, directeur de l'Observatoire des radicalités politiques, sur un phénomène de fond qui imprègne la société française.

Le 9 novembre au petit matin, une annonce officielle du Premier ministre Édouard Philippe était publiée sur sa page Facebook. Sans attendre la fin de l'année et endossant une responsabilité habituellement réservée au Ministre de l'intérieur, il a tenu à annoncer les chiffres – néfastes – de l'antisémitisme en France : les actes commis contre des juifs, en raison de leur confession, ont augmenté de 69%. Frédéric Potier, délégué interministériel à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT a précisé à l'AFP qu'un tiers de ces cas étaient des "actions" antisémites (agressions, dégradations de biens voir homicide). Le Premier ministre a assuré que le gouvernement ne resterait pas « indifférent ».

Au cours des seuls 9 premiers mois de 2018, près de 385 agressions, physiques et verbales, ont donné lieu à des plaintes ou des mains courantes. Ce nombre est d'autant plus préoccupant qu'il y a quelques jours (le 7 novembre), un reportage d'Euronews soulignait que de moins en moins de juifs prenaient le temps de porter plainte pour les actions les moins violentes (insultes et tags), ayant de moins en moins confiance dans les autorités pour intervenir ou donner suite à ces plaintes. D'après Francis Kalifat, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (le Crif) – qui se confiait au Point – ces chiffres "traduisent la permanence et le développement d'un antisémitisme du quotidien", une forme de "banalisation" de la haine.

Dans ce contexte, le Premier ministre a fait l'annonce d'un certain nombre de mesures. Un dispositif de "pré-plainte", en ligne sera mis en place pour faciliter les démarches des victimes ; une équipe sera mise à disposition au ministère de l'éducation nationale dès la mi-novembre pour intervenir dans les établissements scolaires ; cette équipe sera renforcée par "un réseau d'enquêteurs et de magistrats spécifiquement formés à la lutte contre les actes haineux" ; le Premier ministre remettra, à partir de début 2019, un prix annuel Ilan Halimi (du nom du jeune homme séquestré et massacré par le Gang des Barbares). Jean-Yves Camus, directeur de l'Observatoire des Radicalités politiques, et chercheur associé à l'IRIS revient sur ces chiffres préoccupants.

Qui, dans l'extrême droite française, tient ouvertement un discours antisémite aujourd'hui ?

Jean-Yves Camus - Il est d'abord nécessaire d'apporter une précision fondamentale. En France, contrairement à ce qui est autorisé dans les pays anglo-saxons, nous ne disposons pas de statistiques sur l'origine ou l'appartenance nationalitaire ou religieuse des auteurs d'actes antisémites ou racistes. Nous nous trouvons ainsi face à un paradoxe : beaucoup de commentateurs, d'hommes et de femmes politiques, aujourd'hui, constatent, lorsque les chiffres sont annoncés, que l'antisémitisme est en hausse. Mais à qui peut-on attribuer cette hausse ? Tout le monde a plus ou moins en tête qu'elle ne serait pas seulement et même, pas principalement, le fait de l'extrême droite mais également d'individus qui se réclament d'une forme d'islamisme ou d'identité musulmane, ou bien encore d'un engagement dévoyé en faveur de la cause palestinienne. C'est de plus en plus fréquemment ce qui est annoncé, sans qu'il soit possible de le prouver, faute de statistiques ethniques. Cette situation est, à mon avis, extrêmement pernicieuse. Sa conséquence directe est, par exemple, que Marine Le Pen a immédiatement tweeté pour dire

que le Premier ministre Édouard Philippe omettait de préciser, dans sa tribune sur Facebook, l'origine des auteurs.

Cette ambiguïté est donc utilisée par l'extrême droite ?

Oui. C'est une ambiguïté qui découle de notre législation mais qui, néanmoins, contribue à rendre les constats et donc les ripostes, extrêmement difficiles. On assiste à une augmentation des chiffres bruts de menaces et d'actes antisémites, mais il n'existe aucun détail fiable concernant ces données. On devrait pouvoir mesurer exactement l'orientation idéologique des auteurs de ces actes.

Il y a, encore dans l'entourage du RN, des individus au passé antisémite...

Prenons les choses autrement. Certains, dans ces milieux, ont effectivement, par le passé, été antisémites. Mais ce sont des individualités, le parti lui-même n'utilise pas l'antisémitisme comme arme politique. Qui, aujourd'hui, dans l'extrême droite française, fait la promotion de l'antisémitisme ? Des groupuscules situés à la droite du RN. Commençons par nous rendre dans un kiosque à journaux. Toutes les semaines, il est possible d'y acheter Rivarol dont, la semaine dernière, le numéro spécial était un hommage à Robert Faurisson.

Rivarol ne représente-il pas une extrême droite très minoritaire ?

Oui, c'est une droite ultra, extrêmement minoritaire. On peut même considérer qu'il représente l'extrême de l'extrême droite ultra-minoritaire. Mais c'est une question de principes. Alors que des titres de presse disparaissent régulièrement ces dernières années, faute de bailleurs de fonds, Rivarol est toujours présent en tant qu'hebdomadaire qui paraît sans interruption depuis 1951 et qui, malgré une maquette peu travaillée et un papier de piètre qualité, a les moyens financiers de continuer à paraître. Les articles qu'on peut y lire frayent avec les limites de la loi. Des condamnations sont d'ailleurs régulièrement prononcées. De plus, sa parution signifie aussi qu'un diffuseur accepte de prendre la responsabilité de mettre en kiosque une revue qui accorde une place prépondérante à la dénonciation d'un "complot judéo-maçonnique" et à la négation de la Shoah, qui est interdite par la loi Gayssot. Je constate qu'on peut rendre hommage au principal "théoricien" du négationnisme sans pour autant tomber sur le coup de la loi – du moins pour l'instant. C'est problématique.

Évidemment, la fraction politique que Rivarol représente est infiniment minoritaire. Mais s'il est décidé de véritablement mener la politique que préconise le Premier ministre, celle de la "tolérance zéro", il faut l'appliquer entièrement. Il n'est pas possible d'être tolérant à l'égard d'antisémites, sous prétexte qu'ils sont minoritaires. Le groupe qui a été démantelé alors qu'il entreprenait, paraît-il, d'attenter à la vie du président Macron, représente une tendance ultra-minoritaire. Il n'empêche que ses membres ont été arrêtés, à juste titre. La question ne se pose pas en terme de quantité, mais de visibilité et de principes.

Quels liens existent avec les réseaux internet complotistes ?

Nous arrivons maintenant au cœur du sujet. Vous posiez la question de savoir qui est antisémite dans l'extrême droite aujourd'hui ? Principalement la nébuleuse complotiste soraliennne et dieudonniste qui propage les préjugés antisémites. La visibilité de ces sites est considérable.

Les jeunes qui sont touchés par ces sites proviennent rarement d'une culture d'extrême droite ?

C'est en effet le cas pour les partisans de Dieudonné et même de Soral. À partir d'un certain point, la question n'est plus de savoir d'où viennent ces militants mais quelles idées ils adoptent. Dieudonné n'était pas un homme d'extrême droite. Il a commencé avec un engagement anti-raciste puis a été candidat contre le Front National à Dreux. Il est néanmoins intéressant d'observer dans quels milieux il évolue aujourd'hui : il s'agit de milieux objectivement d'extrême droite, véhiculant des idées d'extrême droite. La même chose vaut pour Alain Soral. Il dit avoir été

membre du Parti Communiste, ce que le PC conteste, avant de passer par le FN de Jean-Marie Le Pen. Aujourd'hui, bien que n'ayant pas le parcours typique d'un homme d'extrême droite, il anime un site, Égalité et Réconciliation, duquel transpire l'idéologie d'extrême droite, sans même prendre en compte les théories conspirationnistes.

Ces milieux font-ils le lien avec l'ultra-gauche ?

Dès ses origines, le négationisme a émané, en effet, d'individus provenant de l'ultra-gauche. C'était le cas de Paul Rassinier et d'autres qui, à un moment donné, ont évolué politiquement. Rassinier a été anarchiste puis socialiste révolutionnaire. Pourtant, à la fin de son parcours, il écrivait dans les colonnes de Rivarol. Il a fait la jonction entre l'extrême droite et l'ultra-gauche, mais au terme d'une mutation idéologique. Rassinier, résistant authentique, déporté au camp de Dora-Mittelbau, met en cause dans ses premiers écrits les mécanismes de l'extermination et la mainmise des résistants communistes emprisonnés sur l'ensemble de la population des camps. Progressivement, son discours s'est orienté vers la négation de l'extermination des Juifs d'Europe. Or la négation reste, très majoritairement, d'extrême droite, parce qu'elle tend à exonérer le nazisme de ses crimes.

Robert Faurisson également se réfugiera derrière une posture d'homme apolitique et universitaire, jusqu'à ce que Valérie Igounet démontre dans sa biographie de Faurisson, comment il avait basculé. Très jeune, il avait assisté au procès d'un chef milicien du nom de Pierre Gallet. C'est alors qu'il avait commencé à contester l'épuration et la justice mise en place à l'encontre de ceux qui avaient commis des crimes pendant l'occupation. Ce n'est peut-être pas un itinéraire d'homme d'extrême droite classique, il n'en est pas pour autant arrivé au négationnisme par un simple raisonnement académique.

À partir des années 1990 surtout, il a su se faire le réceptacle des idées antisionistes...

Robert Faurisson est allé bien au-delà de l'antisionisme. Prenons sa fameuse déclaration sur Europe 1, en 1980 [la phrase des 60 mots, ndlr]. Il y présente un condensé de tous les stéréotypes de l'antisémitisme d'extrême droite. Que dit-il exactement ? Non seulement que la Shoah n'a pas existé mais encore est une escroquerie dont les principales victimes sont l'Etat d'Israël et le "sionisme international" et accessoirement le peuple palestinien et le peuple allemand. Je ne connais aucun antisioniste doté d'une colonne vertébrale idéologique de gauche qui porte ce discours : il n'est ni marxiste, ni révolutionnaire, ni libertaire.

L'antisionisme, que je ne partage absolument pas, reste une opinion acceptable lorsqu'elle est une critique du projet idéologique du sionisme, qui serait le ferment de l'oppression des Palestiniens. Selon moi, la ligne de fracture entre antisionisme et antisémitisme est simple : elle se trouve dans l'acceptation, ou non, de l'existence de l'État d'Israël. Du moment où on nie le droit d'existence de l'état d'Israël, on est au-delà de l'antisionisme. Il est tout-à-fait possible d'émettre toutes sortes de critiques à l'encontre d'Israël. Il est même possible d'être intellectuellement antisioniste en considérant que ce projet n'était pas le meilleur pour les Juifs et qu'ils devraient rester vivre en diaspora. Il s'agit là d'un débat intellectuel légitime. Pas la négation du droit d'Israël à exister et des juifs qui le souhaitent d'aller y vivre.

Où situez-vous politiquement un mouvement tel que celui des Indigènes de la République qui a soutenu Dieudonné au nom de la primauté du combat antiraciste et anticolonialiste sur celui, entre autres, contre l'antisémitisme ?

Ce sont des propos tenus par des gens qui se réclament de la gauche radicale, mais, avant tout, qui reposent sur une vision de la République qui me paraît totalement inacceptable. D'abord parce qu'elle est fondée, non pas sur l'histoire, mais sur la culpabilisation : deux choses très différentes. Il est nécessaire d'écrire l'histoire de la guerre d'Algérie, de la traite négrière, de la colonisation. Des quantités d'historiens sérieux le font. Il subsiste cependant une différence fondamentale entre écrire l'histoire et lever les zones d'ombre sur des faits qui n'ont jamais été évoqués, sur des

documents qui n'ont pas été déclassifiés et tenir un discours consistant à culpabiliser une partie de la population au motif qu'elle serait, en raison de son origine, responsable de ce qu'ont commis ses ancêtres.

Comment peut-on expliquer, selon vous, la hausse récente des actes antisémites ?

J'ai toujours expliqué, et je ne suis pas le seul, à rebours des palinodies officielles, qu'il y avait effectivement des pics d'actes antisémites au moment des confrontations armées incluant Israël au Moyen-Orient. Ce fut le cas en 2009 avec l'opération Plomb durci, en 2014 plus récemment, déjà en 2006 au moment de la confrontation avec le Hezbollah. Pour autant, même lorsqu'il ne se passe rien, le niveau des actes antisémites en France reste incomparablement supérieur à ce qu'il était avant le déclenchement de la seconde intifada (septembre 2000). On entend, en France, un bruit de fond antisémite alimenté par 300 à 400 actes selon les années, au minimum, parfois le double. Ce nombre est quatre fois plus élevé qu'à la fin des années 1990.

Il n'est pas justifié de considérer que les événements du Moyen-Orient sont responsables de ce bruit de fond. Les statistiques prouvent même le contraire. Lors d'une confrontation militaire, c'est un fait, la courbe des actes grimpe en flèche. Mais regardons les principaux actes antisémites qui se sont produits ces dernières années. Lorsque le gang des barbares enlève et tue Ilan Halimi, que se passait-il au Moyen-Orient ? Rien. À quels événements militaires correspondent les assassinats de Sarah Halimi ou de Mireille Knoll – je précise que dans ce dernier cas, l'enquête n'est pas encore close – au Moyen-Orient ? À rien. De même, en s'en tenant à cette explication – des répercussions des conflits au Moyen-Orient, comment expliquer les inscriptions antisémites découvertes à la faculté de médecine récemment ? Que se passe-t-il en ce moment de particulier ?

Au mois de mai 2018, une tribune, parue dans Le Monde, réagissait à celle sur le "Nouvelle antisémitisme", rappelant que l'antisémitisme n'était pas que le fait de musulmans radicalisés. Parmi les autres clefs d'explication, celle de la montée des populismes en Europe était avancée. Qu'en pensez-vous ?

Je trouve que les signataires de cette tribune, j'en connais quelques-uns, ont eu raison de faire cette mise au point. D'abord parce que l'antisémitisme d'extrême droite n'est pas mort et qu'effectivement derrière tel ou tel mouvement populiste en Europe – ce n'est pas le cas de tous mais de plusieurs – il y a des mouvements et un discours antisémites, au parlement européen comme dans les parlements nationaux. En Grèce, le journal d'Aube dorée est vendu dans tous les kiosques d'Athènes par exemple. Il est antisémite de la première à la dernière page. On citera aussi le Jobbik hongrois, le NPD allemand, Ataka en Bulgarie.

Autant il est nécessaire de ne pas se voiler la face sur l'existence d'un "nouvel antisémitisme", selon l'expression de Pierre André Taguieff, qui a à voir, soit avec les crispations identitaires d'une partie de la population musulmane, soit avec l'islam radical, autant il n'est pas possible d'expliquer, du jour au lendemain, que le vieil antisémitisme d'extrême droite a disparu. Ce serait une forme d'hémiplégie intellectuelle extrêmement nocive. Tous les populistes ne sont pas antisémites. M. Wilders au Pays-Bas est éminent philosémite et pro-israélien, ce qui ne me le rend pas sympathique, ni en tant que juif, ni en tant que partisan de l'existence de l'état d'Israël. Il ne m'est pas sympathique pour la simple qu'il développe et alimente une forme de racisme antimusulman. Il tient des propos absurdes sur l'interdiction du Coran, l'arrêt des constructions de mosquées etc. Ces mesures ne font pas partie de mon logiciel idéologique.

Dans la campagne que M. Orban fait contre Georges Soros, l'utilisation dans les photographies de sous-entendus aux relents antisémites, est tout aussi inquiétante. Je n'accuse pas M. Orban d'être, à titre personnel, antisémite. Je pense que le dirigeant hongrois est un énorme opportuniste qui profite du fait que le PPE n'a jamais réagi à ses écarts et ne l'a jamais exclu. Il veut garder le pouvoir. Il joue donc, dans cette optique, de toutes les sensibilités de l'opinion publique hongroise. Mais dans sa campagne à l'encontre de M. Soros, certaines choses ne sentent pas bon.

Jusqu'au cœur de la SFIO d'avant-guerre, l'antisémitisme était présent au sein de la gauche française, qu'est devenue cette tendance ?

Il continue à y avoir des schémas intellectuels qui perdurent, qui associent les juifs au capitalisme, au capital transnational et donc aux pires excès de la globalisation et au poids de la finance. La finance remplace peu à peu l'industrie dans l'économie mondiale. Et les juifs continuent d'être soupçonnés de déloyauté. Ils ne seraient pas fidèles au pays dont ils sont citoyens mais principalement à leurs intérêts communautaires et à Israël. Le Labor britannique se débat actuellement dans une affaire particulièrement grave. Il ne s'agit pas d'un responsable qui poste sur son compte une caricature qui peut être interprétée comme antisémite, il s'agit véritablement de centaines de messages postés sur divers forums pendant une durée de temps assez longue ; de sections qui refusent de voter des motions contre l'antisémitisme. Il s'agit d'un véritable problème de fonds.

Le discours contre les « pouvoirs de l'argent » et des élites internationales est communément prôné dans les discours de la gauche, mais l'antisémitisme n'y est pas clairement évoqué...

Bien sûr que non. Un travail reste cependant à faire en termes de pédagogie pour démonter les stéréotypes que je viens d'énoncer qui se trouvent encore fréquemment dans une portion de l'électorat de la gauche radicale. Il faut démontrer d'abord que la communauté juive est un ensemble extrêmement hétérogène et qu'elle est composée de gens qui majoritairement ne se réclament pas de l'appartenance à une "communauté organisée". Ils n'appartiennent à aucune association.

Des fantasmes perdurent. Le CRIF par exemple n'est pas une association à laquelle on peut appartenir à titre individuel. Il existe une association des amis du Crif, mais elle est négligeable en nombre de membres vis-à-vis du demi-million de juifs en France. La majorité des juifs n'appartiennent à aucune association constituée ni ne participe à ce que d'autres ont appelé la "communauté juive organisée". La communauté juive est socialement très diverse. On ne le rappellera jamais assez.

Source : Les Inrocks

EN FRANCE, LES DIFFÉRENTS VISAGES D'UNE HAINE INSIDIEUSE ET BANALISÉE

PAR LOUISE COUVELAIRE

LE MONDE (12/02/2019)

Les actes antisémites recensés ont augmenté de 74 % en 2018. D'Internet au mouvement des « gilets jaunes », des universités aux cités de banlieue, le phénomène s'étend.

L'un a été entièrement coupé, l'autre partiellement scié. Deux jours avant une cérémonie d'hommage à Ilan Halimi, jeune homme séquestré et torturé à mort par le « gang des barbares » en février 2006, les deux arbres plantés à sa mémoire à l'endroit où il avait été retrouvé agonisant, à Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne), ont été découverts vandalisés, lundi 11 février. Ilan Halimi était juif, ses ravisseurs réclamaient une rançon, ils le présupposaient riche.

« L'antisémitisme se répand comme un poison, comme un fiel. Il attaque, il pourrit les esprits, il assassine », a déclaré, lundi, le ministre de l'intérieur, Christophe Castaner, qui s'est rendu sur place. A cette occasion, il a dévoilé qu'après deux années de baisse, le nombre d'actes antisémites recensés avaient bondi de 74 % en 2018 : en un an, ils sont passés de 311 à 541. Parmi ces faits, 183 actions ont été recensées – 81 concernent des violences, des tentatives d'homicide et un homicide, et 102 sont des atteintes aux biens – et 358 menaces. Ces chiffres ne concernent toutefois que les actes signalés à la police (plainte ou main courante).

« Depuis janvier 2018 s'installe un climat anxigène inquiétant, commente Frédéric Potier, délégué interministériel à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (Dilcrah). Au-delà de l'antisémitisme islamiste, nous assistons à la résurgence d'une extrême droite identitaire virulente qui n'hésite plus à passer à l'acte. »

Ce week-end, deux portraits de Simone Veil, dessinés par l'artiste C215 sur deux boîtes aux lettres situées sur la façade de la mairie du 13^e arrondissement de Paris, ont été recouverts de croix gammées. Les gérants d'un restaurant Bagelstein, dans le centre de la capitale, sur l'île Saint-Louis, ont découvert leur vitrine taguée du mot Juden (« juifs » en allemand). Et dans le 1^{er} arrondissement, l'inscription « Macron's jews'bitch » (« Macron pute à juifs ») a été inscrite sur une porte de garage. « Le vocabulaire de la fachosphère se retrouve sur les murs ! », a tweeté Frédéric Potier. Selon lui : « Le mouvement des "gilets jaunes" contribue à une hausse des chiffres sur les dernières semaines de l'année. »

Surenchère décomplexée de commentaires haineux

Sur la Toile, c'est toute la nébuleuse conspirationniste qui s'est mise en ordre de bataille pour rallier un maximum de manifestants à un discours antisystème émaillé de saillies antisémites, générant une surenchère décomplexée de commentaires haineux. Des milliers de vidéos aux faux airs de documentaires pullulent sur le Net.

Dans l'une d'elles, une voix off explique que « la France n'a pas de président de la République » et que « la personne qui tient la barre » est un « banquier » du nom de « Rothschild » qui n'a qu'un objectif : « amener notre navire qu'est la France, et nous avec, à s'échouer sur les terres d'un nouveau continent se nommant "nouvel ordre mondial" ». Ce processus de destruction, qui passe par « le vol de toutes vos richesses », s'est accéléré depuis l'élection de Macron : « Considérez que toutes ses décisions sont la parole de ses maîtres » (les Rothschild donc). Cette vidéo d'une trentaine de minutes a été vue plus de 1,5 million de fois en deux mois sur la plate-forme YouTube.

Un succès que partagent bien d'autres « productions » du même type, tout comme les « conférences » en ligne d'apprentis complotistes d'extrême droite et des vedettes de l'antisémitisme, telles que Boris Le Lay, blogueur ultranationaliste breton maintes fois condamné,

et Alain Soral, figure de la fachosphère antisémite, lui aussi bien connu de la justice. Tous alimentent une haine antijuive qui traverse les âges et les catégories sociales.

Il y a Edouard (tous les prénoms ont été modifiés), jeune cadre BCBG des Yvelines, qui ne cache pas sa sympathie pour les thèses de Soral dans les dîners en ville. Hamza, 32 ans, un habitant d'une cité du nord des Hauts-de-Seine qui ne jure que par le polémiste Dieudonné et confie ne pas passer une journée sans consommer ce type de « docus » complotistes qui « atterrissent » sur son mur Facebook.

Aubaine de la crise sociale

Il y a cet homme portant un gilet jaune aussi. Anonyme, on le devine quinquagénaire. Dans une vidéo, il reprend presque mot pour mot les paroles de Le Lay. Bien sûr, les activistes antisémites sont une petite minorité, mais leur nombre se multiplie. Ils profitent de l'aubaine de la crise sociale, en jouant des plus vieux ressorts : juifs = argent = pouvoir.

Dans leurs vidéos, les uns glissent des images du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) dès qu'ils évoquent le « vrai pouvoir », les autres désignent le « lobby juif » comme étant le grand responsable de la détresse sociale. Certains s'en prennent au B'nai B'rith, une organisation juive née aux Etats-Unis au XIXe siècle qu'ils qualifient de « secte juive suprémaciste qui dirige la franc-maçonnerie mondiale ».

Quelques-uns traitent les artistes, jugés trop en retrait par rapport au mouvement, de « putes du système juif » ou encore de « putes de salon » inféodées à « la haute finance », comme le formule Dieudonné dans l'une de ses vidéos.

La plupart parlent d'Emmanuel Macron comme d'un « pantin » ou d'une « marionnette » à la solde de son ancien employeur, la banque Rothschild, ou d'un « traître enjuivé ». Un discours repris sur certaines banderoles et tags lors des manifestations de « gilets jaunes » : « Macron pute à juifs », « Macron pourriture de juif » ou encore « Macron = Sion », en référence aux Protocoles des sages de Sion, ouvrage d'un faussaire russe du XIXe qui théorise le mythe du complot juif et franc-maçon visant à conquérir le monde.

Présupposés moyenâgeux

« Aujourd'hui, il suffit d'associer Macron à Rothschild et la puissance des stéréotypes fait son œuvre », constate l'historien Marc Knobel, directeur des études au CRIF. Le dernier rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, publié en mars 2018, en donne un aperçu : 38 % des personnes interrogées partagent ainsi l'idée que « les juifs ont un rapport particulier à l'argent ». Entre 18 % et 37 % d'entre elles pensent également que les juifs auraient un pouvoir excessif.

La survivance et la prégnance de ces clichés alimentent une ambivalence que le docteur C., généraliste dans un quartier populaire d'une ville du Sud-Ouest, vit au quotidien. « Avoir un médecin juif est très recherché, comme avoir un avocat juif, témoigne-t-il. Mes patients me supposent intelligent, puissant, bien instruit, bien placé, ils imaginent que j'ai du pouvoir et qu'en cas de besoin, j'aurais les bons réseaux pour leur venir en aide. »

Ces présupposés moyenâgeux nourrissent tous les fantasmes sur la fortune présumée du juif, quelle que soit la réalité de sa condition sociale. « Alors même qu'ils sont dans la même galère sociale et qu'ils sont voisins, des petites bandes de délinquants ciblent les juifs car ils sont persuadés qu'ils ont malgré tout de l'argent et qu'ils trouveront à coup sûr le dernier iPhone sur eux, raconte Raoul Benaccoun, 74 ans, ancien chargé de mission à la sécurité (entre 1995 et 2015) à la mairie de Sarcelles, dans le Val-d'Oise. Aujourd'hui, ces préjugés antisémites sont dans la mentalité du petit voyou, qu'il soit blanc, noir ou arabe. »

« Ce sont ces mêmes croyances qui font des juifs les éternels boucs émissaires en temps de crise », rappelle la politologue Nonna Mayer, directrice de recherche au CNRS. Sur le réseau social russe VKontakte (VK), où Soral, Dieudonné et Le Lay ont migré après la fermeture de certains comptes ou le déréférencement de leurs sites, les insultes et les caricatures les plus virulentes, inspirées des années 1930, s'expriment sans interdits. « Ici, aucun compte juif, c'est chez nous », se félicite l'un des internautes.

« Dérives » à l'ultragauche

« Nous assistons à une détabouïsation totale, s'inquiète Marc Knobel. Les gens les plus décidés et les plus motivés à mener la guerre contre les juifs se retrouvent entre eux sur tous ces sites et s'auto-alimentent. Ce qui compte, c'est leur détermination à faire de l'antisémitisme une courroie de mobilisation. »

Calqué sur le modèle de Facebook, VK permet de publier en toute impunité des contenus qui risqueraient d'être prohibés sur d'autres plates-formes, où certains emploient parfois des mots ou expressions « paravents » pour désigner les juifs sans les nommer afin d'éviter « la censure de l'empire », disent-ils. Ainsi de « 88 » (la huitième lettre de l'alphabet, H, pour Heil Hitler) et de plus en plus fréquemment « sioniste ».

Car l'antisémitisme, certes florissant à l'extrême droite, n'est cependant pas son apanage. Elsa, 21 ans, étudiante dans une université parisienne, souligne ainsi des « dérives » à « l'ultragauche », sur fond d'opposition à la politique israélienne. « Il est devenu impossible de manifester mon attachement viscéral à l'Etat hébreu, qui n'a par ailleurs rien d'un soutien inconditionnel à la politique de son gouvernement, sans me faire insulter ou sans recevoir des messages haineux sur les réseaux », raconte la jeune femme, qui évoque les tags sur les tables de la fac où il est inscrit « Mort à Israël » ou encore « Israël, assassins ! »

En filigrane se joue aussi, ici, un débat idéologique sous couvert de sémantique. L'antisionisme revendiqué est-il un antisémitisme ? Lors de la commémoration du 75^e anniversaire de la rafle du Vél'd'Hiv à Paris, en juillet 2017, en présence du premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, Emmanuel Macron a fait un parallèle auquel aucun président ne s'était risqué avant lui : « Nous ne céderons rien à l'antisionisme car il est LA forme réinventée de l'antisémitisme. »

Croix gammées à HEC

Pour Jean-Yves Camus, directeur de l'Observatoire des radicalités politiques (ORAP) à la Fondation Jean-Jaurès, la limite est claire : « L'antisionisme est une opinion politique admissible jusqu'au moment où il nie l'existence d'Israël en tant qu'Etat. A partir de là, ça devient de l'antisémitisme. On pouvait être opposé à la création de l'Etat d'Israël et on peut toujours critiquer les gouvernements israéliens. Mais soixante-dix ans après la création de l'Etat, ne pas lui reconnaître le droit à l'existence est antisémite, car c'est signer l'arrêt de mort des juifs qui y vivent. »

De droite, de gauche, ou d'ailleurs, l'antisémitisme s'est répandu. Dans les Yvelines, une professeure s'est vue traitée de « sale bobo gauchiste » par un élève faisant l'apologie du maréchal Pétain et citant le négationniste Robert Faurisson dans ses dissertations. « En vingt ans de carrière, je n'avais jamais eu de suprémaciste blanc dans une classe », constate-t-elle.

Dans le petit village d'Escos (Pyrénées-Atlantiques), les 240 habitants ont découvert, le matin du 4 novembre 2018, une série de tags antisémites : « Shoah escroquerie », « Faurisson résistance ». « On n'avait jamais rien vu de tel chez nous, raconte le maire, Daniel Vigneau. Faurisson, on ne savait même pas qui était ce personnage, on a dû aller chercher sur Internet. »

Sur le tableau d'une salle de classe de la prestigieuse école de commerce HEC, en octobre 2018, les étudiants ont retrouvé des croix gammées, des croix celtiques et le mot « Juden » inscrits au

marqueur. A Sarcelles, cinq mineurs âgés de 14 à 16 ans ont agressé une dizaine de victimes de confession juive en quelques semaines, entre les mois de novembre et décembre 2018, dans le quartier de la Petite Jérusalem, pour voler leurs téléphones portables et leurs sacs à main ; à leurs avocats, ils n'ont dit que quelques mots : « Les juifs, on ne les connaît pas, c'est pas nos copains. »

Sur les marches de la basilique du Sacré-Cœur, à Paris, le 22 décembre 2018, des « gilets jaunes » ont entonné un hymne à la « quenelle » (geste inventé par Dieudonné, bras droit tendu vers le bas et main gauche touchant l'épaule droite, interprété comme un salut nazi à l'envers). A Paris encore, début janvier, un individu se présentant tantôt comme un « journaliste de rue » tantôt comme un « journaliste "gilet jaune" » a apostrophé le secrétaire d'Etat chargé du numérique, Mounir Mahjoubi, en lui demandant, à propos du mouvement social, « est-ce qu'on peut dire que le bétail goy se rebelle ? » .

Dans les facs de médecine aussi, au point que la Conférence des doyens des facultés de médecine s'est « indignée », lundi 11 février, dans un communiqué, « d'une situation qui prend de l'ampleur depuis quelques mois », constatant « qu'il y a de plus en plus d'actes racistes et antisémites perpétrés à l'encontre des enseignants, des autorités et des étudiants de confessions juive et/ou d'origine étrangère ».

Antisémitisme « feutré » ou « raffiné »

« La grande défaite aujourd'hui, c'est que l'antisémitisme s'est tellement banalisé qu'il n'a même plus besoin de tête d'affiche, tel Soral, pour le diffuser. Cela a gagné les esprits de tout milieu. Tout peut se dire, et partout. Or, braver le tabou du verbe, c'est se préparer au passage à l'acte », se désole Souâd Belhaddad, fondatrice de Citoyenneté possible, une association qui lutte contre les préjugés et propose des modules de formation à des professionnels (professeurs, éducateurs, missions locales...) confrontés à l'intolérance.

A côté de cet antisémitisme décomplexé, un autre, plus « insidieux » celui-là et de tradition chrétienne, n'a pas disparu : celui de la bourgeoisie. « En général, les classes aisées n'expriment pas leur antisémitisme frontalement », souligne Nonna Mayer. Certains parlent d'un antisémitisme « feutré » ou « raffiné », « parce qu'il ne fait pas peur », comme l'explique ce commerçant du 17^e arrondissement de Paris.

Dans ce quartier de l'Ouest parisien se sont installés de nombreux citoyens de confession juive après avoir quitté certaines banlieues dans lesquelles ils se sentaient en insécurité. Et où apparaît un autre visage de la haine. A vif. Qui monte les communautés les unes contre les autres. « Les juifs se foutent qu'un bourgeois les regarde de travers, affirme Joshua, infographiste de 39 ans qui a grandi à Sarcelles. Ils ont peur physiquement des musulmans des quartiers populaires. »

L'enlèvement et l'assassinat d'Ilan Halimi, la tuerie à l'école juive Ozar-Hatorah de Toulouse en mars 2012, l'agression d'un jeune couple à Créteil en décembre 2014, l'attentat contre l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes, à Paris, en janvier 2015, l'assassinat de Sarah Halimi dans le 11^e arrondissement de la capitale en avril 2017, la séquestration d'une famille juive à Livry-Gargan en septembre 2017...

« Que les coupables soient des djihadistes ou des délinquants, la communauté juive a été profondément traumatisée par cet antisémitisme ultraviolent qui agresse, qui tue », rappelle Joël Mergui, le président du Consistoire, qui va inaugurer cette année un centre européen du judaïsme de 5 000 mètres carrés dans le 17^e arrondissement.

Difficulté d'identifier les auteurs d'actes antisémites

Dans certains territoires, le sentiment d'insécurité s'est installé et l'antisémitisme « du quotidien » ou « de proximité » « fait de la vie des juifs un enfer », témoigne Joshua. « Les plus gros producteurs de contenus antisémites et ceux qui rencontrent le plus de succès, comme Soral,

ciblent des personnes dans des situations de grande fragilité dont on peut supposer qu'elles sont les plus susceptibles de passer à l'acte », avance Wajdi Limam, doctorant en sociologie à l'université Paris-VIII. Mais personne ne peut l'affirmer, souligne-t-il, faute de statistiques en la matière.

La chancellerie se contente de faire un double constat, celui du « faible nombre de procédures et de poursuites pour ce type d'infraction » et du « nombre très limité de faits portés à la connaissance de l'autorité judiciaire », tout en soulignant la difficulté « d'identifier les auteurs », dont aucune étude n'a dressé le profil à ce jour. « Cette absence d'éléments objectifs crée une situation très pernicieuse, déplore Jean-Yves Camus. L'extrême droite en profite pour imputer la responsabilité de tous les actes antijuifs aux musulmans. »

Maalik (le prénom a été modifié) le sait. C'est à lui, ou à des gens comme lui, jeunes musulmans des quartiers populaires, que « beaucoup de personnes pensent » lorsque la flambée des actes antisémites est évoquée. « Je suis en partie responsable, je ne le nie pas, mais suis-je le seul responsable ? », s'interroge-t-il, sans nier que son casier est lourd en la matière. Le jeune homme de 28 ans a de « sales histoires » derrière lui, admet-il. Des histoires de gamins juifs qu'il a tabassés avec ses copains, de kippas qu'il a arrachées aux vieux messieurs dans la rue et de croix gammées qu'il a dessinées dans ses agendas d'écolier. Il a une histoire à raconter surtout, la sienne, celle d'une « haine antijuive » qui s'est enkystée au fond de ses tripes alors qu'il n'était qu'un préadolescent et qui ne l'a pas quittée pendant des années.

Maalik a grandi dans un quartier populaire de la petite couronne, aux portes de Paris, au sein d'une famille modeste – ses parents faisaient des ménages – et de confession musulmane où l'on prononçait invariablement le mot « hachack » dès qu'on parlait d'un juif. « Hachak », un mot arabe utilisé comme une excuse après avoir dit un gros mot ou évoqué des choses impures. « Je ne sais pas si c'est antisémite, j'imagine que oui, mais on le prononçait sans y penser, par automatisme, se souvient-il. Dans mon quartier, il y avait plein de juifs tunisiens, j'ai grandi avec eux, c'était nos voisins, nos amis. »

« Le conflit israélo-palestinien n'est qu'un prétexte »

A ses yeux, tout a basculé au début des années 2000, avec les attentats du World Trade Center du 11 septembre 2001, à New York. Il était en classe de 6e. « Un discours anti-américain a commencé à se répandre, puis un discours anti-Occident, puis ça a embrayé sur les juifs avec Israël et la seconde Intifada : “les juifs nous volent nos lieux de prières”, “ils tuent nos frères”. Tout ça m'a retourné le cerveau, j'en suis devenu schizophrène ! »

D'autant plus lorsqu'on a évolué dans une « banlieue rouge », c'est-à-dire longtemps dirigée par le Parti communiste, renchérit un observateur : « La défense de la Palestine devient le seul lien que ces jeunes ont avec la politique, ce qui entretient largement le sentiment anti-Israël et contribue à nourrir la haine des juifs. »

Sur le terrain, l'antisémitisme a d'autres relais. « Ce message était aussi martelé par les islamistes du quartier qui ne manquaient pas une occasion de nous prendre la tête avec Israël et la Palestine, raconte Maalik. Plus les discours étaient hostiles aux juifs, plus ils se sont repliés sur eux-mêmes ; plus on a montré les musulmans du doigt, plus ils se sont repliés sur eux-mêmes ; plus on a cessé de se fréquenter et de fréquenter les mêmes écoles, plus on s'en est pris à eux. »

Avec les années, le jeune homme a pris du recul. « En réalité, le conflit israélo-palestinien n'est qu'un prétexte, comme un feu vert pour passer à l'acte, il vient se greffer à un antisémitisme préexistant, fondé sur un problème de pure jalousie sociale, le sentiment qu'ils s'en sortent mieux que nous », analyse-t-il.

Autrefois « dhimmis » en terre d'Islam (terme qui désigne les citoyens non musulmans soumis à diverses restrictions sociales), certains juifs sont devenus médecin et avocat, « une ascension sociale vécue à la fois comme une trahison et un abandon », commente le docteur C. « Contrairement aux idées reçues, la religion n'est pas forcément le moteur et l'actualité n'est

que le déclencheur », acquiesce la politologue Nonna Mayer. En témoignent les périodes de recrudescences d'actes antisémites, le plus récemment après les opérations israéliennes à Gaza, en 2009, en 2014 et en 2018 avec la répression de la « marche du retour », manifestation palestinienne commémorant la Nakba, l'exode palestinien de 1948.

« Concurrence mémorielle »

Pour Combo, 31 ans, street-artist d'origine marocaine, il existe aujourd'hui un « parcours type » du « jeune maghrébin des quartiers vers l'antisémitisme ». Le jeune homme a grandi auprès d'une belle-famille très pratiquante, qui ne buvait que du Mecca-Cola, en référence à la ville sainte de l'Islam, boycottant Coca-Cola, « marque symbole de l'Amérique sioniste ».

Grande consommatrice des sites complotistes et imprégnée des thèses du couple Soral-Dieudonné « qui ont fait des dégâts considérables dans les banlieues », une partie de la génération post-2001 a suivi le même chemin, affirme-t-il : « L'idée est toujours la même : L'Amérique, l'"empire", les Illuminati [société secrète qui dominerait le monde], les francs-maçons et les juifs... Tous veulent dominer le monde et faire fortune sur le dos des opprimés, détruire l'Islam et les Arabes. »

« Juifs et maghrébins, pour beaucoup, on a la même histoire, la même bouffe, la même culture, la même langue, le même argot, la même façon de frimer : on est les mêmes bougnoules !, lance Marouane, 29 ans, qui a coorganisé, en 2018, au sein de SOS-Racisme, une série de rencontres appelées « Salam, Shalom, Salut » dans plusieurs villes de France. Sauf que les juifs ont réussi à grimper dans l'échelle sociale, pas nous ; ils s'entraident, pas nous ; leur histoire est reconnue par La France, pas la nôtre. C'est du moins comme ça qu'on le ressent et qu'on le vit quand on grandit dans un quartier. »

La « concurrence mémorielle » est une autre composante de cette « jalousie » qui empoisonne les relations. « On parle de la Shoah mais pas de nos grands-pères qui se sont battus pour la France en Indochine, ni du sort des harkis, peu de la colonisation et peu de l'esclavage : c'est comme si on nous zappait de l'histoire de France », explique Combo. Cette « comparaison » vient nourrir encore un peu plus les stéréotypes déjà bien ancrés. « On en conclut que si les juifs arrivent à ce que l'on parle d'eux, c'est parce qu'ils sont bien placés », explique Maalik.

« Un juif, au singulier, comme l'était Ilan Halimi, n'existe pas aux yeux de l'antisémite : il est forcément conjugué au pluriel, il est "les juifs", le représentant de ses "frères" – frères israéliens, de business, de la communauté tout entière... Sa place, en soi, même de pauvre, cristallise du ressentiment, conclut Souâd Belhaddad, de Citoyenneté possible. Cette force du stéréotype mène à la barbarie. En cela, on se trompe gravement en pensant que l'antisémitisme ne serait que le problème des juifs. Il dit que chacun de nous peut, demain, être celui ou celle dont on contestera la place. »

Source : Le Monde

LE PRIX ILAN HALIMI

Françoise NYSSSEN, ministre de la Culture, a lancé le prix Ilan HALIMI dédié à la lutte contre les préjugés le 1er octobre 2018. Mesure du plan national de lutte contre le racisme et l'antisémitisme 2018-2020 présenté le 19 mars 2018 par le Premier ministre, Edouard PHILIPPE.

Ce prix national récompense les initiatives réalisées par des collectifs de jeunes de moins de 25 ans qui, par leur créativité et leur inventivité, contribuent à faire reculer les préjugés et les stéréotypes racistes et antisémites.

Les projets retenus peuvent avoir été réalisés dans un cadre scolaire ou non, et relever des domaines culturel, artistique, sportif ou numérique. Ce prix national récompense les initiatives engagées par des collectifs de jeunes de moins de 25 ans qui, par leur créativité et leur inventivité, contribuent à faire reculer les préjugés et les stéréotypes racistes et antisémites.

Le prix Ilan HALIMI a été remis le mercredi 13 février 2019 par le Premier ministre, M. Edouard PHILIPPE.

Il est soutenu par le Premier ministre, le ministère de l'Éducation nationale, le ministère de la Culture, la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH) et la MGEN.



« Il pensait que les juifs dominaient le monde. Il pensait que les juifs volaient l'argent de l'Etat, qu'ils étaient tous riches, et que s'ils ne l'étaient pas, leur communauté, solidaire, paierait la rançon. Après avoir identifié des commerces juifs, boulevard Voltaire à Paris, il a donc envoyé un appât pour récolter des numéros de téléphone. Ilan Halimi a donné le sien. La fille l'a rappelé deux jours plus tard pour lui proposer de boire un verre. Des types lui ont alors sauté dessus; ils l'ont enlevé, séquestré, torturé pendant 24 jours, puis finalement laissé pour mort le long d'une voie de chemine de fer.

“Les juifs sont riches” est un préjugé vieux comme le monde. Et un préjugé qui tue. Né de l'antijudaïsme religieux qui les obligeait à exercer des métiers liés à l'argent puisque la terre leur était refusée, il justifiera les pogroms dès le Moyen-âge, puis s'adaptera à l'ère du capitalisme en accusant cette communauté de tenir les rênes de la finance Internationale, et six millions d'entre eux finiront dans les chambres à gaz – du préjugé au complot, il n'y a qu'un pas.

On espérait que le génocide des juifs aurait débarrassé le monde de l'antisémitisme, fondé en partie sur ce cliché ancestral. C'était une erreur d'appréciation, et la mort d'Ilan Halimi, en France en 2006, nous l'a tragiquement prouvé. Créer aujourd'hui un prix national qui porte son nom, c'est prendre la mesure de cette méprise. C'est comprendre que ce préjugé est tenace et qu'à chaque génération, il faut lutter contre. Alors luttons contre. »

Émilie Frèche, Présidente du jury

Source : DILCRAH / PrixIlanHalimi.fr

Service de Protection de la Communauté Juive



Témoign ou victime d'un acte antisémite ?
En cas de menace ou de danger
Contactez le

0 800 18 26 26

Numéro vert 24h/24 et 7j/7

Ce rapport a été réalisé avec le soutien
de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah (FMS)



www.antisemitisme.fr